



MUNICIPAL

# Gazette

MUNICIPALE

DE—OF

# Montreal

Organe officiel de la Corporation de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation of the City of Montreal

CANADA

Première année No. 43  
First Year -

28 Novembre 1904  
November

Les abonnements sont reçus chez  
Le Trésorier de la Ville de Montréal,  
Hôtel de Ville

Les autres communications doivent  
être adressées au directeur de  
"LA GAZETTE MUNICIPALE"  
Hôtel de Ville

Forward subscriptions to  
The City Treasurer of Montreal  
City Hall

All other communications should be  
addressed to the managing-editor of  
"The Municipal Gazette"  
City Hall

TELEPHONE : MAIN 424C

Paraît le lundi matin  
Published every Monday  
morning

Abonnements \$2 par an  
Subscriptions a year

Payables d'avance  
Payable in advance

## OPINIONS LÉGALES.

Accusations spécifiques contenues dans la preuve sou-  
mise à la Cour du Recorder, contre certains  
membres de la Police.

DÉPARTEMENT EN LOI,  
HÔTEL DE VILLE.

Montréal, 18 novembre 1904.

A Son Honneur le Maire et aux Echevins de la Cité de  
Montréal.

Messieurs,

A une assemblée de votre Conseil, tenue le 14 novembre  
courant, il a été résolu unanimement: "Que les avocats de  
la Ville reçoivent instruction d'examiner la preuve faite  
dans la récente cause devant le Recorder Poirier et de men-  
tionner, dans un rapport, quelles sont les accusations spéci-  
fiques contenues dans ladite preuve contre tout membre du  
département de Police, pour qu'il puisse être fait, par tel  
tribunal que ce Conseil jugera à propos de choisir, une en-  
quête minutieuse sur ces accusations, si accusations il y a."  
En réponse nous avons l'honneur de vous soumettre le  
rapport suivant:

### Rapport

Voici, d'après les renseignements que nous avons pu nous  
procurer de la Cour du Recorder, quelles sont les accusa-  
tions spécifiques contre certains membres du département  
de la Police, qui ressortent de la preuve assermentée dans la  
cause de "Le Roi vs. Aurore Deschamps (veuve Lalonde)."  
Cette cause s'est instruite devant Son Honneur le Recor-  
der Poirier, Cour tenante.

1. Dans le cours du mois d'août, 1902, le chef ou surinten-  
dant de la Police de la Cité de Montréal, David Legault, a  
reçu ou laissé placer dans son propre bureau, à l'Hôtel de  
Ville, six (6) bouteilles de vin champagne de la part de  
Marie Desjardins, femme tenant alors une maison malfamée  
dans ladite Cité; lesdites bouteilles, auxquelles était at-  
tachée une lettre portant les compliments de ladite Marie  
Desjardins audit chef Legault, avaient été transportées à  
destination comme ci-dessus et laissées en la possession du  
dit chef Legault pour protéger ladite Marie Desjardins  
contre les arrestations ou poursuites, soit pour tenir une  
maison malfamée soit pour vendre de la boisson ou des li-  
queurs alcooliques sans licence;

2. Pendant les mois de mai, juin et juillet 1902, le chef  
ou surintendant de la Police de la Cité de Montréal, David  
Legault, a reçu à différentes reprises, de Marie Desjardins,  
femme tenant une maison malfamée au No 132 rue Sainte-  
Elizabeth de cette ville, des sommes d'argent variant de \$10  
à \$20 chaque fois, pour protéger ladite femme contre les ar-  
restations ou poursuites pour violation de la loi, tel que ven-  
dre des liqueurs alcooliques sans licence ou tenir une maison  
de désordre;

3. Dans le cours des mois d'octobre, novembre et décem-  
bre 1901, le chef ou surintendant de la Police de la Cité de  
Montréal, David Legault, a reçu, à différentes reprises, des  
sommes d'argent s'élevant jusqu'à \$25 chaque fois, d'Emma  
Bougie (épouse de John Brazier) tenant une maison de

## LEGAL OPINIONS.

Specific charges contained in the evidence submitted  
to the Recorder's Court against certain  
members of the Police department.

LAW DEPARTMENT,  
CITY HALL

Montreal, 18th. November, 1904.

To His Worship the Mayor and the Aldermen of the City  
of Montreal.

Gentlemen,

At a meeting of your Council, held on the 14th Novem-  
ber, inst., it was unanimously resolved: "That the City At-  
torneys be instructed to examine the evidence adduced in  
the recent case before Recorder Poirier and to report as to  
what specific charges are contained therein against any mem-  
ber of the Police Department, in order that such charges, if  
any, may be fully enquired into by such tribunal as this  
Council may see fit to appoint."

In reply, we beg to submit the following report:

### Report.

According to the information we have been able to obtain  
from the Recorder's Court, the specific charges against cer-  
tain members of the Police Department, as shown by the  
sworn evidence in the case of the King vs. Aurore Des-  
champs (widow Lalonde) are as follows:

This case was heard before His Honor Recorder Poirier.

1. During the month of August, 1902, the Chief or Su-  
perintendent of Police of the City of Montreal, David Le-  
gault, received or allowed to be placed in his own office, at  
the City Hall, six bottles of champagne, sent by Marie Des-  
jardins, a woman then keeping a bawdy house in the said  
City; the said bottles, to which was attached a letter con-  
veying the compliments of the said Marie Desjardins, to said  
Chief Legault, had been carried to their destination, as  
aforesaid, and left in possession of said Chief Legault, in  
order to protect the said Marie Desjardins against arrests  
or suits for keeping a bawdy house or selling alcoholic li-  
quor.

2. During the months of May, June and July, 1902, the  
Chief or Superintendent of Police of the City of Montreal,  
David Legault, received, on different occasions, from Marie  
Desjardins, a woman keeping a house of illfame at No. 132  
St. Elizabeth street, in this City, sums of money varying  
from \$10 to \$20, each time, in order to protect the said  
woman against arrests or suits for violation of the law,  
such as selling alcoholic liquor without a license or keep-  
ing a bawdy house.

3. During the months of October, November and Decem-  
ber, 1901, the Chief or Superintendent of Police, of the City  
of Montreal, David Legault, received, on different occasions,  
sums of money amounting to \$25, each time, from Emma  
Bougie, (wife of John Brazier), keeping a house of prosti-



prostitution à Montréal, pour protéger ladite personne contre les arrestations ou poursuites pour violation de la loi, et il a converti ces sommes d'argent à son usage personnel, celui de sa famille et de ses amis, et il a défendu à ladite personne d'en parler à qui que ce soit.

4. Depuis plusieurs années, savoir depuis 1902, un des capitaines de Police de la Cité de Montréal, Trefflé-O. Bellefleur, a reçu à différentes reprises des sommes d'argent variant de \$5 à \$10 à la fois, de Philomène Hogue (veuve de Cléophas Beauvais), tenant une maison de prostitution à Montréal, pour la protéger, elle et ses femmes de débauche, contre les arrestations ou poursuites pour violation de la loi, et lesdites sommes ont été converties à son usage personnel, celui de sa famille et de ses amis.

5. Depuis plusieurs années, savoir depuis 1902, Michel Guyon, un des constables de la force de Police de la Cité de Montréal, a reçu, à différentes reprises, des sommes d'argent s'élevant à \$5 chaque fois, de Philomène Hogue (veuve de Cléophas Beauvais), tenant une maison de prostitution à Montréal, pour la protéger, elle et ses femmes de débauche, contre les arrestations ou poursuites pour violation de la loi, et pour lui prêter main-forte dans les cas de tapage, ivresse ou désordre dans sa maison, et lesdites sommes ont été converties à son usage personnel, celui de sa famille et de ses amis.

6. Depuis plusieurs années, savoir depuis 1902, Léonidas Sanguinet, un des constables de la force de Police de la Cité de Montréal, a reçu, à différentes reprises, des sommes d'argent s'élevant à \$5 chaque fois, de Philomène Hogue (veuve de Cléophas Beauvais), tenant une maison de prostitution à Montréal, pour la protéger, elle et ses femmes de débauche, contre les arrestations ou poursuites pour violation de la loi, et pour lui prêter main-forte dans les cas de tapage, ivresse ou désordre dans sa maison, et lesdites sommes ont été converties à son usage personnel, celui de sa famille et de ses amis.

7. Dans le cours des dernières années, savoir depuis 1902, les susdits constables Michel Guyon et Léonidas Sanguinet ont reçu, à différentes reprises, des sommes d'argent s'élevant à \$5 chaque fois, tous les lundis de chaque semaine, comme rente ou salaire, de Joseph Hogue, cocher résidant au No 89 rue Saint-Timothée, en la Cité de Montréal, pour protéger la soeur de ce dernier, connue sous le nom de Philomène Hogue et tenant une maison de prostitution à Montréal, pour qu'elle ne fut pas arrêtée trop souvent.

8. Dans le cours des dernières années savoir depuis le premier de janvier, 1902, deux des constables de la force de Police de la Cité de Montréal, Olivier Deschamps et Joseph Vézina, ont reçu des boissons enivrantes, tel que du vin champagne, et ont demandé des cadeaux, tel que collets de fourrure, pour protéger Marie Desjardins, femme tenant une maison de prostitution à Montréal, contre les arrestations ou poursuites pour violation de la loi.

Il résulte aussi de la preuve que les constables ou officiers de Police inculpés comme ci-dessus mentionné ont nié sous serment les accusations portées contre eux.

Le tout respectueusement soumis,

L.-J. ETHIER,  
J.-L. ARCHAMBAULT,  
*Avocats de la Cité.*

A.-W. ATWATER,  
*Avocat Consultant.*

\*\*\*

**Sur la construction de l'Hôpital Alexandra.**

DÉPARTEMENT EN LOI,  
HÔTEL DE VILLE.

Montréal, 18 novembre, 1904.

A Son Honneur le Maire et aux Echevins de la ville de Montréal.

Messieurs,

Re Construction de l'hôpital Alexandra

Nous avons été priés, par une résolution de votre Conseil, de répondre aux questions suivantes:

*Questions*

1° A quelle date les directeurs de l'hôpital Alexandra sont-ils tenus de commencer la construction dudit hôpital?

2° Que peut faire la Ville dans le cas de l'abstention desdits directeurs à commencer la construction de l'hôpital en question?

3° Dans l'état actuel des choses, la Ville aurait-elle le droit d'invalider et d'annuler le contrat intervenu entre la Ville et les directeurs de l'hôpital Alexandra?

Nous avons l'honneur de répondre comme suit;

tution in Montreal, in order to protect the said woman against arrests or suits for violation of the law, and he converted such sums of money to his personal use and to that of his family and friends, and he forbade the said woman to speak about that to any one.

4. During several years, to wit, since 1902, one of the police captains of the City of Montreal, Trefflé-O. Bellefleur, received, on different occasions, sums of money varying from \$5 to \$10 at a time, from Philomène Hogue (widow of Cléophas Beauvais), keeping a house of prostitution in Montreal, in order to protect her and her dissolute women against arrests or suits for violation of the law, and the said sums were converted to his personal use and to that of his family and friends.

5. For several years past, to wit, since 1902, Michel Guyon one of the constables of the Police force of the City of Montreal, received, on different occasions, sums of money amounting to \$5, each time, from Philomène Hogue (widow of Cléophas Beauvais), keeping a house of ill-fame in Montreal, in order to protect her and her dissolute women against arrests or suits for violation of the law, and to lend her assistance in cases of disturbance, drunkenness or disorder in her house, and the said sums were converted to his personal use and to that of his family and friends.

6. For several years past, to wit, since 1902, Léonidas Sanguinet, one of the constables of the Police force of the City of Montreal, received, on different occasions, sums of money amounting to \$5, each time, from Philomène Hogue (widow of Cléophas Beauvais), keeping a house of ill-fame in Montreal, in order to protect her and her dissolute women against arrests or suits for violation of the law and to lend her assistance in cases of disturbance, drunkenness or disorder in her house, and the said sums were converted to his personal use and to that of his family and friends.

7. For some years past, to wit, since 1902, the aforesaid constables, Michel Guyon and Léonidas Sanguinet, received, on different occasions, sums of money amounting to \$5, each time every Monday in each week, as fee or salary, from Joseph Hogue, a carter residing at No. 89 St Timothy street, in the City of Montreal, in order to protect the sister of the latter known as Philomène Hogue, and keeping a house of ill-fame in Montreal, so that she should not be arrested too often.

8. For some years past, to wit, since the 1st January, 1902, two of the constables of the Police force of the City of Montreal, Olivier Deschamps and Joseph Vézina, received intoxicating liquor, such as champagne wine, and asked for presents, such as fur collars, in order to protect Marie Desjardins, a woman keeping a house of prostitution in Montreal, against arrests or suits for violation of the law.

It is also shown by the evidence that the police officers or constables inculpated as aforesaid denied, under oath, the charges made against them

We, etc.,

L. J. ETHIER,  
J. L. ARCHAMBAULT,  
*City Attorneys.*

A. W. ATWATER,  
*Consulting Attorney.*

\*\*\*

**Re Building of Alexandra Hospital.**

LAW DEPARTMENT,  
CITY HALL.

Montreal, 18th November, 1904.

To His Worship the Mayor and the Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

Re Building of Alexandra Hospital.

By a resolution of your Council we have been requested to reply to the following questions:

*Questions.*

1.—"When are the authorities of the Alexandra Hospital bound to begin the construction of said hospital?"

2.—"What are the powers of the City in view of the inaction shown by the authorities in beginning the construction of the hospital in question?"

3.—"Would the City have the right, owing to the present state of affairs, to cancel and annul the contract passed with the authorities of Alexandra Hospital?"

We have the honor to answer as follows:



Réponses

Answers.

1° Aux termes du contrat intervenu le 17 mars, 1903 entre la Ville et un certain nombre de messieurs agissant au nom et à l'avantage de l'hôpital Alexandra, il a été agréé qu'il était de l'intérêt des citoyens de Montréal de pourvoir à la réception, au soin et du traitement des personnes atteintes de certaines maladies infectieuses ou contagieuses. Le docteur en question déclare que des instances se faisaient alors auprès de la Législature, en vue de l'obtention d'une loi incorporant l'hôpital Alexandra.

Nous trouvons que cette loi fut sanctionnée le 25 avril, 1903, et aux termes de cette loi est ratifié et confirmé le contrat intervenu entre la Ville et ledit hôpital.

Ce contrat commandait audit hôpital d'être prêt à recevoir des patients le ou avant le 1er janvier 1904, et prévoyait à l'octroi d'un prolongement raisonnable de délai dans le cas d'un retard ayant une autre cause que la négligence dudit hôpital.

Comme le contrat ne spécifie pas à quelle date les directeurs de l'hôpital sont tenus de commencer la construction de leur hôpital, nous sommes d'avis qu'ils étaient tenus de faire en sorte que l'hôpital fût terminé à l'époque déterminée par le contrat, soit le 1er janvier, 1904. Les directeurs de l'hôpital auront à établir que le retard qui s'est produit depuis cette date est survenu sans qu'il y ait de leur faute.

2° La Ville, dans ces circonstances, doit mettre les directeurs de l'hôpital en demeure de commencer immédiatement la construction de l'hôpital. Et ceci doit être fait par main de notaire, en un protêt qui fixera aussi le temps auquel devra être commencée, poursuivie et terminée la construction de l'hôpital; et l'observance de ce protêt donnerait à la Ville le droit de demander l'invalidation du contrat intervenu entre la Ville et l'hôpital.

3° La Ville aurait le droit de demander l'invalidation et l'annulation dudit contrat après que l'hôpital aura manqué à ces obligations.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos obéissants et humbles serviteurs,

L.-J. ETHIER,  
J. L. ARCHAMBAULT,  
Avocats de la Ville.

A.-W. ATWATER,  
Avocat Consultant.

\*\*\*

Obligations of the Canadian Pacific Railway Company at the East end railway station.

LAW DEPARTMENT,  
CITY HALL.

Montreal, November 21, 1904.

Montreal, November 21, 1904.

To His Worship the Mayor of Montreal,

Mr. Mayor,  
Re rights of the City and obligations of the Canadian Pacific Railway Company respecting the East end railway station.

The great number of important transactions of the City together with the almost fixed opinion of the Civic Committee, as well as of that of the City Attorneys and of several of their colleagues, upon the obligations of the Canadian Pacific Railway Company respecting the East end railway station, that no practical suit could be brought against the company, but by the initiative or with, at least, the interference of the Quebec government, have resulted, up to this time only in the preparing of reports establishing the relative positions of the parties and to call upon the said company, by notarial deed, to faithfully fulfill its engagements with regard to the service it was held to give to the citizens of Montreal reserving, however, the right of all legal recourse against it in the future.

We beg to say that, we have again studied the above difficulties and have conferred with the provincial authorities, and in harmony with the consulting attorneys of the City, we hope we will be enabled soon to communicate to the City Council a practical report which will be effective and satisfactory upon this matter.

We have the honor to be, Mr. Mayor, your obedient and devoted servants,

L. J. ETHIER,  
J. L. ARCHAMBAULT,  
City Attorneys.

A. W. ATWATER,  
Consulting Attorney.

1. By the terms of the contract passed on the 17th., March, 1903, between certain gentlemen, acting for and on behalf of the Alexandra Hospital and the City, it was agreed that it was in the interest of the citizens of Montreal that provision should be made for the reception, care and treatment of persons suffering from certain infectious or contagious diseases. It was stated by the deed that application was then being made to the legislature for an act to incorporate the Alexandra Hospital.

We find that this act was assented to on the 25th April, 1903, and by its terms the contract between the City and the hospital was ratified and confirmed.

By this contract, the hospital was to be ready to receive patients on or before the 1st. of January, 1904, but in case of delay through no fault of the said hospital, a further reasonable extension of delay should be granted.

While no time is set by the contract, at which the hospital authorities are bound to begin the construction of the hospital, we think that they were bound to exercise all proper diligence so that it should be completed for the time fixed in the contract, viz: the first January, 1904. It would be incumbent on the hospital authorities to show that any delay beyond this was occasioned by no fault of their own.

2.—Under the circumstances, it is necessary that the City should put the hospital authorities *en demeure* to immediately commence and carry through to completion the construction of the hospital. This should be done by a formal notarial protest, and the time should be fixed at which the work should be commenced, continued and finished; failing of which the City would have the right to proceed to the annulment of the contract with the hospital.

3.—After having put the hospital in default to proceed, the City would have the right to take proceedings to set aside and cancel the said deed.

We have the honor to be, gentlemen, your most obedient and humble servants,

L. J. ETHIER,  
J. L. ARCHAMBAULT,  
City Attorneys.

A. W. ATWATER,  
Consulting Attorney.

\*\*\*

Obligations de la Compagnie du Pacifique Canadien à la Gare de l'Est.

DÉPARTEMENT EN LOI,  
HÔTEL DE VILLE.

Montréal, 21 novembre, 1904.

A Son Honneur le Maire de Montréal,  
Monsieur le Maire,

Re droits de la Cité et obligations de la Compagnie du Pacifique Canadien, relativement à la gare de l'Est.

La multiplicité des affaires importantes de la Cité jointe à l'opinion presque arrêtée de la Commission Civique, des avocats de la Ville et de plusieurs de leurs collègues, sur les obligations de la Compagnie du Pacifique relativement à la gare de l'Est, qu'aucune poursuite pratique ne pouvait être intentée contre ladite compagnie que par l'initiative, ou l'intervention au moins, du gouvernement de Québec, ont fait que nous n'avons jusqu'à présent que préparé des rapports établissant la position relative des parties et nous en demeure par acte notarié, avec réserve de toute poursuite ultérieure, ladite compagnie de remplir fidèlement ses obligations pour le service qu'elle était tenue de donner aux citoyens de Montréal.

Nous avons de nouveau étudié cette question et nous nous sommes mis en rapport avec les autorités provinciales, et, de concert avec les avocats consultants de la Ville, nous espérons que prochainement nous pourrions communiquer au Conseil de Ville un rapport pratique, effectif et satisfaisant sur cette question de la gare de l'Est.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur le Maire, vos obéissants et dévoués serviteurs,

L.-J. ETHIER,  
J. L. ARCHAMBAULT,  
Avocats de la Ville,

A. W. ATWATER,  
Avocat consultant.



31ème RAPPORT DU MEDECIN OFFICIER DE SANTE.

31st REPORT OF THE MEDICAL HEALTH OFFICER.

STATISTIQUES VITALES—(Suite)

VITAL STATISTICS—(Continued)

Naissances, Mariages et Décès, de 1872 à 1903 inclusivement.  
Births, Marriages and Deaths, from 1872 to 1903 inclusive.

Année.—Year.	Population.	Décès.—Deaths.	Proportion pour 1000 habitants. Rate per 1000 of population.	Naissances.—Births.	Proportion pour 1000 habitants. Rate per 1000 of population.	Mariages.—Marriages.	Proportion pour 1000 habitants. Rate per 1000 of population.	Année.—Year.	Population.	Décès.—Deaths.	Proportion pour 1000 habitants. Rate per 1000 of population.	Naissances.—Births.	Proportion pour 1000 habitants. Rate per 1000 of population.	Mariages.—Marriages.	Proportion pour 1000 habitants. Rate per 1000 of population.
1872	120759	4512	37.36	.....	.....	.....	.....	1888	201743	5824	28.86	8658	42.91	2204	10.92
1873	123715	3716	39.03	.....	.....	.....	.....	1889	210000	5588	26.60	8680	41.33	2107	10.03
1874	124745	4520	36.23	.....	.....	.....	.....	1890	216300	5365	24.80	8672	40.09	2080	9.61
1875	129840	4328	33.33	.....	.....	.....	.....	1891	218268	5391	24.24	9576	43.87	2107	9.65
1876	133000	4557	34.26	6558	49.53	1369	10.29	1892	224816	5507	24.49	9454	42.05	2149	9.55
1877	134500	4715	35.05	6427	47.78	1121	8.33	1893	231560	5782	23.96	10080	43.53	2188	9.81
1878	135000	4119	30.51	6402	47.42	1440	10.66	1894	241748	6594	27.27	10714	44.29	2011	8.07
1879	135000	3704	27.43	.....	.....	.....	.....	1895	249000	6179	24.81	10055	40.38	1902	7.40
1880	140000	3767	26.90	.....	.....	.....	.....	1896	256470	5622	24.92	9592	37.40	1885	7.13
1881	143000	3883	27.18	.....	.....	.....	.....	1897	264164	6035	22.48	9184	34.76	2179	8.00
1882	144000	3906	27.12	.....	.....	.....	.....	1898	272089	5622	20.66	9433	34.66	2277	8.12
1883	150000	3849	25.60	.....	.....	.....	.....	1899	280251	6871	24.51	9655	34.45	2240	7.76
1884	162959	4358	26.74	6728	41.28	1513	9.28	1900	288658	7351	25.46	9892	34.26	2425	8.15
1885	167501	7825	46.71	6303	37.62	1495	8.92	1901	297317	6915	23.25	9646	32.44	2425	9.22
1886	183504	4655	25.36	8326	45.37	1431	10.52	1902	277829	6275	22.58	9907	35.65	2564	10.16
1887	189501	5286	27.96	8249	43.63	1984	10.46	1913	285163	6954	24.29	10326	36.08	2908	.....

NAISSANCES.

	Nombre.	Proportion pour 1000 habitants.	Surplus de naissances sur les décès.
Canadiens-Français....	7,604	43.64	2,541
Autres Catholiques....	1,282	30.69	327
Protestants.....	1,440	20.52	507
<b>Totaux.....</b>	<b>10,326</b>	<b>36.08</b>	<b>3,375</b>

BIRTHS.

	Number.	Rate per 1000 of population.	Excess of births over deaths.
French Canadians.....	7,604	43.64	2,541
Other Catholics.....	1,282	30.69	327
Protestants.....	1,440	20.52	507
<b>Total.....</b>	<b>10,326</b>	<b>36.08</b>	<b>3,375</b>

MARIAGES.

	Nombre.	Proportion pour 1000 habitants.
Canadiens-Français.....	1,874	10.75
Autres Catholiques.....	307	7.35
Protestants.....	727	10.36
<b>Totaux.....</b>	<b>2,908</b>	<b>10.16</b>

MARRIAGES.

	Number.	Rate per 1000 of population.
French Canadians.....	1,874	10.75
Other Catholics.....	307	7.35
Protestants.....	727	10.36
<b>Total.....</b>	<b>2,908</b>	<b>10.16</b>

DECES.

	Nombre.	Population.	Proportion pour 1000 habitants.
Canadiens-Français.....	5,063	174,240	29.05
Autres Catholiques.....	955	41,765	22.86
Protestants.....	933	70,158	13.29
<b>Totaux.....</b>	<b>6,951</b>	<b>286,163</b>	<b>24.29</b>

DEATHS.

	Number.	Population.	Rate per 1000 of population.
French Canadians.....	5,063	174,240	29.05
Other Catholics.....	955	41,765	22.86
Protestants.....	933	70,158	13.29
<b>Total.....</b>	<b>6,951</b>	<b>286,163</b>	<b>24.29</b>



Tableau comparatif des Naissances et des Décès. — Comparative Table of Births and Deaths.

	Canadiens-Français French Canadians.	Autres Catholiques. Other Catholics.	Protestants.	
Naissances.....	7604	1282	1440	..... Births
Décès.....	5063	955	933	..... Deaths
Excéd. du chiffre des naissances sur celui des décès	2541	327	507	..... Excess of Births over deaths
Proportion d'accroiss. naturel par 1,000 habitants...	14.58	7.82	7.22	Nat'l rate of increase per 1,000 of pop

DÉCÈS, PAR SEXE		DEATHS, BY SEX	
Masculin.....	3538	Male.....	3538
Féminin.....	3413	Female.....	3413
Total.....	6951	Total.....	6951

DÉCÈS, PAR ETAT CIVIL		DEATHS, BY SOCIAL CONDITION	
Mariés.....	1483	Married.....	1483
Veufs.....	242	Widowers.....	242
Veuves.....	466	Widows.....	466
Célibataires.....	825	Single.....	825
Enfants (au-dessous de 15 ans).....	3935	Children (under 15 years).....	3935
Total.....	6951	Total.....	6951

Mortalité, d'après les âges. — Mortality, according to ages.

Age.	Il légitimes Illegitimates				Légitimes. Legitimates.			Proportion pour cent de la mortalité Proportion per cent. of mortality.	Ages	
	Canadiens-Français. French Canadians.	Autres Catholiques. Other Catholics.	Protestants.	Total.	Catholiques Catholics.					
					Canadiens-Français. French Canadians.	Autres Catholiques. Other Catholics.	Protestants.			
Naissances prématurées viables..	8	1	...	9	114	9	13	145	2.08	Viable premature births. Under 6 months
Au-dessous de 6 mois.....	316	57	65	438	1,218	114	124	1,894	27.24	
De 6 mois à 1 an.....	15	4	6	25	579	67	54	725	10.43	From 6 mos. to 1 year.
" 1 an à 2 ans.....	6	...	...	6	424	50	58	538	7.73	
" 2 ans à 5 ans.....	1	3	1	5	261	34	46	346	4.97	" 1 year to 2 years.
" 5 " à 10 ".....	...	...	...	...	124	26	18	168	2.41	
" 10 " à 15 ".....	...	...	...	...	65	24	15	104	1.49	" 2 years to 5 "
" 15 " à 20 ".....	...	...	...	...	97	23	21	141	2.02	
" 20 " à 30 ".....	...	...	...	...	311	64	72	447	6.43	" 5 " 10 "
" 30 " à 40 ".....	...	...	...	...	263	80	66	409	5.88	
" 40 " à 50 ".....	...	...	...	...	259	75	56	390	5.61	" 10 " 15 "
" 50 " à 60 ".....	...	...	...	...	25	74	94	423	6.08	
" 60 " à 70 ".....	...	...	...	...	280	97	96	473	6.80	" 15 " 20 "
" 70 " à 80 ".....	...	...	...	...	250	99	79	428	6.15	
" 80 " à 90 ".....	...	...	...	...	194	45	45	284	4.08	" 20 " 30 "
" 90 " à 100 ".....	...	...	...	...	23	8	4	35	0.50	
" 100 ans et au-dessus.....	...	...	...	...	...	1	...	1	0.01	" 30 " 40 "
Totaux.....	346	65	72	483	4,717	890	861	6,951	47.51	

	Mortalité au-dessous de 5 ans Mortality under 5 years.	Proportion pour 100 sur la totalité des décès. Proportion per 100 of the total mortality.	Mortalité au dessus de 5 ans. Mortality above 5 years.	Proportion pour 100 sur la totalité des décès. Proportion per 100 of the total mortality.	
Canadiens-Français.....	2,942	58.10	2 121	41.89	..... French Canadians
Autres Catholiques.....	339	35.49	616	64.50	..... Other Catholics
Protestants.....	367	39.33	566	60.66	..... Protestants
Totaux.....	3,648	52.48	3,303	47.51	..... Totals

Sur les 5063 décès chez les Canadiens-Français, 2942 étaient au-dessous de 5 ans; 286 de 5 à 20 ans; 1368 de 20 à 70 ans; et 467 au-dessus de 70 ans.

Chez les autres Catholiques, 339 étaient au-dessous de 5 ans; 73 de 5 à 20 ans; 390 de 20 à 70 ans; et 153 au-dessus de 70 ans.

Parmi les Protestants, 367 étaient au-dessous de 5 ans; 54 de 5 à 20 ans; 384 de 20 à 70 ans, et 128 au-dessus de 70 ans.

Parmi les Canadiens-Français, 58.10 pour cent de la mortalité eut lieu au-dessous de 5 ans, et 41.89 pour cent au-dessus de cet âge.

Chez les autres Catholiques, 35.49 pour cent de la mortalité

Of the 5063 deaths amongst the French Canadians, 2942 took place under 5 years of age; 286 from 5 to 20 years; 1368 from 20 to 70 years; and 467 above 70 years.

Amongst the other Catholics 339 were under 5 years of age; 73 from 5 to 20 years; 390 from 20 to 70 years; and 153 above 70 years.

Amongst the Protestants, 367 were under 5 years of age; 54 from 5 to 20 years; 384 from 20 to 70 years; and 128 above 70 years.

Amongst the French Canadians, 58.10 per cent. of the mortality occurred under 5 years of age, and 41.89 above that age.

Amongst the other Catholics, 35.49 per cent. of the mor-



eut lieu au-dessous de 5 ans, et 64.50 pour cent au-dessus de cet âge.

Chez les Protestants, 39.33 p. c. de la mortalité eut lieu au-dessous de 5 ans, et 60.66 p. c. au-dessus de cet âge.

52.48 pour cent de la mortalité totale eut lieu au-dessous de 5 ans, et 47.51 pour cent au-dessus de cet âge.

tality took place under 5 years of age, and 64.50 above that age.

Amongst the Protestants, 39.33 per cent. of the mortality occurred under 5 years of age, and 60.66 above that age.

52.48 per cent, of the total city mortality took place under 5 years, and 47.51 above 5 years of age.

Tableau de la mortalité, par mois et par nationalité. — Table of mortality, by months and by nationality.

1903		Janvier January		Février February		Mars March		Avril April		Mai May		Juin June		1903
		Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	
Canadiens-français	Au-dessous de 5 ans	197	50.51	172	51.19	222	57.66	233	55.87	245	56.06	412	67.43	French-Canadians
	Au-dessus de 5 ans	193	49.48	164	48.80	163	42.33	184	44.12	192	43.93	199	32.56	.....
Autres Catholiques	Au-dessous de 5 ans	22	27.16	28	37.33	33	34.02	39	42.39	23	27.38	40	56.33	.....
	Au-dessus de 5 ans	59	72.84	47	62.66	64	65.98	53	57.60	61	72.62	31	43.66	.....
Protestants	Au-dessous de 5 ans	30	35.71	24	32.87	21	32.30	22	28.94	33	45.20	35	42.16	.....
	Au-dessus de 5 ans	54	64.28	49	67.12	44	67.69	54	71.05	40	54.79	48	57.83	.....
Total		555		484		547		585		594		765		.....

  

		Juillet July		Août August		Septembre September		Octobre October		Novembre November		Décembre December		
		Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	Décès Deaths	Proportion pour cent Proportion per cent	
Canadiens-français	Au-dessous de 5 ans	428	69.03	279	63.11	197	54.69	187	55.48	163	48.51	206	52.82	.....
	Au-dessus de 5 ans	192	30.96	163	36.87	164	45.30	150	44.51	173	51.48	184	47.17	.....
Autres Catholiques	Au-dessous de 5 ans	41	45.55	36	41.86	18	31.03	27	39.13	12	17.91	20	23.53	.....
	Au-dessus de 5 ans	49	54.44	50	58.14	40	68.96	42	60.87	55	82.09	65	76.47	.....
Protestants	Au-dessous de 5 ans	67	54.47	34	43.03	22	37.93	32	48.48	25	32.46	22	28.94	.....
	Au-dessus de 5 ans	56	45.52	45	56.96	36	62.07	34	51.51	52	67.53	54	71.05	.....
Total		833		607		478		477		480		551		.....

MORTALITÉ, PAR QUARTIERS, ETC. — MORTALITY, BY WARDS, ETC.

QUARTIERS, HÔPITAUX, ETC.	Population	Mortalité par toute cause. Mortality by all causes.	Mortalité par 1000 de la population de chaque quartier. Mortality per 1000 of the population of each ward.	Diphthérie, Diptheria.	Fièvre typhoïde, Typhoid fever.	Maladies diarrhéiques. Diarrhoeal diseases.	Thi-se, Phthisis	Superficie des quartiers en acres. Area of wards in acres	WARDS, HOSPITALS, ETC.
Ste Anne	23,338	175	20.35	0	3	27	52	732.75	St. Ann's
St Antoine	50,936	661	13.03	4	7	51	70	1062.35	St. Antoine
St-Laurent	23,396	264	11.28	3	5	5	40	301.50	St. Lawrence
S-Louis	28,772	472	16.40	7	3	26	42	242.00	St. Louis
St Jacques	42,799	852	19.90	2	11	63	75	381.00	St. James
St-Marie	43,430	1,065	24.52	10	11	83	111	621.00	St. Mary's
Ouest	468	3	6.41				2	54.23	West
Centre	1,169	15	12.83				2	42.00	Centre
Est	2,75	55	19.97	2	2	2	6	57.60	East
Hochelaga	13,803	362	26.22	6	3	29	39	1230.00	Hochelaga
St-Jean Baptiste	28,596	667	23.32	5	10	74	49	308.00	St. Jean-Baptiste
St-Gabrie	17,058	428	25.09	6	4	19	38	300.00	St. Gabriel
St-Denis	9,645	303	31.41	5	3	25	22	880.00	St. Denis
Inconnu		6							Unknown
<b>Totaux</b>	<b>286,163</b>	<b>5,631</b>		<b>56</b>	<b>62</b>	<b>407</b>	<b>552</b>		<b>Totals</b>
Hôpital Civique		22		11					Civic Hospital
Hôtel-Dieu		124			8	2	24		Hôtel Dieu
Hôpital Notre-Dame		90			5		3		Notre-Dame Hospital
Hôpital Général de Montréal		164			8		8		Montreal General Hospital
Hôpital Royal Victoria		66			4	1	8		Royal Victoria Hospital
Autres institutions		854			3	104	51		Other institutions
<b>Total</b>		<b>1,320</b>							<b>Total</b>
<b>Total général</b>		<b>6,951</b>		<b>67</b>	<b>90</b>	<b>514</b>	<b>646</b>		<b>General total</b>



QUARTIER SAINT-DENIS

303 décès eurent lieu dans ce quartier, soit 31.41 par mille de sa population. La proportion des décès par la diphtérie fut de 7.46 pour cent, et par la fièvre typhoïde 3.73 pour cent.

QUARTIER HOCHELAGA

Le nombre des décès dans ce quartier fut 362, soit 26.22 par mille de sa population. La proportion des décès par la diphtérie fut de 8.95 pour cent, et par la fièvre typhoïde 3.33 pour cent.

QUARTIER SAINT-GABRIEL

Il y eut 428 décès dans ce quartier, soit 25.09 par mille de sa population. La proportion des décès par la diphtérie et la fièvre typhoïde était respectivement de 8.95 et 4.44 pour cent.

QUARTIER SAINTE-MARIE

La plus forte mortalité eut lieu dans ce quartier, soit 1065 décès, 24.52 par mille de sa population. La proportion des décès par la diphtérie fut de 14.92, et par la fièvre typhoïde de 12.22 pour cent.

QUARTIER SAINT-JEAN-BAPTISTE

La mortalité dans ce quartier s'élève à 667, soit 23.32 par mille de sa population. La proportion des décès par la diphtérie fut de 7.46 pour cent, et par la fièvre typhoïde 11.11 pour cent.

QUARTIER SAINTE-ANNE

Il y eut 475 décès dans ce quartier, soit 20.35 par mille de sa population. La proportion des décès par la diphtérie fut de 8.95 pour cent, et par la fièvre typhoïde 3.33 pour cent.

QUARTIER EST

Il y eut 55 décès dans ce quartier, soit 19.97 par mille de sa population. La proportion des décès par la diphtérie fut de 2.98, et par la fièvre typhoïde 2.22 pour cent.

QUARTIER SAINT-JACQUES

Dans ce quartier 852 décès eurent lieu, soit 19.90 par mille de sa population. La proportion des décès par la diphtérie fut de 2.98 pour cent, et par la fièvre typhoïde de 12.22 pour cent.

QUARTIER SAINT-LOUIS

Le nombre des décès dans ce quartier fut de 472, soit 16.40 par mille de sa population. La diphtérie a donné une proportion de 10.44, et par la fièvre typhoïde 3.33 pour cent.

QUARTIER SAINT-ANTOINE

664 décès eurent lieu dans ce quartier, soit 13.03 par mille de sa population. La proportion des décès par la diphtérie fut de 5.97 pour cent, et par la fièvre typhoïde, 7.77 pour cent.

QUARTIER CENTRE

Dans ce quartier le nombre des décès fut de 15 ou 12.83 par mille de sa population. Pas de décès par la diphtérie ou par la fièvre typhoïde.

QUARTIER SAINT-LAURENT

La mortalité dans ce quartier s'élève à 264, soit 11.28 par mille de sa population. La proportion de décès par la diphtérie fut de 4.49 pour cent, et par la fièvre typhoïde 5.55 pour cent.

QUARTIER OUEST

La mortalité dans ce quartier fut de 3, soit 6.41 par mille de sa population. Pas de décès par la diphtérie ou par la fièvre typhoïde.

(A Suivre)

ST. DENIS WARD.

The highest mortality took place in this ward, namely, 303 deaths, or 31.41 per 1000 of its population. The deaths from Diphtheria formed 7.46 per cent. and those from Typhoid Fever 3.33 per cent. of the total deaths from those causes.

HOCHELAGA WARD.

The total number of deaths in this ward was 362, giving a rate of 26.22 per 1000 of its population. The proportion of deaths from Diphtheria was 8.95 per cent. and that from Typhoid Fever 3.33 per cent.

ST. GABRIEL WARD.

The total number of deaths in this ward was 428, giving a rate of 25.09 per 1000 of its population. The proportion of deaths from Diphtheria was 8.95 per cent. and that from Typhoid Fever 4.44 per cent.

ST. MARY'S WARD.

In this ward there were 1065 deaths, or 24.52 per 1000 of its population. The proportion of deaths from Diphtheria was 14.92 per cent. and that from Typhoid Fever 12.22.

ST. JEAN-BAPTISTE WARD.

There were 667 deaths from all causes in this ward, forming a rate of 23.32 per 1000 of its population. The proportion of deaths from Diphtheria was 7.46 per cent. and that from Typhoid Fever 11.11 per cent.

ST. ANN'S WARD.

There were 475 deaths in this ward, or 20.35 per 1000 of its population. The proportion of deaths by Diphtheria was 8.95 per cent. and that by Typhoid Fever 3.33 per cent.

EAST WARD.

55 deaths occurred in this ward, or 19.97 per 1000 of its population. The proportion of deaths by Diphtheria was 2.98 and by Typhoid Fever 2.22 per cent.

ST. JAMES WARD.

The number of deaths in this ward amounted to 852, or 19.90 per 1000 of its population. The proportion of deaths by Diphtheria was 2.98 per cent. and by the Typhoid Fever 12.22 per cent.

ST. LOUIS WARD.

In this ward, there were 472 deaths, or 16.40 per 1000 of its population. The proportion of deaths by Diphtheria was 10.44 and that by Typhoid Fever 3.33 per cent.

ST. ANTOINE WARD.

The deaths in this ward amounted to 664, or 13.03 per 1000 of its population. The proportion of deaths by Diphtheria was 5.97 per cent. and that by Typhoid Fever 7.77 per cent.

CENTRE WARD.

The mortality (15 deaths) in this ward gave a rate of 12.83 per 1000 of the population. There were no deaths by Diphtheria or by Typhoid Fever.

ST. LAWRENCE WARD.

264 deaths occurred in this ward, or 11.28 per 1000 of its population. The proportion of deaths by Diphtheria was 4.49 and by Typhoid Fever 5.55 per cent.

WEST WARD.

There were 3 deaths in this ward, or 6.41 per 1000 of its population. There were no deaths by either Diphtheria or Typhoid Fever.

(To be continued.)



## DELIBERATIONS

### COMMISSION D'HYGIENE ET DES STATISTIQUES

Compte rendu de l'assemblée du 11 novembre.

(assemblée ajournée)

Sont présents: MM. les échevins Dagenais, président, Ames, Leclaire, Couture et Nelson.

**Résolu:** De demander au Conseil la permission d'opérer le virement des crédits suivants:

De prendre \$300 sur la balance du crédit affecté aux "mesures à prendre contre la variole" et d'appliquer cette somme à l'achat de fournitures pour les hôpitaux civiques.

De prendre \$150, sur la balance du crédit affecté aux "mesures à prendre contre la variole" et d'appliquer cette somme à l'achat de combustible pour les hôpitaux civiques.

De prendre \$36 sur la balance du crédit affecté aux "gages des gardiens des bains publics" et de payer cette somme à titre d'allocation à M. A.-P. Beardsell, ex-ambulancier de l'hôpital des variolés, qui vient d'être frappé d'une attaque de paralysie.

—M. l'échevin Larivière se présente devant la Commission et demande quelles mesures l'on a prises en vue d'établir une morgue pour la Ville.

M. le président dit que M. l'échevin Marchand et lui ont fait l'inspection du Collège Pharmaceutique, rue Lagachetière, près de la rue Saint-Urbain et qu'ils ont constaté que ce n'est pas un local convenable pour l'établissement d'une morgue.

Après discussion, il est

**Résolu:** Que les offres faites par le "Montreal General Hospital" et par MM. H. Bourgie & Cie., ainsi que leurs plans pour l'établissement d'une morgue moderne, soient soumis de nouveau au Conseil avec prière de prendre les mesures nécessaires pour procurer à la Ville, à l'expiration du contrat avec les propriétaires de la morgue actuelle (31 mai 1905), "une morgue qui réponde aux besoins actuels de la Ville."

) Sur motion de M. l'échevin Ames, il est

**Résolu:** De remettre à M. A. Gravel les dépôts (\$2,200) qu'il a faits entre les mains du trésorier de la Ville, relativement aux contrats pour la construction des bains Saint-Gabriel et Saint-Louis, les travaux ayant été exécutés à la satisfaction de cette Commission.

—**Résolu:** Que le médecin officier de santé soit autorisé à donner à M. A.-P. Pigeon une commande de 500 exemplaires (en brochures) du rapport annuel du Département d'Hygiène pour l'année 1903, la somme à payer de ce chef ne devant pas excéder \$35.

—M. l'échevin Leclaire se plaint qu'il n'a pas reçu son avis pour la dernière séance de cette Commission, vu que la convocation a été remise à un enfant en bas âge au lieu de l'être à un autre membre de sa famille.

**Résolu:** De donner instruction à ceux qui signifier les avis d'éviter pareille erreur à l'avenir.

—**Résolu:** De demander au Conseil un crédit de \$100 pour la construction d'un égout à partir de la maison occupée par le mécanicien de l'hôpital civique jusqu'à l'égout public de la rue Moreau.

Ajournement.

J.-I. FLYNN,

Secrétaire.

### COMMISSION DES FINANCES

Compte rendu de l'assemblée du 18 novembre

Sont présents: MM. les échevins Vallières, président, Sadler Ekers, Lapointe et Carter.

—Est prise en considération une lettre de la Société de Bienfaisance et de Pension de la Police de Montréal demandant que lui soit rendue une somme de \$1,216.44 retenue par le trésorier de la Ville sur le salaire des officiers et des hommes de la Police.

M. l'échevin Sadler

**Propose:** Que soit rendu à l'Association le montant qui se trouve à son crédit.

Cette proposition étant soumise aux voix, elle est emportée. MM. les échevins Sadler, Ekers et Carter votant pour et MM. les échevins DeSerres et Lapointe votant contre.

—Sur proposition de M. l'échevin Lapointe, il est

**Résolu:** De demander aux avocats de la Ville leur opinion sur la légalité de l'arrangement par lequel un agent de police touche, pendant ses jours d'absence, les deux-tiers de sa solde et l'Association le troisième tiers, même quand ces absences ne sont pas causées par la maladie.

### HYGIENE AND STATISTICS COMMITTEE

Report of Adjourned Meeting, held the 11th of November.

Present: Ald. Dagenais, chairman, Ames, Leclaire, Couture and Nelson.

—**Resolved:** To ask permission from Council to vary the following appropriations:

Take \$300 from the appropriation for measures against smallpox and apply the same to purchase of supplies for civic hospitals;

Take \$150 from the appropriation for measures against smallpox and apply the same to the purchase of fuel for civic hospitals;

Take \$36 from the appropriation for wages of guardians of baths and apply the same to the payment of a grant to A. P. Beardsell, late ambulance driver, who has been stricken with paralysis.

—Ald. Larivière appeared before the meeting and enquired what steps were being taken to establish a suitable morgue for the City. The chairman stated that he and Ald. Marchand had inspected the premises of the Pharmaceutical College, Lagachetière street, near St. Urbain street, but found that it would not be a proper place to convert into a morgue.

After discussion, it was

**Resolved:** That the offers made by the Montreal General Hospital authorities and Messrs. H. Bourgie & Co. together with their plans for the establishment of a modern morgue, be submitted to Council with a request that immediate action be taken to provide, at the termination of the contract with the proprietors of the present morgue, a modern one such as the requirements of the City urgently demand.

—On motion of Ald. Ames, it was

**Resolved:** That the deposits amounting to \$2,200 made by Mr. A. Gravel in connection with the building of the St. Gabriel and St. Louis baths be returned to him on or after the 26th. inst., his contracts having been carried out to the satisfaction of this Committee.

—**Resolved:** That the Medical Health Officer be authorized to obtain from Mr. A. P. Pigeon, 500 copies of the annual report for 1903, printed in pamphlet form, for the sum not to exceed \$35.

—Ald. Leclaire having complained that he had not received his notice for the preceding meeting, owing to the fact that the document was handed to a child instead of to a reasonable member of the family,

**Resolved:** That instructions be given to the notice servers to avoid a like error in the future.

—**Resolved:** That a report be made to Council, asking, in the interests of public health, for an appropriation of \$100 for the laying of a drain from the house occupied by the engineer of the civic hospital, to the public sewer in Moreau street.

Ajourned.

J. I. FLYNN,

Secretary.

### FINANCE COMMITTEE

Report of Meeting, held the 18th of November.

Present: Ald. Vallières, chairman, Sadler, Ekers, Lapointe and Carter.

—Considered a letter from the Montreal Police Benevolent and Pension Society, asking that the sum of \$1,216.44 retained by the City Treasurer on the salaries of the officers and men of the Police force, be remitted to them.

Moved by Ald. Sadler,

"That the amount having been placed to the credit of the Association, the same be remitted to them."

And the vote being taken, the motion was carried, Ald. Sadler, Ekers and Carter voting for, and Ald. DeSerres and Lapointe against.

—On motion of Ald. Lapointe, it was

**Resolved:** To ask the City Attorneys whether the arrangement under which a policeman is entitled to the two-thirds of his salary in case of absence and the Association to the other third, is legal, especially when the absence is not on account of sickness.



—MM. Robert, Champagne et Lavoie demandent des situations.  
*Résolu*: D'accuser réception de leurs demandes.  
 —Etant lue la résolution du Conseil au sujet de la vente d'une certaine propriété du quartier Sainte-Anne, il est  
*Résolu*: De différer à la semaine prochaine la prise en considération de cette question.  
 —M. Robb donne à la Commission une réponse à la résolution qui lui demandait s'il se trouvait dans son service un employé capable de remplir les fonctions d'assistant-comptroller.  
*Résolu*: De déposer sur le bureau le rapport de M. Robb.  
 —Est soumise une liste des fournitures requises par le surintendant de l'Hôtel de Ville, et il est  
*Résolu*: De souscrire.  
 —Sont lues les minutes de l'assemblée tenue le 9 novembre par la sous-commission des Impressions, et il est  
*Résolu*: De concourir.  
 —Il est

*Résolu*: De souscrire également au rapport de cette sous-commission recommandant l'achat de cent cartes de la Ville au coût de \$100.  
 —Soumis (1) deux rapports de la Commission de la Voirie, l'un au sujet de la construction de trottoirs permanents, l'autre au sujet de l'achat d'une pompe électrique pour le tunnel de la rue Wellington; (2) et un rapport de la Commission des Parcs et Traverses au sujet de la construction d'un café avec terrasse au parc Mont-Royal, et il est  
*Résolu*: De différer la prise en considération de ces rapports jusqu'au partage des crédits annuels.  
 —Soumis un rapport de la Commission de l'Aqueduc demandant un crédit supplémentaire de \$7,000 pour poser des conduites principales et des tuyaux de service.  
*Résolu*: De renvoyer ce rapport à la Commission de l'Aqueduc afin d'obtenir plus de détails.  
 —Lu un rapport de la Commission de l'Incineration demandant qu'un grand local soit affecté au département de l'Incineration.  
*Résolu*: De renvoyer ce rapport à la sous-commission de l'Hôtel de Ville.  
 —Est différée jusqu'à la prochaine assemblée la prise en considération d'un rapport de la Commission des Marchés, au sujet du commerce du foin sur les quais.

Ajournement.

L.-O. DAVID,  
 Greffier de la Ville.

**CONSEIL MUNICIPAL**

Compte rendu de l'assemblée du 18 novembre  
 (assemblée mensuelle ajournée)

(D'après les minutes du Conseil, Vol. 168, Page 31.)  
 Son Honneur le Maire H. Laporte occupe le fauteuil de la présidence.  
 Sont présents: MM. les échevins Vallières, Larivière, Saint-Denis, Robertson, Clearihue, Lévy, Lavallée, Robillard, Turner, Ekers, Wilson, Chaussé, L.-A. Lapointe, Bumbray, Ricard, Nelson, N. Lapointe, Stearns, Couture, DeSerres, Bastien, Leclaire, Proulx, Paquin et Duquette.

**REQUETES, ETC.**

1. De l'Association Dramatique de Montréal demandant à être constituée régulièrement.
2. Du contrôleur de la Ville répondant comme suit aux questions qui lui ont été posées au sujet du coût de l'administration de l'Aqueduc.

\* \* \*

Montréal, le 14 novembre, 1904.

A Son Honneur le Maire et aux membres du Conseil de Ville.

Messieurs,  
 Conformément à la résolution du Conseil en date du 10 octobre dernier, j'ai l'honneur de vous soumettre le mémoire ci-joint en réponse aux questions qui me sont posées. Il convient de faire remarquer que "emploie les chiffres de 1904; à cette époque de l'année, il est assez facile d'évaluer les résultats probables de l'exercice qui se terminera le 31 décembre prochain

Bien respectueusement soumis,  
 J. PELLETIER,  
 Contrôleur et auditeur.

—Read applications from Messrs. Robert, Champagne and Lavoie, asking for situations.

*Resolved*: To inform them that their applications have been received.  
 —The resolution of the Council concerning the sale of certain civic property in St. Ann's ward having been read, it was  
*Resolved*: To defer the consideration of the same until next week.

—Submitted, by Mr. Robb, an answer to the resolution, asking whether there was in his department an employee capable of filling the position of assistant comptroller.

*Resolved*: To lay the same on table.  
 —A list of supplies required by the City Hall superintendent having been submitted, it was  
*Resolved*: To concur.

—The minutes of the meeting of the Printing sub-committee of the 9th November last having been read, it was  
*Resolved*: To concur.

—It was also  
*Resolved*: To concur in the report of the same sub-committee, respecting the purchase of one hundred cards showing the plan of the City, at a cost of \$100.00.

—Two reports from the Road Committee, one concerning permanent sidewalks and the other about the purchase of electric pump for Wellington street subway, and a report from the Parks and Ferries Committee antecedent the construction of a café and terrace on Mount-Royal park having been considered, it was

*Resolved*: To postpone the consideration of the same until the appropriations are voted.

—Submitted a report of the Water Committee, asking for a supplementary appropriation of \$7,000 for pipe laying mains and services.

*Resolved*: To refer the same back to the Water Committee for further details.

—Read a report from the Incineration Committee, asking that larger rooms be provided for the Incineration Department.

*Resolved*: To refer the same to the City Hall sub-committee.

—A report of the Market Committee concerning hay trading in the harbour of Montreal was deferred until next week.

Adjourned.

L. O. DAVID,  
 City Clerk.

**CITY COUNCIL**

Report of Adjourned Monthly Meeting, held the 18th of November.

(According to the minutes of Council, Vol. 168, Page 31.)

His Worship the Mayor H. Laporte, in the chair.

Present: Ald. Vallières, Larivière, St. Denis, Robertson, Clearihue, Lévy, Lavallée, Robillard, Turner, Ekers, Wilson, Chaussé, L. A. Lapointe, Bumbray, Ricard, Nelson, N. Lapointe, Stearns, Couture, DeSerres, Bastien, Leclaire, Proulx, Paquin and Duquette.

**PETITIONS, ETC.**

1. From "Association Dramatique de Montréal" for incorporation.

2. From City Comptroller replying to certain questions re cost of the administration of the water works as follows:

\* \* \*

Montreal, November 14th. 1904.

To His Worship the Mayor and to the Members of the City Council.

Gentlemen,

In accordance with the resolution of Council of the 10th of October last, I beg to submit to you the hereunto appended memorandum in answer to the questions put to me.

It must be borne in mind that I make use of the 1904 figures; at this period of the year it is easy enough to appraise the probable results of the fiscal year which will end on the 31st. of December next.

Respectfully submitted,  
 J. PELLETIER,  
 Comptroller and auditor.



1° Combien coûte l'administration du département de l'Aqueduc?

—Les dépenses de l'administration du département de l'Aqueduc, en 1904, s'élèveront approximativement à \$167,000.

2° Quel est le montant de l'intérêt payé sur le capital engagé dans l'aqueduc de Montréal?

—L'intérêt payé sur le capital investi dans l'aqueduc de Montréal, au taux moyen, soit 4% sur \$9,229,210, est de \$369,168.

3° Quel est le coût approximatif de la perception des taxes d'eau?

—Le coût approximatif de la perception de la taxe de leau est, à 5% sur \$890,000, de \$44,500.

4° A quel chiffre s'élèvent les dommages payés annuellement par la Ville pour inondations et autres accidents provenant du système de l'aqueduc?

—Le montant des dommages payés, résultant de l'exploitation de l'aqueduc; (moyenne des quatre dernières années), \$3,700.

\* \* \*

Déposé sur le bureau.

RAPPORTS

3. De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement (1) d'un montant de \$200 pour réparer les ateliers de la rue Sanguinet; (2) d'un montant de \$733.57 pour terminer certains trottoirs permanents.

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin TURNER, il est

*Résolu:* Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

4. De la Commission des Marchés, à l'effet de payer, à même les crédits de cette année, un compte en souffrance de MM. Rollin, Parizeau & Cie., se montant à \$12.64.

Sur proposition de M. l'échevin ROBILLARD, appuyé par M. l'échevin BUMBRAY, il est

*Résolu:* Que ledit rapport soit reçu et adopté.

5. De la Commission de Police *re* enquête du département de Police.

Question différée.

ORDRE DU JOUR

6. Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération les avis de motions suivants:

(1) De M. l'échevin Lavallée, à l'effet d'amender le règlement No 254;

(2) De M. l'échevin Chaussé, à l'effet d'amender les règlements Nos 210 *et al.*

(3) De M. l'échevin Ames pour édicter un règlement à l'effet d'empêcher les gens de flâner;

(4) De M. l'échevin L.-A. Lapointe, à l'effet d'édicter un règlement pour réduire la taxe de l'eau,

Sur proposition de M. l'échevin RICARD, appuyé par M. l'échevin BUMBRAY, il est

*Résolu:* De prier le greffier de la Ville de préparer des règlements en conformité avec ces avis de motions et de les porter à l'ordre du jour.

7. Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération (1) une lettre de la " Union of Canadian Manufacturers " *re* convention à London; (2) un avis de motion de M. l'échevin L.-A. Lapointe, à l'effet de révoquer une résolution du Conseil en date du 7 novembre, 1904 *re* la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, il est

*Ordonné:* Que ces items soient biffés de l'ordre du jour.

8. Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport de la Commission des Finances, à l'effet de payer \$300 à l'hon. juge Curran pour avoir siégé comme commissaire lors de l'enquête *re* le chef de Police, etc.

Sur proposition de M. l'échevin VALLIERES, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

*Résolu:* D'adopter ledit rapport.

9. Etant lu l'ordre du jour, à l'effet d'adopter en deuxième et en troisième lectures un règlement pour régir ou prohiber la fabrication, l'emmagasinage, etc., de matières explosives,

Sur proposition de M. l'échevin ROBERTSON, appuyé par M. l'échevin NELSON, il est

*Résolu:* Que ledit règlement soit lu une première fois.

Le Conseil procède alors à l'examen dudit règlement en deuxième lecture, et

La section 1 étant lue, elle est agréée.

1° What is the cost of the administration of the Water Works Department?

The cost of the administration of the Water-Works Department amounted in 1904 to about \$167,000.

2° What is the amount of interest paid on the capital invested in the Montreal Water-Works?

The amount of interest paid on the capital invested in the Montreal Water-Works, at a mean rate, namely 4% on \$9,229,210 is \$369,168.

3° What is the approximate cost of the collection of the water rates?

The approximate cost of the collection of the water rates, at 5% on \$890,000, is of \$44,500.

4° How much do the damages paid annually, by the City for flooding, etc., resulting from the operation of the aqueduct, amount to?

The amount of damages paid, resulting from the running of the Water-Works (average during the 4 last years), was \$3,700.

\* \* \*

Laid on the table.

REPORTS.

3. From Road Committee to vary (1) \$200.00 to repair Sanguinet street yard shops; (2) \$733.50 to complete certain permanent sidewalks.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. TURNER, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

4. From Market Committee, to pay to Messrs. Rollin, Parizeau & Co., a certain outstanding account out of this year's appropriation, \$12.64.

On motion of Ald. ROBILLARD, seconded by Ald. BUMBRAY, it was

*Resolved:* That said report be received and adopted.

5. From Police Committee *re* investigation into the Police department.

Consideration deferred.

ORDER OF THE DAY.

6. The order of the day being read to consider the following notices of motion:

(1) by Ald. Lavallée, to amend by-law No. 254;

(2) by Ald. Chaussé, to amend by-laws Nos. 210 *et al.*

(3) by Ald. Ames, for a by-law to suppress loitering;

(4) by Ald. L. A. Lapointe, for a by-law to reduce the water rate.

On motion of Ald. RICARD, seconded by Ald. BUMBRAY, it was

*Resolved:* That the City Clerk be instructed to prepare by-laws accordingly and to give the same their rank on the order of the day.

7. The order of the day being read to consider (1) a letter from the Union of Canadian Municipalities *re* Convention at London.

(2) A notice of motion by Ald. L. A. Lapointe to repeal resolution of Council of 7th. November, 1904, *re* C. P. Ry. Co., it was

*Ordered:* That the same be struck from the order of the day.

8. The order of the day being read to consider a report, from the Finance Committee to pay \$300 to Justice Curran for having acted as commissioner in the investigation *re* Chief of Police, etc.,

On motion of Ald. VALLIERES, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

*Resolved:* That said report be adopted.

9. The order of the day being read for the second and third reading of a by-law to regulate or prohibit the manufacture, storage, etc., of explosives.

On motion of Ald. ROBERTSON, seconded by Ald. NELSON, it was

*Resolved:* That said by-law be now read a second time.

The Council then proceeded to consider said by-law in second reading, and

Section 1 being read, it was agreed to.



La section 2 étant lue, elle est amendée, et ainsi qu'amendée, elle est agréée.

Section 2 being read, it was amended, and as amended, it was agreed to.

La section 3 étant lue, elle est agréée.

Section 3 being read, it was agreed to.

La sous-section (a) étant lue, elle est agréée.

Sub-section (a) being read, it was agreed to.

La sous-section (b) étant lue, elle est suspendue.

Sub-section (b) being read, it was suspended.

Les sous-sections (c) (d) (e) et (f) étant lues, elles sont agréées.

Sub-sections (c) (d) (e) and (f) being read, they were agreed to.

La section 4 étant lue, elle est amendée et, ainsi qu'amendée, elle est agréée.

Section 4 being read, it was amended, and as amended, it was agreed to.

La section 5 étant lue, elle est agréée.

Section 5 being read, it was agreed to.

La section 6 étant lue, elle est amendée, et, ainsi qu'amendée, elle est agréée.

Section 6 being read, it was amended and as amended, it was agreed to.

La section 7 étant lue, elle est agréée.

Section 7, being read, it was agreed to.

Les sections 8 et 8a, étant lues, elles sont amendées, et, ainsi qu'amendées, elles sont agréées.

Sections 8 and 8a being read, they were amended and as amended, they were agreed to.

La sous-section 1 étant lue, elle est amendée, et, ainsi qu'amendée, elle est agréée.

Sub-section 1, being read, it was amended and as amended, it was agreed to.

La sous-section 2 étant lue, elle est agréée.

Sub-section 2, being read, it was agreed to.

La sous-section 3 étant lue,

Sub-section 3, being read,

Sur proposition de M. l'échevin BASTIEN, appuyé par M. l'échevin N. LAPOINTE, il est

On motion of Ald. BASTIEN, seconded by Ald. N. LAPOINTE, it was

*Résolu*: Que ladite section soit biffée.

*Resolved*: That the same be struck.

Étant lues les sections 9, 10 et 11, elles sont suspendues.

Sections 9, 10 and 11, being read, they were suspended.

Étant lues les sections 12, 13 et 14, elles sont agréées.

Sections 12, 13 and 14, being read, they were agreed to.

La section 15 étant lue, elle est amendée, et, ainsi qu'amendée, elle est agréée.

Section 15 being read, it was amended and as amended, it was agreed to.

Les sections 16 et 17 étant lues, elles sont agréées.

Sections 16 and 17 being read, they were agreed to.

La section 18 étant lue, elle est amendée, et, ainsi qu'amendée, elle est agréée.

Section 18 being read, it was amended and as amended, it was agreed to.

La section 19 étant lue, elle est agréée.

Section 19, being read, it was agreed to.

La section 20 étant lue, elle est amendée, et, ainsi qu'amendée, elle est agréée.

Section 20, being read, it was amended and as amended, it was agreed to.

La sous-section (a) étant lue, il est

Sub-section (a) being read, it was

*Résolu*: Que ladite section soit biffée.

*Resolved*: That the same be struck.

La sous-section (b) étant lue, elle est agréée.

Sub-section (b) being read, it was agreed to.

La sous-section (c) étant lue M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin ROBILLARD

Ald. LAVALLEE moved, seconded by Ald. ROBILLARD,

*Propose*: Que ladite sous-section soit biffée.

"That said sub-section be struck."

Le Conseil se partage:

The Council divided:

*Pour*: Vallières, Saint-Denis, Lavallée, Robillard, Chaussé, L.-A. Lapointe, Ricard, N. Lapointe, DeSerres, Bastien, Leclair et Proulx—12.

*Yeas*: Vallières, St. Denis, Lavallée, Robillard, Chaussé, L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ricard, DeSerres, Bastien, Leclair and Proulx—12.

*Contre*: Larivière, Robertson, Clearihue, Lévy, Turner, Nelson et Duquette—7.

*Nays*: Larivière, Robertson, Clearihue, Lévy, Turner, Nelson and Duquette—7.

Ladite proposition est ainsi affirmativée, et il est

So it was carried and

*Résolu*: En conséquence.

*Resolved*: Accordingly.

Étant lue la sous-section (d), elle est agréée.

Sub-section (d) being read, it was agreed to.

Étant lue la sous-section (e), elle est amendée, et, ainsi qu'amendée, elle est agréée.

Sub-section (e) being read, it was amended, and as amended, it was agreed to.

Sur proposition de M. l'échevin CHAUSSE, appuyé par M. l'échevin RICARD, il est

On motion of Ald. CHAUSSE, seconded by Ald. RICARD, it was

*Résolu*: Que soit ajoutée la section suivante à la sous-section (e).

*Resolved*: That the following section be added after sub-section (e).

"Sect.—Il est défendu de transporter aucune matière explosive dans les wagons des compagnies de chemin de fer ou dans des tramways."

"Sect.—It is forbidden to convey any explosives in the cars of railway companies or in street cars.

Étant lue la section 21, elle est agréée.

Section 21 being read, it was agreed to.

Étant lue la section 22,

Section 22 being read,

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin DESERRÉS, il est

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. DESERRÉS, it was

*Résolu*: Que ladite section 22 soit biffée.

*Resolved*: That the same be struck.

Étant lue la section 23,

Section 23 being read,

Sur proposition de M. l'échevin VALLIERES, appuyé par M. l'échevin BASTIEN, il est

On motion of Ald. VALLIERES, seconded by Ald. BASTIEN, it was

*Résolu*: Que ladite section 23 soit biffée.

*Resolved*: That the same be struck.

Sur proposition de M. l'échevin NELSON, appuyé par M. l'échevin ROBERTSON,

On motion of Ald. NELSON, seconded by Ald. ROBERTSON

Le Conseil s'ajourne à lundi, le 21 du courant, à 3 heures de relevée, pour continuer le présent ordre du jour.

The Council adjourned until Monday, the 21st. inst., at 3 p.m. to continue the present order of the day.

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Ville.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

JULES CRÉPEAU,  
Asst. Greffier de la Ville.

JULES CRÉPEAU,  
Asst. City Clerk.



CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée du 21 novembre  
(assemblée mensuelle ajournée)

(D'après les minutes du Conseil, Vol. 168, Page 37)

Son Honneur le maire H. Laporte occupe le fauteuil de présidence.

Sont présents: MM. les échevins Vallières, Larivière, Saint-Denis, Clearihue, Dagenais, Lavallée, Robillard, Turner, Sadler, Ekers, Gallery, Ames, Wilson, Chaussé, L.-A. Lapointe, Bumbray, Ricard, Carter, Nelson, Sauvageau, N. Lapointe, Stearns, Lemay, Couture, Hébert, DeSerres, Bastien, Marchand, Leclair, Proulx, Paquin et Duquette.

REQUETES, ETC.

1. De contribuables de la rue Bonsecours protestant contre l'établissement d'une ferrée sur ladite rue.

Renvoyée à la Commission de la Voirie.

2. Des avocats de la Ville re obligations du chemin de fer du Pacifique Canadien à la gare de l'Est.

Déposée sur le bureau.

3. Des avocats de la Ville répondant à certaines questions au sujet de la construction de l'hôpital Alexandra.

Renvoyée à la Commission d'Hygiène et des Statistiques.

4. Des avocats de la Ville re A. Masson et Aug. Fortin, requérants, et E.-N. Hébert, intimé, informant le Conseil que du jugement rendu dans cette cause, le 7 du courant, un appel a été interjeté à la Cour de Revision et que ledit jugement est en conséquence suspendu.

Déposé aux archives.

5. Reçu des avocats de la Ville un rapport formulant, conformément à une résolution du Conseil adoptée le 14 du courant, des accusations découlant de la preuve établie dans la cause du Roi contre Aurore Deschamps, No 2167, instruite devant la Cour du Recorder à Montréal.

Sur proposition de M. l'échevin SAINT-DENIS, appuyé par M. l'échevin MARCHAND, il est

*Résolu:* Que les avocats de la Ville soient priés de prendre, dans le plus court délai possible, les mesures voulues pour instituer une enquête plénière devant un juge de la Cour Supérieure au sujet des accusations spécifiques contenues dans ladite communication du Département en Loi, maintenant devant ce Conseil.

—Il est

*Ordonné:* Que soit biffé l'avis de motion proposé par M. l'échevin Marchand à la dernière assemblée, à l'effet d'instituer une enquête re le département de Police.

6. De l'inspecteur de la Ville, du surintendant de l'Aqueduc, du surintendant du département de l'Éclairage, de l'assistant-inspecteur de la Ville et de l'inspecteur des Édifices, un rapport informant le Conseil, d'après la résolution adoptée le 7 du courant, qu'il sera nécessaire de retenir les services d'un ingénieur expert en matières de gaz.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin VALLIERES, il est

*Résolu:* Que lesdits officiers soient priés de continuer leur étude et de faire rapport aussi tôt que possible sur tous les points du ressort de leur compétence.

RAPPORT

7. De la Commission de la Voirie, à l'effet de poser certains trottoirs permanents en certaines rues.

Renvoyé à la Commission des Finances.

Sur proposition de M. l'échevin VALLIERES, appuyé par M. l'échevin SAINT-DENIS, Le Conseil s'ajourne.

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,  
Assistant-greffier de la Ville.

CITY COUNCIL

Report of Adjourned Monthly Meeting, held the 21st. of November.

(According to the minutes of Council, Vol. 168, Page 37.)

His Worship the Mayor H. Laporte in the chair.

Present: Ald. Vallières, Larivière, St. Denis, Clearihue, Dagenais, Lavallée, Robillard, Turner, Sadler, Ekers, Gallery, Ames, Wilson, Chaussé, L. A. Lapointe, Bumbray, Ricard, Carter, Nelson, Sauvageau, N. Lapointe, Stearns, Lemay, Couture, Hébert, DeSerres, Bastien, Marchand, Leclair, Proulx, Paquin and Duquette.

PETITIONS, ETC.

1. From rate payers on Bonsecours street against the establishment of a railway track on said street.

Referred to Road Committee.

2. From City Attorneys re obligations of C. P. Ry. Co., anent the Eastern station.

Laid on the table.

3. From City Attorneys replying to certain questions anent the construction of the Alexandra Hospital.

Referred to Hygiene and Statistics Committee.

4. From City Attorneys re A. Masson and Aug. Fortin, petitioners and E. N. Hébert, respondent, informing Council that the judgment rendered in said case on the 7th inst., has been appealed from to the Court of Review and that the execution of said judgment is therefore suspended.

Filed of record.

5. From City Attorneys complying with resolution of Council adopted on the 14th instant, formulating charges, adduced from the evidence in the case of the King vs. Aurore Deschamps, No. 2167 Recorder's Court, Montreal.

On motion of Ald. ST. DENIS, seconded by Ald. MARCHAND, it was

*Resolved:* That the City Attorneys receive instruction to take, within the shortest possible delay, the necessary steps to secure full investigation by a judge of the Superior Court into the specific charges as set forth in the communication from the law department now before this Council.

The notice of motion given by Ald. Marchand, at the last sitting for an investigation in re the Police Department was

*Ordered:* To be struck.

6. From the City Surveyor; superintendent of the Montreal Water Works; superintendent of Lighting Department; Deputy City Surveyor and the Building Inspector informing Council, anent the resolution adopted on the 7th inst., that the services of an expert gas engineer shall be required.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. VALLIERES, it was

*Resolved:* That said officials be instructed to continue their work and report as soon as possible upon such matters as they are competent to deal with.

REPORT.

7. From Road Committee to lay permanent sidewalks in certain streets.

Referred to Finance Committee.

On motion of Ald. VALLIERES, seconded by Ald. ST. DENIS

The Council adjourned.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

RENE BAUSET,  
Asst. City Clerk.



COMMISSION SPECIALE DU REVENU

Compte rendu de l'assemblée du 22 novembre

Sont présents: MM. les échevins Vallières, président, Clearihue, Larivière, Lavallée, Robillard, Carter, L.-A. Lapointe, Saint-Denis et Dagenais.

—Soumis et lu un relevé des différentes Commissions indiquant les montants requis pour l'exécution de travaux permanents, savoir:

Hygiène et Statistiques . . . . .	\$60,000
Parcs et Traverses . . . . .	95,250
Incinération . . . . .	23,700
Voirie . . . . .	1,161,000
Police . . . . .	9,915
Marchés . . . . .	57,600
Aqueduc . . . . .	1,500,500
Incendies . . . . .	227,205
Eclairage . . . . .	7,900
<b>Total . . . . .</b>	<b>\$3,143,070</b>

—Sont aussi soumis des états du trésorier de la Ville et du surintendant du département des Licenses présentant certaines suggestions en vue de créer une augmentation de revenu. (Voir texte ci-après).

—Une délégation de l'Association Immobilière de Montréal se présente devant la Commission et, par l'entremise de M<sup>re</sup> Victor Morin, N.P., son secrétaire, se déclare contre une augmentation de l'impôt sur la propriété foncière; elle allègue que la propriété mobilière doit être appelée à contribuer sa quote-part légitime aux frais d'administration des affaires de la Ville; qu'il ne doit pas y avoir de diminution de la taxe de l'eau; que les actions de banque, les hypothèques et les valeurs monétaires doivent être taxées; que la brigade des pompiers doit être entretenue à même les fonds généraux de la Ville; que certains abus en pratique, relativement aux exemptions d'impôts, doivent être abolis, et que les dispositions actuellement prises pour la confection des pavages permanents doivent être maintenues.

—MM. A. Levêque, M.-N. Delisle, Ed. Leduc et F. Bourbonnière se présentent également en une délégation qui, après avoir exprimé ses opinions à la Commission, est félicitée de sa coopération par M. le président qui l'invite à assister à toutes les assemblées que tiendra subséquemment cette Commission.

À la suggestion de M. l'échevin Saint-Denis, il est résolu: Que le trésorier de la Ville soit prié de dresser un état indiquant l'importance de la propriété foncière exempte de l'impôt, les noms des propriétaires de cette propriété exempte, l'usage que l'on fait de cette propriété, sa superficie et l'étendue de la propriété qui est réellement nécessaire aux fins religieuses.

La Commission s'ajourne à 8 heures, jeudi, le 24 du courant.

RENE BAUSET,  
Secrétaire.

Compte rendu de l'assemblée du 24 novembre

Sont présents: MM. les échevins Vallières, président, Sadler, Lapointe, Lavallée, Larivière, Clearihue et Dagenais.

Son Honneur le Maire est aussi présent à l'assemblée.

—Soumise et lue une lettre du secrétaire du Board of Trade, annonçant qu'il est impossible pour les délégués de cette association d'assister à l'assemblée.

La Commission reçoit des députations de la Chambre de Commerce et de l'Association Immobilière, et après un exposé des vues des membres de ces associations, ainsi que de Son Honneur le Maire, la Commission s'ajourne à jeudi prochain, le 1<sup>er</sup> décembre, à 2.30 p.m.

RENE BAUSET,  
Secrétaire.

\* \* \*

SPECIAL COMMITTEE re INCREASED REVENUE

Report of Meeting, held the 22nd. of November.

Present: Ald. Vallières, chairman, Clearihue, Larivière, Lavallée, Robillard, Carter, L. A. Lapointe, St. Denis and Dagenais.

—Submitted and read statements from the different Committees showing the amounts required for permanent works, as follows:

Hygiene and Statistics . . . . .	\$60,000
Parks and Ferries . . . . .	95,250
Incineration . . . . .	23,700
Road . . . . .	1,161,000
Police . . . . .	9,915
Market . . . . .	57,600
Water . . . . .	1,500,500
Fire . . . . .	227,205
Lighting . . . . .	7,900
<b>Total . . . . .</b>	<b>\$3,143,070</b>

—Statements were also submitted by the City Treasurer and superintendent of License department, offering suggestions with a view of providing increased revenue. (See text below.)

—A delegation from "l'Association Immobilière de Montréal" appeared before the Committee and through Mr. Victor Morin, N.P., secretary, represented that said association was adverse to an increase of the tax on real estate and that moveable property should be called upon to contribute its fair share for the maintenance of the City; that no reduction of the water-rate should be made; that bank stock, mortgages and monetary values should be taxed; that the maintenance of the fire brigade should be provided for out of the general funds of the City; that certain abuses in connection with exemptions should be suppressed and that the present arrangement for the construction of permanent pavements should be maintained.

Messrs. A. Levêque, M. N. DeLisle, Ed. Leduc, and F. Bourbonnière also submitted their views to the Committee and the chairman thanked the delegation for their cooperation and invited them to attend the other meetings of the Committee.

At the suggestion of Ald. St. Denis, it was Resolved: That the City Treasurer be instructed to prepare a statement showing the real estate exempt from taxation, with the names of the proprietors, the use to which said real estate is put, the area, and the portion actually required for religious purposes.

The Committee adjourned until 8 o'clock on Thursday, the 24th. inst.

RENE BAUSET,  
Secretary.

Report of Meeting, held the 24th of November.

Present: Ald. Vallières, chairman, Sadler, Lapointe, Lavallée, Larivière, Clearihue and Dagenais.

His Worship the Mayor was also present at the meeting.

—Submitted and read a letter from the secretary of the Board of Trade, stating that the delegates of that association could not possibly attend the meeting.

The Committee received a delegation from the Chamber of Commerce and from the "Association Immobilière", and, after the members of such associations and His Worship the Mayor had expressed their views, the Committee adjourned until Thursday next, the 1<sup>st</sup>. of December, at 2.30 p.m.

RENE BAUSET,  
Secretary.

\* \* \*



Suggestions du Trésorier de la Ville

A. M. l'échevin VALLIERES,

Président de la Commission spéciale du Revenu.

Monsieur,

Conformément à votre demande, j'ai l'honneur de vous soumettre mes vues sur la question qui occupe actuellement l'attention du Conseil et de vous présenter les états faisant voir la situation de Montréal comparativement à celle des autres villes. Ces états ont été compilés d'après les réponses à des demandes de renseignements reçues de 34 villes des Etats-Unis, 6 du Canada et 5 de la Grande-Bretagne. (Voir ci-contre, ce relevé comparatif).

En ce qui concerne les villes des Etats-Unis, il est difficile de dire, avec exactitude, quelles sont leurs taxes, vu que les statistiques qui m'ont été communiquées comprennent les contributions pour l'administration des Etats et des comtés. Les chiffres donnés, cependant, indiquent, aussi approximativement que j'ai pu le déterminer, la partie des impôts se rattachant aux villes mêmes.

Une autre difficulté que j'ai rencontrée, c'est que les termes employés dans une localité diffèrent de ceux dont on se sert dans un autre endroit pour la même chose. Il a fallu une longue correspondance pour vérifier les réponses, et je dois reconnaître ici la courtoisie avec laquelle l'on a répondu à mes demandes de renseignements et le soin que les divers trésoriers et contrôleurs ont apporté à me fournir des chiffres exacts et à me donner des informations aussi complètes que possible sans parler des exemplaires de chartes, de règlements, etc., qui m'ont été envoyés et qui sont à la disposition de votre Commission.

En étudiant la question de la taxation municipale, l'on doit, il me semble, se guider sur deux principes, à savoir que les taxes doivent être imposées sur des choses que tout le monde possède, et, autant que possible, à raison des avantages qui y sont conférés. Des impôts spéciaux d'une nature mesquine ou vexatoire ou pour lesquels aucun avantage spécial n'est accordé ou n'affectant qu'une classe particulière de citoyens devraient être évités.

Peu importe le nom que porte la taxe, pourvu qu'elle frappe tous ceux qui participent aux avantages qu'elle assure.

Or, c'est

LA PROPRIETE FONCIERE

qui remplit le mieux ces conditions, car tout citoyen doit occuper un immeuble d'une plus ou moins grande étendue pour se loger ou pour exercer son commerce.

Par conséquent, lorsqu'un impôt est levé sur la propriété foncière, il frappe chacun des contribuables précisément en proportion de la valeur de l'immeuble qu'il occupe (qu'il soit locataire ou propriétaire).

L'objection que l'on soulève souvent, à savoir que la propriété foncière appartient au petit nombre (les propriétaires) tandis que les locataires, qui sont le grand nombre, échappent à l'impôt, n'est que partiellement vraie, car le locataire est tenu de payer les taxes en sus de son loyer et est lié envers le propriétaire tout autant que ce dernier l'est vis-à-vis de la Ville.

Ce n'est que dans les cas où le locataire néglige de payer son dû que cette objection est plausible, mais aucune loi ne pourrait être adoptée pour couvrir ces cas exceptionnels.

Il est aussi à présumer que, malgré cela, la propriété foncière est, en somme, ce qui rapporte le plus de revenus, car autrement l'on ne verrait pas tant de capitalistes y placer leurs fonds; d'un autre côté, sa solidité, comparativement aux autres formes de valeurs, est incontestable.

De plus, c'est la propriété foncière qui retire le plus d'avantages des dépenses qui nécessitent des taxes, et partant c'est un objet légitime de taxation.

Un impôt qui est encore plus juste et équitable que la taxe foncière, en ce sens qu'il frappe une chose à laquelle tous les contribuables participent et qu'il est tarifé suivant les ressources pécuniaires de chacun, c'est la

TAXE D'EAU

et s'il était possible de convaincre les citoyens que c'est simplement un des moyens par lesquels leur quote-part légitime des obligations civiques est prélevée, l'on ne saurait adopter un système plus équitable pour accroître le revenu de la Ville qu'en augmentant cette taxe dont l'on dit tant de mal et que chaque citoyen paie suivant la valeur locative de la maison qu'il habite.

Il ne faut pas oublier que l'objet choisi pour taxation est simplement une base pour le calcul du montant au *pro rata*

Suggestions of the City Treasurer

To Ald. VALLIERES,

Chairman of the Special Committee on Revenue.

Sir,

I have the honor to submit herewith, as requested, my views on the subject now occupying the attention of Council, together with tabular statements showing the relative position held by our City when compared with others. These have been compiled from replies to inquiries received from 34 cities in the United States, 6 in Canada and 5 from Great Britain. (See comparative statement, opposite.)

As regards those of the United States, it is difficult to state, with accuracy, their several rates inasmuch as their figures include assessments for State and County purposes. The figures given, however, show, as near as I have been able to ascertain, the portion appertaining to the cities themselves.

Another difficulty arises from the fact that the terms used in one locality differ from those used in another for the same thing. This led to considerable correspondence in order to verify the replies, and it becomes my duty to acknowledge the courtesy with which my inquiries have been met and the care which has been taken by the various Treasurers, Comptrollers and Chamberlains to convey correct ideas and furnish the fullest possible information, to say nothing of the copies of Charters, By-laws and other data which have been forwarded, and which are at the service of your Committee.

In dealing with the question of Municipal taxation two principles should, it seems to me, be kept constantly in view, viz: that it should be levied on something which every one possesses, and, as far as possible, in the ratio of benefit conferred upon it. Special taxation of a petty or irritating nature, or for which no special privilege is granted, and everything which savors of class legislation, should be avoided.

It matters little by what name it is called so long as it reaches everyone participating in the benefit for which it is levied.

Now, the object which meets this requirement most fully and naturally is

REAL ESTATE

because every citizen must occupy more or less of it for a dwelling or place of business. Consequently, when taxation is levied on real estate, it reaches everyone precisely in the proportion to which he uses it (whether as tenant or proprietor) for his own purposes. The objection that the realty belongs to the few, who are proprietors, while the tenants who are many, have no liability, is only partially true because the tenant is held to pay the taxes over and above the rent and is as liable to the landlord as he, in his turn, is liable to the City.

It is then only in those cases where the tenant makes default that the objection holds good and no legislation can be devised which will meet such exceptional cases.

It is also to be presumed that, notwithstanding these exigencies, real estate is more satisfactory, on the average, than other investments or it would not be held to any great extent; while the solidity of it in comparison with other forms of securities goes without saying.

It is, moreover, the object which derives the greatest benefit from the expenditure which calls for the levy, and consequently is a legitimate object of taxation.

A tax or impost which fills the bill, however, even better than real estate, so far as meeting the requirements of being something in which every ratepayer participates, and for which he is assessed in the ratio of ability to pay, is the

WATER RATE,

and, if citizens could be educated to regard it as simply one of the means by which their legitimate share of the civic obligation is raised, there could be no more equitable mode of augmenting the revenue than by increasing this much abused rate which falls upon all on the basis of the annual rental of the premises occupied by each.

It should never be forgotten that the object selected for taxation is merely a basis for the calculation of the *pro rata*



## Relevé Comparatif des Systèmes et des Taux de taxation dans les principales villes des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada.

New York	Popu- lation en milles	Dette en millions	Valeur de la propriété foncière en millions	Valeur des biens meubles en millions	Taux de l'impôt foncier.	Taux de l'impôt sur meubles.	Taxes d'affaires.	Proportion de la valeur imposée.	Est-ce la Cité (C) ou les propriétaires (P) qui paient pour					TAXE DE L'EAU—COMMENT ELLE EST FIXÉE ET SON TAUX.	La taxe de l'eau couvre-t-elle les frais d'administration sur la dette et le fonds d'amortissement?	Les propriétaires sont-ils responsables de la taxe de l'eau?	Ce que l'on fait lorsque la taxe de l'eau n'est pas payée.	Quand les propriétés sont-elles vendues pour arrérages de contributions foncières?	Quand le privilège de la Ville expire-t-il?	Exemptions de taxes en millions.	Limite du pouvoir d'emprunt.	Limite du pouvoir de taxation.		
									Egouts collecteurs.	Egouts latéraux.	Pavages.	Trottoirs en pierre ou en ciment.	Trottoirs en bois.											
									TAXE DE L'EAU—COMMENT ELLE EST FIXÉE ET SON TAUX.															
Chicago	3838	383	5015	625	Cité 2.10	Cité 2.10	Aucune	Entière	P	P	P	P	Aucun	D'après front du bâtiment et nombre d'étages Minimum \$4 p. 16 pds, 1 ét. jusqu'à \$18 p.50 pds., 5 ét.	Oui	Oui	Propriété peut être vendue au bout de 4 ans d'arrérages	Tous les 3 ans	Pas avant paie.	1000	10 p.c. non compris dette de l'aqueduc	2 p. c.		
Philadelphie	1700	37	260	115	" 1.85	" 1.60	"	90%	P	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Saint-Louis	1368	72	1186	"	" 1.50	" 5.20	Fixée arbitrairement par le conseil	90%	P	P	P	P	P	\$5 par logement, plus redevances spéciales	Oui et profits	Oui	"	"	"	"	"	"	"	"
Boston	625	22	343	86	" 1.21	" 1.50	Taux spéciaux.	65%	C	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
San Francisco	600	58	1006	231	" 1.52	" 1.52	"	Entière	P	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Cleveland, O.	450	0	380	125	" 1.65	" 1.65	"	Entière	P	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Cincinnati	450	22	151	52	" 1.50	" 3.00	"	65%	P	P	P	P	Aucun	Tarif gradué—\$5 jusqu'à \$500 de valeur; \$6 jusqu'à \$1,000 et ensuite \$1 pour chaque \$1,000 additionnel.	" surplus	Non	Eau interceptée et paiement d'avance	Après jugement	"	"	"	"	"	
Buffalo	375	8	180	43	" 1.50	" 2.27	"	40%	P	P	P	P	Aucun	400 pds. de sup., 1 étage, \$2 50, jusqu'à \$5 p. 5 étages et ainsi de suite (Aqueduc appartient à une Cie)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Détroit	352	18	242	7	" 1.87	" 1.87	"	60%	C	P	P	P	Aucun	\$3 pour 3 pièces et 50c pour chaque pièce additionnelle, plus redevances spéciales.	Oui et extensions	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Milwaukee, Wis.	350	4	195	83	" 1.53	" 1.53	"	Entière	P	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Pittsburg	325	7	143	37	Cité 1.40	Cité 1.40	"	60%	C	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Newelle-Orléans	322	25	350	5	" 1.54	" 2.25	"	60%	C	P	P	P	Aucun	\$1.50 par famille \$2.50 à \$5.00 par 25 pds de front, d'après nombre d'étages.	" et profits	Non	des prop.	"	Jamais	42	10 p. c.	Aucune		
Toronto	300	18	110	40	" 2.20	" 1.50	"	60%	C	P	P	P	Aucun	\$2.60 par famille—Redevances spéciales et tarif pour eau fournie par compteurs.	"	Oui	Eau interceptée	"	"	36	2 p. c. im. & meubles	"		
Jersey City, N.J.	250	22	127	11	" 1.90	" 1.90	"	?	P	P	P	P	Aucun	Par compteurs, 4 1/2 c. par 100 pds cubes, ou 6c. par 1,000 gallons.	"	Oui	Eau interceptée et amende	Après 6 ans	Aucune	Aucune	"	14 milles	"	
Minneapolis, Minn.	206	15	90	12	" 2.75	" 2.75	"	Entière	C 1/3 p 2/3	P	P	P	Aucun	"	Oui	Oui	"	"	"	"	"	"	"	
Kansas City	204	10	100	29	" 1.85	" 1.85	"	70%	P	P	P	P	Aucun	D'après nombre de pièces et nombre de personnes habitant une maison: \$1.50 minimum. Redv. spéciales	Oui jusqu'à la récente réduction de la taxe	"	Eau interceptée et saisie	Tous les 3 ans	Pas avant paie.	10	12 1/2 sur 1,000,000	2 p. c.		
Providence, R.I.	200	5	65	27	" 1.30	" 1.30	"	50%	P	P	P	P	Aucun	D'ap. front et no. d'ét.; 15 pds. \$6.25, 1 ét. jusqu'à \$14.15, 6 ét.; 240 p., \$61.15, jus. \$80.50 Redv. spéc.	Oui	"	Eau interceptée	Tous les 2 ans	Sur paiement	"	8 p. c. non compris dette de l'aqueduc	3 p. c.		
St. Paul	193	14	157	43	" 1.05	" 1.05	"	40%	P	P	P	P	Aucun	\$5 par 5 pièces et 30c. pour chaque pièce additionnelle.	" et profits	"	Eau intercept. au bout de 20 jrs.	Tous les ans	"	"	"	"	"	
Rochester, N.Y.	180	8	75	20	" 1.65	" 1.65	"	Entière	P	P	P	P	Aucun	\$1 pour 1 pièce jusqu'à \$11 pour 15 pièces et ensuite 50c pour chaque pièce add. et redevances spéciales.	"	Non	Dépôt exigé; eau interceptée au bout de 10 jrs	"	Après 5 ans	Ordinaires	5 p. c. Conseil	"		
Denver, Col.	162	10	114	6	" 1.70	" 1.70	"	60%	C	P	P	P	Aucun	Taux divers, mais \$40 maximum pour habitations.	"	Pay. d'avance	Eau intercept. au bout de 10 jrs	"	"	9	10 p. c. vote popul.	"		
New Haven, Conn.	150	1 1/2	84	25	" 1.65	" 1.65	"	Entière	P	P	P	P	Aucun	D'après nombre de familles et de pièces	"	"	"	"	"	3	Che. de fer et églises	5 p. c. plus dette de l'aqueduc	Aucune	
Albany, N.Y.	108	4	94	13	" 1.00	" 1.00	"	60%	P	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Richmond, Va.	100	7	60	7	" 1.75	" 1.75	1.32 1/2	Entière	P	P	P	P	Aucun	D'après val. du bât.; \$4 jus. \$1,500 en montant jusqu'à \$17.50 pour \$18,000; 50c par \$4,000 en sus.	"	"	Si impayée, ajoutée à la contribution foncière, l'année suiv	"	Sur paiement	12	10 p. c.	"	"	
Grand Rapids, Mich.	95	7	45	35	" 1.40	" 1.40	"	"	P	P	P	P	Aucun	L'aqueduc n'appartient pas à la ville.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Hartford, Conn.	80	2	50	25	" 1.50	" 1.50	"	"	P	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Québec	75	7	21	7	La loi autorise 2% sur valeur; on préleve 17 1/2 % par \$ de loyer.	1.80	"	65%	C 1/3 p 2/3	P	P	P	P	Aucun	D'après front du bâtiment; 20 pds, \$6 pour 1 étage jus. \$28.50 p. 6 ét., 20 à 50 pieds. \$13.50 à \$36.00	Oui et profits	Oui	Perçue des propriétaires	Tous les ans	"	24	5 p. c.	Aucune	
Duluth, Minn.	74	5	26	6	" 1.80	" 1.80	"	Basée sur le loyer.	C	C	C	C	Aucun	15c p. 1,000 gal. jus. 15,000 p. mois et 5c pour 450,000. Logements \$4 p. ter robinet, \$1.50 ensuite.	Oui	En partie	Eau interceptée	"	Sur paiement	8	10 p. c.	"	"	
Lawrence, Mass.	70	2	34	9	" 1.60	" 1.60	"	"	C	C	C	C	Aucun	12c jusqu'à 3,000 gal.; au-dessus, 6c. Familles de 5 personnes, \$5 et \$1 pour chaque personne en sus.	Oui	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Springfield, Mass.	70	2	62	17	" 1.23	" 1.23	"	"	C	C	C	C	Aucun	12 1/2 p. c. sur la valeur locative et redevances spéciales.	Oui, gros profits	Oui	Saisie seulement	Après 3 ans	"	8	Aucune	"	"	
Ottawa	62	4	29	3	" 1.40	" 1.40	"	"	P	P	P	P	Aucun	\$6 pour 5 pièces et 50c pour chaque pièce additionnelle; 5c à 15c pour eau fournie par compteurs.	Oui et surplus	Virtuellement	Eau interceptée	"	Après 2 ans	3	"	2 p. c.		
Troy	60	2	50	7	" 2.00	" 2.00	"	"	C	P	P	P	Aucun	6c à 15c par 100 pieds cubes.	Non	"	Eau interceptée et amende	Tous les ans	"	1	"	"	"	
Hamilton	55	4	24	4	" 1.90	" 1.90	"	"	C	P	P	P	Aucun	\$4 pour 1 ou 2 pièces; \$6 pour 5 ou 6 et \$1 pour chaque pièce en sus.	Oui	"	" et paiement d'avance	"	"	3	"	"	"	
Portland Maine	55	1	35	15	" 1.69	" 1.69	"	"	C	P	P	P	Aucun	D'après valeur du bâtiment; \$3.50 jusqu'à \$300, \$5 jusqu'à \$500, \$6 jusqu'à \$800 et ainsi de suite.	Oui	Oui	Eau intercept. au bout de 10 jrs.	Tous les 3 ans	Pas avant vente	16	2 1/2 p. c.	2 1/2 p. c.		
Halifax, N.E.	45	3	18	5	" 2.30	" 2.30	"	"	C	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
London, Ont.	40	3	16	2	" 1.40	" 1.40	"	"	C	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Superior City	40	1	12	2	" 1.75	" 1.75	"	"	C	P	P	P	Aucun	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Salem, Mass.	36	1	20	10	" 2.56	" 2.56	"	"	C	P	P	P	Aucun	D'après valeur du bâtiment; \$4.40 jus. \$500 en montant jusqu'à \$14.40 p. \$3,000, puis 60c p. \$250 en sus	" et surplus	Oui	Eau jamais interceptée	Tous les ans	Sur paiement	4	Aucune	10 p. c.	1 1/2 p. c.	
Oswego, N.Y.	22	1	9	1	" 2.10	" 2.10	"	"	C	P	P	P	Aucun	Aqueduc n'appartient pas à la ville.	Oui	Oui	Eau interceptée et saisie	"	Après 3 ans	4	2 1/2 p. c.	2 1/2 p. c.		
Concord, N.H.	20	1	9	1	" 1.75	" 1.75	"	"	C	P	P	P	Aucun	12c à 14c par 100 pieds cubes, et redevances spéciales.	" et surplus	"	Eau interceptée et taxe portée au compte du propriétaire	Tous les ans	"	"	"	"	"	"
Manchester, Ang.	20	1	9	1	" 2.10	" 2.10	"	"	C	P	P	P	Aucun	\$5 p. 3 pièces, puis 75c p. chaque pièce additionnelle; 5c à 15c pour eau fournie par compteurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dublin, Irlande.	558	105	500	0	" 7/8 1/2 p. sur loyer pour toutes fins.	" 5/6 du loyer.	"	"	C	P	P	P	Aucun	L'aqueduc n'appartient pas à la ville.	Oui	Non	Eau interceptée	"	Après 10 ans	(80,435)	10 p. c. plus dette de l'aqueduc	Aucune		
Edinburgh, Ecosse.	290	12	5	0	" 10/8 1/4 par £ sur loyer pour toutes fins.	" 10/8 1/4 par £ de loyer sur taxes scolaires=5 3/4 d.	"	"	C	P	P	P	Aucun	\$3 par famille de 4 personnes et 50c par personne additionnelle; 5c à 15c p. eau fournie par compteurs.	" et extensions	Non	Eau intercept. au bout de 20 jrs	"	"	"	"	"	"	
Glasgow, Aberteen, Montréal.	322	17	15	0	" plus 1% taxe sur loyer (environ 3/4 sur locataires 3/7 par £ sur prop. et 2/2 d. sur locataires 1% sur loyer.	" 3/7 par £ sur prop. et 2/2 d. sur locataires 7 1/2 % sur loyer.	"	"	C	P	P	P	Aucun	L'aqueduc n'app. pas à la ville (Prop. sont resp. de toutes taxes lorsque le loyer est au-dessous de £10)	"	Non	"	Ne sont pas ven	Sur paiement	Ordinaires	£42,000	10 p. c. Fixée par Statut	"	
	280	27	200	0	"	"	"	"	C	P	P	P	Aucun	5d. par £ de loyer	"	Oui	"	"	"	"	"	"	"	"
					"	"	"	"	C	P	P	P	Aucun	1 1/2 par £ sur les propriétaires et 7d. sur les locataires et redevances spéciales.	"	Privilégiée	"	"	"	"	"	"	"	"
					"	"	"	"	C	P	P	P	Aucun	7 1/2 % sur loyers et redevances spéciales; \$1.15 par 1,000 pds cubes pour eau fournie par compteurs.	"	Non	Eau interceptée	Tous les 3 ans	Au bout de 3 ans	40	15 p. c.	1 p. c.		

BUREAU DU TRÉSORIER DE LA CITÉ.  
Hôtel de Ville, Montréal, 31 Octobre, 1904.

**W. ROBB,**  
TRÉSORIER DE LA CITE.



## Comparative Statement of the Systems and Rates of Taxation in leading Cities of the United States, Great Britain and Canada.

City	Population in thousands	Debt in millions	Value of Realty in millions	Value of Personality in millions	Rate of Taxation on Realty	Rate of Taxation on Personality	Business Tax	Percentage of value assessed	Does City (C) or Proprietors (P) pay for					WATER RATE—WHAT IS IT?	Does Water rate Cover Cost of Administration Interest on debt. and sinking fund?	Is Water rate a lien on Property?	How is payment of Water rate enforced?	When is property sold for arrears of Real Estate?	When does City's lien expire?	Exemptions from Taxation in Millions	Limit of Borrowing Powers	Limit of Taxing Power	
									Main Sewers	Small Sewers	Street Paving	Stone or Cement Sidewalks	Wooden Sidewalks										
New-York	3838	383	5015	625	City 2.10	City 2.10	None	Full	P	P	P	P	None	By frontage and stories—Minimum \$4.00 for 16 feet, one story to \$18 for 50 feet, 5 stories	Yes	Yes	Property may be sold after 4 years arrears	3 years	Not till payment	1,000	10 p. c. exclusive of Water debt	2 p. c.	
Chicago	1700	37	260	115	" 1.85	" 1.60	"	"	P	P	P	P	P	"	Yes	Yes	"	"	"	"	"	"	
Philadelphia	1368	72	1186		" 1.50	5.20 1.50	Fixed arbitrarily by Council. Specials	90%	C	P	P	P	P	\$5 per dwelling plus specials	Yes and profits	Yes	"	Only in extreme cases	5 years	Usual	Usual	7 p. c.	None
St. Louis	625	22	343	86	" 1.21	1.21	"	65%	C	P	P	P	None	"	Yes and profits	Yes	Turn off and pay adv.	After judgment	5 years	Usual	Usual	5 p. c.	1.35 for City 1.05 p. c. exclusive of debt requirement
Boston	600	58	1006	231	" 1.52	1.52	None	Full	Prop. : up to \$4 p. ft.	C	C	City ½ & Prop. ½	Prop. ½	Sliding scale \$5 up to \$500 value, \$6 up to \$1,000 and then \$1 for each additional \$1,000	Yes and surplus	No	Turning off	Yearly	2 years	Usual	Usual	2½ p. c.	"
San Francisco	450	0	380	125	" 1.65	1.65	"	60%	P	P	C	P	P	400 feet area, one story, \$2.50 to \$5.00 for five stories and so on—private company (not city)	Yes and extensions	Yes	Turning off	Yearly	Never	42	Subject to popular vote to 15 p. c.	None	
Cleveland, O.	450	22	151	52	" 1.50	3.00	"	40%	2.00 Proprietors 2.60 Districts	C	P	C ½ P ½	P	\$3 for 3 rooms and 50c. each additional room plus specials	Yes	No	Turning off	Yearly	Never	36	1 p. c. Council, 1 p. c. People annually	None	
Cincinnati	375	8	180	43	" 1.50	2.27	"	60%	C	P	C ½ P ½	P	P	"	Yes and profits	Yes	Turning off	Yearly	Never	42	10 p. c.	None	
Buffalo	352	18	242	7	" 1.87	1.87	"	Full	P	P	P	P	None	\$1.50 per family and \$2.50 to \$5.00 per 25 feet frontage according to stories	Yes and profits	Can collect from prop.	Turning off	Yearly	Never	36	2 p. c. on Real and Personal	None	
Detroit	350	4	195	83	" 1.53	1.53	"	"	C	P	P	P	P	\$2.60 per family—specials and meter rates	Yes	No	Turning off	Yearly	6 years	None	14 Mills	None	
Milwaukee, Wis.	325	7	143	37	City 1.40	City 1.40	2.25	60%	P	P	P	P	P	Per meter 4½c. per 100 cubic feet or 6c. per 1,050 gallons	Yes	Yes	Shutting off and fine	Yearly	6 years	None	None	None	
Pittsburg	322	25	350	5	" 1.54	1.50	None	"	P	P	P	P	P	"	Yes	Yes	Shutting off and fine	Yearly	6 years	None	None	None	
New Orleans	300	18	110	40	" 2.20	2.20	"	"	P	P	P	P	P	"	Yes	Yes	Shutting off and fine	Yearly	6 years	None	None	None	
Toronto	250	22	127	11	" 1.90	1.90	?	Full	C ½ P 2/3	P	P	P	P	Per rooms and inmates and specials \$1.50 minimum	Yes, till recent reduct of rates	Yes	Turning off and distraint	3 years	On payment	10	7 p. c. Legislation 12½ on 1,000,000 8 p. c. over exclusive of water	2 p. c.	
Jersey City, N. J.	206	15	90	12	" 2.75	2.75	None	70%	P	P	P	P	None	Per frontage 15 feet 1 story \$6.25, to 6 stories \$14.15, to 240 feet \$61.15, to \$80.50 and specials	Yes	Yes	Turning off	2 years	On payment	10	5 p. c. by Council 10 p. c. vote people	3 p. c.	
Minneapolis, Minn.	204	10	100	29	" 1.85	1.85	"	50%	P	P	P	P	P	\$5 to 5 rooms and 30c each additional room	Yes and profits	Yes	Shut off 20 days	Yearly	On payment	10	5 p. c. by Council 10 p. c. vote people	None	
Kansas City	200	5	65	27	" 1.30	1.30	"	40%	P	P	P	P	P	\$1 for 1 room to \$11 for 15 rooms and then 50c. each additional room and specials	Yes	No	Deposit required shut off in 10 days	Yearly	5 years	Usual	5 p. c. plus water	None	
Providence, R. I.	193	14	157	43	" 1.05	1.05	"	Full	P	P	C	P	None	Miscellaneous—but \$40 maximum for dwellings	Yes and profits	Payable in advance	Shut off after 10 days	Yearly	2 years	9	3 p. c. of value	None	
St. Paul	180	8	75	20	" 1.65	1.65	None	60%	C	P	P	P	P	Per families and rooms	Yes and profits	Yes	Turning off in 10 days	Yearly	3 years	Railroad & Church sites	10 p. c.	None	
Rochester, N. Y.	162	10	114	6	" 1.70	1.20	"	Full	P	P	P	P	P	On value \$4 up to \$1,500, up to \$7.50 to \$18,000, then 50c. for each additional \$4,000	Yes and profits	Yes	If not paid added to Real Estate in next year	Yearly	On payment	12	10 p. c.	None	
Denver, Col.	150	1½	84	25	" 1.65	1.65	"	60%	P	P	P	P	None	Water Works not owned by the City	Yes and profits	Yes	Turning off	Yearly	On payment	Usual	Usual	None	
New Haven, Conn.	108	4	94	13	" 1.00	1.00	1.32½	Full	P	P	P	P	P	Water Works not owned by the City	Yes and profits	Yes	Levy	Yearly	On payment	24	5 p. c.	None	
Albany, N. Y.	100	60	60	7	" 1.75	1.75	"	"	C	C	C	P	None	Per frontage 20 feet \$6.00 one story to \$28.50 for 6 stories, 20 to 50 feet \$13.50 to \$36.00	Yes and profits	Yes	Turning off	Yearly	On payment	35	10 p. c.	None	
Richmond, Va.	95	7	45	35	" 1.40	1.40	None	"	C	C	C	P	None	15c. per 1,000 galls. up to 15,000 per month to 5c. for 450,000 dwelling's \$4.00 first faucet and \$1.50 after.	Yes	Partly	Turning off	Yearly	On payment	8	18 p. c.	None	
Grand Rapids, Mich.	90	2	50	25	" 1.50	1.50	"	"	C	C	C	P	None	12c. to 3,000 galls. over that 6c. families of 5 \$5.00 and each additional person \$1.00 extra	Yes	Yes	Turning off	Yearly	On payment	8	None	None	
Hartford, Conn.	80	4	55	7	" 2.10	2.10	"	65%	C ½ P 2/3	P	C ½ P ½	P	P	"	Yes	Yes	Turning off	Yearly	On payment	8	None	2 p. c.	
Quebec	75	7	21		Authorizes 2% on value, but 17½% on \$ of rental is used.		12½%	Based on rental	C	C	C	C ¼ & P ¾	C ¼ & P ¾	12½ p. c. on rentals and specials	Yes & large profits	Yes	Distraint only	3 years	On payment	8	None	None	
Duluth, Minn.	74	5	26	6	City 1.80	1.80	"	Under Full	P	P	P	P	P	\$6 for 5 rooms, 50c. each additional room and 5c. to 15c. for meter supply	Yes and surplus	Practically	Turning off	Yearly	On payment	3	3	2½ p. c.	None
Lawrence, Mass.	70	2	34	9	" 1.60	1.60	1.64	Full	All paid out of general tax levy.	P	P	P	P	6c. to 15c. per 100 cubic feet	No	No	Shutting off and fine	Yearly	2 years	1	1	2½ p. c.	None
Springfield, Mass.	70	2	62	17	City 1.23	1.23	1.46	"	do	do	do	do	do	\$4 for 1 or 2 rooms, \$6 for 5 or 6 and \$1 for each additional room	Yes	No	Shutting off and advance payment	Yearly	2 years	3	3	2½ p. c.	1½ p. c.
Ottawa	62	4	29	3	" 1.40	1.40	"	Under	C	P	City ½ P ½	City 2 feet P bal.	City ½ P ½	On value \$3.50 to \$300, \$5.00 to \$500, \$6.00 to \$800 and so on	Yes	Yes	Shut off after 10 days	3 years	Till sale	16	None	None	
Troy	60	2	50	7	" 1.50	1.50	"	Under	C	P	C	C 60% P 40%	None	On value \$4.40 to \$500 to \$14.40 for \$3,000, then 60c. for each additional \$250	Yes and surplus	Yes	Turning off (never used)	Yearly	On payment	4	4	10 p. c.	2½ p. c.
Hamilton	55	4	24	4	" 2.00	2.00	"	Full	C ½ P 2/3	P	C	C	None	Not owned by the City	Yes	Yes	Turning off	Yearly	On payment	4	4	5 p. c.	None
Portland, Maine	55	1	35	15	" 1.90	1.90	"	"	P 1.25 foot	P	C	C ½ P ½	None	12c. to 14c. per 100 cubic feet and specials	Yes	Yes	Shutting and distress	Yearly	On payment	4	4	10 p. c.	None
Halifax, N. S.	45	3	18	5	" 1.69	1.69	"	"	C Intersection P bal.	P	C	C ½ P ½	None	\$5 for 3 rooms and then 75c. each additional room, meter rates 5c. to 15c.	Yes and surplus	Yes	Turning off & eventually charged to property	Yearly	On payment	4	4	12½ p. c. plus Water debt	None
London, Ont.	40	3	16	2	" 2.30	2.30	"	80%	C	P	C	C ½ P ½	None	Not owned by the City	Yes and surplus	Yes	Turning off & eventually charged to property	Yearly	On payment	4	4	12½ p. c. plus Water debt	None
Superior City	40	1	12	2	City 1.40	1.40	"	Under	C	P	C	C ½ P ½	None	\$3 per family of 4 and 50c. for each additional person, 5c. to 15c. for meters	Yes	No	Turning off	Yearly	On payment	Usual	Usual	5 p. c.	None
Salem, Mass.	36	1	20	10	" 1.75	1.75	"	Full	C	P	C	C ½ P ½	None	"	Yes	No	Turning off	Yearly	On payment	Usual	Usual	5 p. c.	None
Oswego, N. Y.	22	1	9	1	" 2.56	2.56	None	"	C ½ P 2/3	P	P	P	P	"	Yes	No	Turning off	Yearly	On payment	Usual	Usual	5 p. c.	None
Concord, N. H.	20	1	9	3	" 2.10	2.10	"	"	C	C	C	C	P	"	Yes and extensions	No	In 20 days	Yearly	10 years	(80435)	10 p. c.	None	
Manchester, England	558	105	500	0	7/8% p. £ on 5/6ths of rental.	of rental.			C	P	P	P	None	Proprietors 1d. on the £ and Tenants 8d. (on rentals)	Yes	No	Turning off	Yearly	On payment	Usual	Subject to Legislation	None	
Dublin, Ireland	290	12	5	0	10/8% p. £ on rental for all purposes.	of rental for all purposes.			C	C	C	C	None	Included in the 10/8%	Yes	No	Turning off	Yearly	On payment	Usual	Subject to Legislation	None	
Edinburgh, Scotland	322	17	15	0	10% on £ rental plus 1% Poor rates and School Taxes.	on proprietors 1/9% on occupants. School Taxes 5 3/4 d.			C	C	C	C	None	Not City property (Proprietors are liable for everything under £10 rentals)	Yes	No	By suits	Yearly	On payment	£42,000	Subject to Legislation	None	
Glasgow	780	70	500	0	3/7 p. £ on rental (about 1/4 Tenants & 1/4 Owner).	on proprietors and 2/2d on Tenants.			P to 3 f. dia	P	C	P	None	5d. in the £ of rental.	Yes	Yes	Turning off	Rarely	On payment	Usual	Subject to Legislation	None	
Aberdeen	164	7	5	0	1d in the £ on Proprietors and 2/2d on Tenants.	on proprietors and 2/2d on Tenants.			P	P	P	P	None	1½d. in the £ on Proprietors, 7d. on Tenants and specials	Yes	Have preference	By suits	Yearly	On payment	£12,000	Subject to Legislation	None	
Montreal	280	27	200	0	1%	0	7½% on rent	Full	C	P	C	½ & ½	C	7½ p. c. on rentals and specials. Meter rates \$1.15 per 1,000 cubic feet	Yes	No	By turning off	Every 3 years	In 3 years	40	15 p. c.	None	



que chacun doit contribuer, et pourvu que l'impôt ne pèse pas plus, relativement parlant, sur les uns que sur les autres, il est indifférent qu'il soit basé sur le loyer ou sur la valeur ou sur toute autre chose. Mais il semble être devenu nécessaire d'adopter un autre nom afin d'obtenir une augmentation de revenu.

Un autre impôt qui frapperait des choses que tout le monde possède et dont le taux oscillerait suivant les moyens de chacun, serait celui que l'on imposerait sur les

MEUBLES DE MENAGE

Tout citoyen possède plus ou moins de meubles. Celui qui en posséderait pour une valeur de \$100 (il y aurait exemption au-dessous de ce chiffre) payerait juste 1/10 du montant versé par celui qui en posséderait pour une valeur de \$1,000, et ainsi de suite. Ce serait donc là un mode de taxation très légitime et très équitable.

Il serait, sans doute, difficile de déterminer la valeur des meubles sans indiscretion induite d'une part et sans perte de temps d'autre part; pour surmonter cette difficulté il faudrait adopter une méthode de calcul basée sur la valeur de la maison occupée. Cela, naturellement, ne serait qu'approximatif, mais l'on arriverait ainsi au but que l'on veut atteindre, et tout le monde serait mis sur un pied d'égalité.

Supposons, par exemple, qu'une maison évaluée à \$10,000 soit censée contenir pour \$2,000 de meubles, d'objets d'art, etc., au minimum. La taxe personnelle sur celui qui habiterait cette maison serait de 1/5 de 1 pour cent.

L'on prétend, cependant, que ceux qui ne tiennent pas maison échappent à tout impôt et que non seulement ceux qui tiennent maison, mais encore tous les individus (au-dessus d'un certain âge) qui résident dans une maison comme pensionnaires ou autrement devraient être tenus de contribuer au revenu civique. Cela n'est pas aussi vrai qu'on serait porté à le croire au premier abord. Toutes taxes sont diffusives de leur nature, et il est à présumer que les pensionnaires paient leur quote-part des impôts dans leurs comptes de pension mensuels, tout comme ceux qui tiennent feu et lieu paient leur quote-part des droits de douane dans leurs comptes d'épicerie.

Maintenant, la taxe sur ceux qui vivent en pension serait-elle prélevée sous forme de

CAPITATION OU D'IMPOT SUR LE REVENU

le premier de ces modes de taxation est suranné et a été aboli dans tous les grands centres. Le second est plus du domaine d'un gouvernement national que d'un gouvernement municipal. De plus, la taxe sur le revenu ne pourrait être prélevée que sur des déclarations volontaires, ce qui offrirait beaucoup d'inconvénients. Pour être juste, il faudrait aussi qu'elle fût imposée sur tout le monde. L'impôt universel sur le revenu serait une taxe idéale, si on pouvait l'établir et la percevoir équitablement, mais l'expérience de toutes les villes qui l'ont adopté montre qu'il conduit au parjure et met sur un pied d'inégalité ceux qui font des déclarations consciencieuses.

L'on a beaucoup parlé de la taxation des

ACTIONS DE BANQUE

mais il ne faut pas oublier que cela signifierait la taxation de

L'ARGENT

et si l'argent doit être taxé, il faudrait l'imposer sans aucunes restrictions, qu'il fût représenté par des actions de banques, de chemins de fer, de maisons industrielles, etc. D'un autre côté, si des exemptions étaient établies, il faudrait qu'elles s'appliquent tout d'abord à cette partie du capital du pays qui est mise à la disposition de son commerce.

Quant aux

HYPOTHEQUES

qui sont simplement des garanties pour le remboursement de prêts, il va sans dire que tout impôt qui les frapperait retomberait sur l'emprunteur, et non pas sur le prêteur. De plus, une taxe sur les hypothèques amènerait des complications sans fin et impliquerait une double taxation. Toute taxe sur le capital entrave inévitablement les affaires et met un fardeau additionnel sur les épaules de l'emprunteur.

C'est une doctrine admise que les taxes, de quelque manière qu'elles soient imposées, tendent à se diffuser par des lois naturelles, et cela est d'autant plus vrai que la forme sous laquelle elles sont imposées est plus concrète.

each should contribute, and, if under it no citizen or class is charæd relatively more than others, it is a matter of indifference whether it is based on rental or value, or by what name it is called. But it seems to have become necessary to adopt some other name in order to get increased revenue, and following the rule of levying it on something which all possess and the amount of which would fall on all in the ratio of their ability to pay, the next best thing, perhaps, is

HOUSEHOLD FURNITURE

as something which every citizen has to a greater or lesser extent, and on which the ratepayer owning \$100 worth (anything under that could be exempted) would pay just 1-10 of the householder owning \$1,000 worth and so on; consequently this would be a most legitimate and equitable item on which to base taxation.

The one difficulty in the way is that of ascertaining the value without undesirable intrusion on the one side and loss of time on the other, and to get over this difficulty it would be expedient to adopt a method of calculation based on a percentage of the value of the premises occupied. This of course would be only approximate but it would serve the purpose, and all would be treated alike.

Suppose, for instance, that it should be held that a house valued at \$10,000 would naturally have a minimum of a \$2,000 worth of furniture, articles of art, etc., the "Personal Tax" on that house would be 1-5th of 1 per cent.

It is claimed, however, that those who are not householders escape taxation altogether and that not only the householders but every individual (over a given age) residing as a boarder, or otherwise, should be made to contribute to the civic revenue. There is something in this though not so much as might appear at first sight. The nature of all taxation is to diffuse itself and, presumably, boarders pay their share in their monthly board bills, just as the householder pays his share of the customs duties in his monthly grocer's bill.

There is also the difficulty of levying such a tax as this whether as a

POLL TAX OR TAX ON INCOME;

the first is antiquated and has been discarded in all large centres and the second is more the province of a national than of a municipal government; moreover, it can only be levied by a system of voluntary returns, which is a very objectionable method. It would also be class legislation unless made universal. A universal tax on income, would be an ideal one if it could be equitably imposed or collected; but the experience of all cities which have adopted it shows that it leads to wholesale perjury—and injustice to everyone making a conscientious return.

Much has been said about the taxation of

BANK STOCK,

but it should not be forgotten this would mean the taxation of

MONEY

and if money is to be taxed, then all money should be made subject to it, whether represented by bank, railway, industrial or any other stocks. Nay, if any exemption were to be made in the list, that portion of the capital of the country which is placed at the disposal of its commerce would be most entitled to it.

As to the taxation of

MORTGAGES

which are merely securities for money, it goes without saying that any tax on these would fall, not on the lender, but on the borrower. Moreover, a tax on mortgages would lead to endless complications and involve double taxation. Any assessment on capital must hamper business and lay an additional burden on the borrower.

It is an admitted doctrine that taxes, however levied, tend to diffuse themselves by natural laws and that the more concrete the form in which they are imposed, the more readily and fully do they do so.



COMPAGNIES D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

Comme la brigade des pompiers a été établie pour empêcher l'expansion des incendies et que ce sont les compagnies d'assurance, et non pas la Ville, qui doivent indemniser les incendiés, il ne semble que raisonnable que ces compagnies paient au moins  $\frac{1}{2}$  des dépenses du service des incendies, au lieu et place des taxes spéciales dont elles sont frappées actuellement.

LOTS VACANTS

Comme les lots vacants imposent à la Ville autant de dépenses que les terrains bâtis en fait de trottoirs, d'éclairage, d'arrosage, de conduites d'eau, etc., et participent à toutes les augmentations de valeur de la propriété que déterminent les améliorations environnantes, il me semble qu'ils devraient être soumis à une taxe spéciale basée sur l'étendue de leur front.

LIMITATION DES EXEMPTIONS DE TAXES

L'opinion publique est en faveur de l'exemption de taxes dont jouissent les immeubles consacrés au culte, les hôpitaux, les asiles, etc., mais il n'est que raisonnable, il me semble, que cette exemption soit limitée à ce qui est nécessaire pour les besoins de chaque institution. La restriction de ce privilège (en ce qui concerne les terrains) à trois fois, par exemple, la superficie occupée par les édifices, semblerait être une concession libérale, tout le reste devant être impossible. De plus, dans le cas où une institution vendrait un immeuble exempt d'impôt, montrant ainsi qu'il n'était pas nécessaire à son existence, elle devrait être tenue de verser dans le trésor une somme égale au montant de l'exemption totale dont elle jouissait pendant qu'elle était en possession de l'immeuble.

PROPRIETES DU GOUVERNEMENT

Tandis que les propriétés de la Couronne sont exemptes de taxes, dans le sens propre du terme, il semble déraisonnable qu'elles ne soient pas sujettes aux taxes spéciales pour les améliorations qui augmentent la valeur des immeubles et que la Ville soit appelée à construire des pavages permanents, des trottoirs, des égouts, etc., autour des propriétés de l'Etat sans pouvoir percevoir les contributions que tous les autres propriétaires ont à payer.

ECONOMIES INDIRECTES

Si les trottoirs et les pavages permanents étaient construits aux frais des propriétaires riverains, comme la chose se fait dans la plupart des grandes villes des Etats-Unis, cela aurait pour effet de dégrèver notre compte annuel d'intérêt et de donner plus de fonds pour l'administration.

Dans l'état ci-joint l'on remarquera que sur 34 villes des Etats-Unis, presque toutes font payer le coût entier des améliorations de rues aux propriétaires riverains; aussi ont-elles une dette relativement minime. San Francisco n'a pas de dette du tout, et partant aucun crédit n'est inscrit dans son budget annuel pour intérêt.

L'on pourrait aussi effectuer une économie en encourageant les gens à munir les roues des voitures lourdes de larges bandages et celles des voitures légères de bandages en caoutchouc. Pour en arriver là, il faudrait remanier le tarif des permis (licences) de manière à donner un avantage à ceux qui en agiraient ainsi.

L'on ne paraît pas se rendre compte que ce sont uniquement les pieds des chevaux et les étroits bandages qui usent les pavages. Si toutes les voitures dont on se sert actuellement étaient remplacées par des automobiles (ce qu'à Dieu ne plaise!) les chaussées ne s'useraient plus du tout et resteraient toujours en bon état. L'adoption d'une mesure comme celle que je suggère donnerait, dans tous les cas, de bons résultats.

En mettant à exécution le projet que j'expose plus haut, l'on obtiendrait approximativement:

Disons $1\frac{1}{4}\%$ sur \$160,000,000 de propriété foncière	\$2 000 000
Disons $1\frac{1}{5}\%$ sur \$160,000,000 (taxe sur meubles) (= $1\%$ sur $1\frac{1}{5}$ )	320 000
Taxes d'affaires, comme à présent,—disons	340 000
Permis, licences, comme à présent,—disons	150,000
Autres sources de revenu (comme à présent) disons	300 000
Eau fournie par compteurs pour fins commerciales, disons	150 000
Compagnies d'assurance contre l'incendie, disons	100 000
Limitation des exemptions de taxes et impôt sur lots vacants, disons	40 000
	<hr/>
	\$3 400 000

FIRE INSURANCE COMPANIES.

Inasmuch as the fire brigade is maintained to prevent the spread of fires for the loss on which the insurance companies, and not the City, is liable, it seems only reasonable that these companies should bear at least one half the cost of its maintenance in lieu of the present special taxes to which they are subject.

VACANT LOTS.

Vacant lots seeing that they entail upon the City the same cost for sidewalks, lighting, street-watering, water mains, etc., as built property, and participate in all the enhancements of value which surrounding improvements confer should, it seems to me, be subject to a special frontage tax as such.

CURTAILMENT OF EXEMPTIONS.

While a universal sentiment favors the exemption from taxation of property set apart for religious worship, hospitals, asylums, etc., it seems only reasonable that it should be restricted to what is necessary for their object and not extended to superfluous surroundings. A restriction of these, so far as sites are concerned, for example, three times the area occupied by the buildings, would appear to be a liberal allowance, and, all in excess of that, made subject to taxation. Moreover, in the event of an institution selling any portion so exempted, thus showing that it was not necessary to its existence, should be made subject to a return to the Treasury of a sum equal to the total exemption enjoyed during its possession.

GOVERNMENT PROPERTY.

While Crown property is exempt from taxation, in the proper sense of the term, it seems unreasonable that it should not be subject to special taxes for those improvements which add to the value of real estate and that the City should be called upon to lay permanent paving, sidewalks, sewers, etc., around its property and be unable to collect the same proportion that all other proprietors pay.

INDIRECT SAVING.

The making of permanent sidewalks and paving, payable by abutting properties, as is the case in most of the large cities in the United States, would tend to prevent the swelling of the annual interest account and thus assist the revenue.

In the statement it will be noticed that out of 34 cities of the United States, the greater number charge the whole cost of improvement to the abutting properties, and consequently have comparatively little debt. In the case of San Francisco, indeed, it will be seen that they have no debt and consequently no provision to make in their annual appropriation for interest.

Another direction in which economy might be furthered would be the encouragement of broad tires on heavy vehicles and the general use of rubber tires on the lighter ones. This could be done through the tariff of licences.

It is not generally realized how exclusively it is the horses' feet and cutting of narrow tires which occasion all the wear and tear on our roadways. Were "autos" to entirely replace these (which may Heaven forbid) there would be absolutely no wear and tear on the streets, and, roadways once well made would remain so; an approximation to it can be made, however, in the way indicated.

The adoption of such a scheme as I have outlined would result approximately as follows:

Say $1\frac{1}{4}\%$ on \$160,000,000 Realty	\$2 000 000
Say $1\frac{1}{5}\%$ on \$160,000,000 Furniture ( $1\%$ on $1\frac{1}{5}$ th.)	320 000
Business Tax as now—say	340 000
Licenses as now—say	150 000
Other items as now—say	300 000
Meter rates (commercial purposes) say	150 000
Fire insurance companies—say	100 000
Curtailments of exemptions and tax on vacant lots—say	40,000
	<hr/>
	\$3 400 000



Cela, avec le développement naturel de la métropole, donnerait en peu de temps un revenu de \$3,500,000—non compris la taxe scolaire—Ce revenu (pourvu que les pavages permanents soient construits aux frais des propriétaires) serait amplement suffisant pour les dépenses générales et ordinaires de la Ville.

Dans un rapport sur cette question, que je présentais au Conseil en 1877, je faisais les mêmes suggestions. Je me déclarais, cependant, en faveur de l'abolition de la taxe d'affaires et de la taxe d'eau, en faisant remarquer quel attrait offrirait une ville où le commerce et l'eau seraient exempts d'impôt, et je démontrerais que la perte de revenu subie de ce chef pourrait être compensée par un remaniement de la contribution foncière; et tandis que, dans les circonstances actuelles, il semble impossible d'abolir la première de ces taxes, il est parfaitement possible de faire disparaître l'autre et d'obvier ainsi à l'horrible nécessité d'intercepter l'eau et de priver les citoyens d'une chose qu'ils peuvent difficilement payer ou dont ils ne peuvent se passer.

Le tout respectueusement soumis,

W. ROBB,

*Trésorier de la Ville.*

BUREAU DU TRÉSORIER DE LA VILLE,  
HÔTEL DE VILLE.

Montréal, 31 octobre, 1904.

\* \* \*

**Suggestions du Surintendant des Licences et Inspecteur du Revenu.**

Montréal, 31 octobre, 1904.

A M. le Président et à MM. les Membres de la Commission spéciale du Revenu,

Messieurs,

Conformément à vos résolutions du 7 courant me demandant: 1° Un état des licences qui sont imposées et peuvent être perçues en vertu des règlements, et des montants réellement perçus;

2° De mettre devant vous mes vues sur la question du Revenu, j'ai l'honneur de faire rapport comme suit:

Il y a soixante et dix (70) classes de licences dont la perception m'est confiée; elles sont énumérées en entier, ou à peu près, aux règlements Nos 313 et 296. Il n'y a pas une seule classe de ces licences qui, pour une raison ou pour une autre, ne soit pas perçue.

Bien que l'année financière commence le 1er janvier, celle des licences date du 1er mai, de sorte qu'à l'époque où nous sommes, l'année de la perception des licences n'est qu'à moitié écoulée et il reste, naturellement, encore beaucoup de travail à faire. Malgré cela, le gros du revenu est déjà perçu, et le total de ce revenu, à l'heure actuelle, dépasse de beaucoup celui de toute l'année dernière. En 1903, en effet, le chiffre total du revenu avait été de \$151,957 et, en ce moment, il est de \$170,851, soit un excédent de \$18,894, après six mois de perception seulement.

En présence de ce résultat et en notant le fait que les recettes sont actuellement de \$1,500 à \$2,000 par semaine, il est facile de calculer que le revenu, au 31 décembre, aura dépassé \$180,000.

Nos livres indiquent qu'il y a encore près de \$10,000 de licences non payées, mais ce chiffre se répartit sur les soixante et dix classes, et comme le revenu rentre rapidement et sans interruption, la perception suit son cours normal, et on peut dire qu'il n'y a absolument aucun arriéré.

Un dernier avis a été donné dernièrement aux contribuables sujets à la licence imposée sur les moteurs et sur les établissements dangereux pour le feu, et cette licence, comme les autres, est payée d'une façon très satisfaisante.

**REVENU POUR L'AVENIR**

Etant inspecteur de tout le revenu autre que celui de la contribution foncière, de la taxe d'affaires et de la taxe de l'eau, il est sans doute dans mes attributions d'indiquer comment ce revenu peut être augmenté. Cependant, le fait que cette inspection est une chose nouvelle où tout est à étudier (car elle ne date que de dix mois), ne me permet pas de faire sur ce point un rapport aussi complet que celui que l'expérience d'une autre année aurait pu dicter. J'ai eu, toutefois, le temps de commencer une enquête dans chaque département, et je donnerai ici le résultat de ma courte expérience.

This, with the natural increase of the City, would, in a short time, give a revenue of \$3,500,000 exclusive of school tax, which, provided permanent pavings were made a charge on property, would be ample for the general and ordinary expenses of the City.

In a report on this subject submitted to Council in 1877, I took similar ground, advocating, however, the abolition of both the business tax and the water-rate pointing out the attraction which would be presented by a City where business and domestic water were free, and showing that it could be done by an equalization of assessment, and, while under present circumstances it does not seem possible to recommend the former, it is quite feasible to carry out the latter and do away with the horrible necessity of turning off water when the citizens can least afford to pay for it or do without it.

The whole respectfully submitted,

W. ROBB,  
*City Treasurer.*

CITY TREASURER'S OFFICE,  
CITY HALL.

Montreal, 31st. October, 1904.

\* \* \*

**suggestions of the Superintendent of Licenses and Revenue Inspector.**

Montreal, October 31st. 1904.

To the Chairman and Members of the Special Committee on Revenue.

Sirs,

In compliance with your resolutions of the 7th. instant, requesting that I should

1° Prepare a statement of the licenses which are imposed and collectible under the civic by-laws and of the amounts really collected;

2° Submit to your Committee my views on the question of revenue.

I have the honor to report as follows:

The licenses the collection of which is confided to me, are to the number of seventy (70) different classes; they are enumerated almost entirely in by-laws Nos. 313 and 296. There is not one class of these licenses which, for one reason or another, is not collected.

Although the financial year begins on the 1st. of January, that of the licenses commences on the 1st. of May so that at the present date, the collection year is only half over, and there remains naturally a good deal of work to be done. Still, the bulk of the revenue is now collected and the total of this revenue, at the present time, is greatly in excess of that of the whole of last year. In 1903, the total revenue had been \$151,957, and at this date (October 31st.) it is \$170,851, a surplus of \$18,894, after six months of collection only.

Considering such a result and the fact that the receipts, just now, vary from \$1,500 to \$2,000 per week, it is easy to foretell that the revenue, on December 31st., shall have passed the \$180,000 figure.

We have still on our books about \$10,000 of licenses unpaid, but this is spread over the seventy different classes, and as the revenue is coming in rapidly and without interruption, the license collection may be said to follow its normal course and to show absolutely no arrears.

A last notice was recently sent to tax payers liable for the license imposed on motors and on premises considered dangerous for fire, and this license, like the others, is being paid in a very satisfactory manner.

**FUTURE REVENUE.**

Being inspector for all the revenue that is not the property tax, the business tax or the water tax, it is no doubt within the scope of my attributions to indicate how this revenue may be increased. However, the fact that this inspection is in its experimental stage, having been established only ten months ago, and that it requires more time and study than these few months could afford, in the midst of much other work, I am placed in this position that my report on the subject cannot now be as complete as the experience of another year might have suggested. Still, I have had time to begin investigations in each department and I shall now give the result of my short experience.



## LICENCES

Je reviendrai d'abord au chapitre des licences pour dire qu'en améliorant quelque peu nos moyens de perception, nous pourrions, l'an prochain, en retirer \$20,000 de plus, ce qui en porterait le chiffre à \$200,000 environ. L'expérience du passé a, en effet, prouvé que chaque année de travail de perception compte pour les suivantes en habituant les contribuables à payer à temps, et que plus le gros des recettes rentre de bonne heure, plus nos inspecteurs ont de temps pour rechercher la partie du revenu qui ne se paie pas de bonne volonté. Cette année, le chiffre du revenu total de l'an dernier a été atteint au bout de quatre mois de perception, bien que, pour des raisons de nécessité, nous n'ayons commencé à percevoir les nouvelles licences que durant ce quatrième mois. Ce résultat, qui est sans précédent, ne peut être attribuable qu'à l'augmentation du nombre de nos employés et au travail suivi des années précédentes. Soit \$20,000.

## AMENDEMENTS À LA CHARTE

D'après les derniers amendements à la charte, la taxe sur les banques et sur les théâtres a été augmentée, et il en a été imposé d'autres destinées à protéger nos commerçants contre la concurrence du dehors. Ces diverses taxes devront rapporter un nouveau revenu d'environ \$10,000.

## DÉPARTEMENT DE L'EAU

Au sujet de la consommation de l'eau pour des fins commerciales ou de luxe, j'ai examiné les règlements de onze grandes villes américaines, savoir: New-York, Brooklyn, Philadelphie, Cincinnati, Cleveland, Détroit, Saint-Louis, Chicago, Saint-Paul, Portland et Boston, et j'ai constaté que les commerçants, industriels ou particuliers qui se servent de l'eau de l'aqueduc comme pouvoir moteur pour actionner des pompes aspirantes ou autres appareils, ou pour des fontaines d'ornement, paient dans une proportion raisonnable de la grande quantité d'eau qu'ils consomment. De même, aussi, les marchands qui ont des magasins de 300 à 600 pieds de façade et qui se servent de tuyaux d'arrosage pour le lavage de leurs vitrines, presque du matin au soir, paient plus cher que ceux qui n'ont qu'un seul magasin.

Ceux aussi qui peuvent se payer le luxe d'arroisoirs automatiques fonctionnant, tout le jour, pour l'entretien de leurs pelouses, paient suivant un tarif spécial.

Ici, à Montréal, il y a des pompes aspirantes et autres appareils actionnés directement par la pression de l'eau de l'aqueduc, un peu partout, dans les buvettes, dans les épiceries, dans les pharmacies, chez les barbiers; on place des fontaines de luxe non seulement dans les jardins, mais dans les vitrines, et, tandis que dans quelques autres villes, on défend même l'usage de certains de ces appareils, parce qu'ils consomment trop d'eau, ici, personne, à l'exception d'une douzaine de particuliers, propriétaires de fontaines d'ornement, ne paie un seul sou; et quant aux tuyaux d'arrosage, ils sont au même taux pour le contribuable qui n'a qu'une résidence privée que pour celui qui a 600 pieds de façade de magasin.

M. Janin, surintendant de l'aqueduc, avec lequel j'ai eu quelques conférences à ce sujet et qui m'a fourni une grande partie des renseignements donnés ici, est fortement d'opinion que Montréal devrait, à l'exemple des autres villes, se faire rembourser de la valeur ou au moins d'une partie de la valeur de l'eau ainsi consommée.

Il faut bien remarquer qu'il ne s'agit pas ici d'un impôt, mais de la vente d'un article qui remplace, dans la plupart des cas, un moteur que ces consommateurs devraient se procurer.

D'après un calcul excessivement modéré, la ville perd de ce chef à peu près \$11,500.

## MARCHÉS

Les taux des marchés ne pouvant pas être facilement augmentés, au moins pour le moment, il n'y a à signaler que la taxe sur les marchands de viande en gros qui a été rétablie par un récent règlement et qui rapportera de \$1,500 à \$1,600.

## LICENSES.

I shall first come back to the chapter of licenses and say that by somewhat improving our means of collection, it is possible to secure, next year, \$20,000 more from them, which would bring the total revenue under this head to \$200,000. This forecast is based upon the experience of the past, which has shown that each year's work in the collection of licenses counts for the next by causing taxpayers to acquire the habit of paying on time, and that the sooner the bulk of the receipts has been brought in, the more time is left to our inspectors to look for that part of the revenue which is not willingly paid in. This year, the figure of the total revenue of last year was reached after four months of collection only, although, for unavoidable reasons, the collection of the new licenses was only begun in the course of the fourth month. This unprecedented result cannot but be attributable to the increase in the number of our employees and to the active work of the preceding years, \$20,000.

## AMENDMENTS TO THE CHARTER.

Through the late amendments to the Charter, the tax on the banks and theatres has been increased and others have been imposed to protect our traders against outside competition. These several taxes should bring in more revenue to the extent of about \$10,000.

## WATER DEPARTMENT.

Concerning the consumption of water for commercial purposes or for luxury, I have examined the by-laws of eleven large American cities, viz: New York, Brooklyn, Philadelphia, Cincinnati, Cleveland, Boston, St. Louis, Chicago, St. Paul, Portland, and Detroit, and found that all traders, manufacturers or private citizens who make use of the city's water as motive power for operating sucking pumps or other apparatus, or for ornamental fountains, pay in reasonable proportion the large quantity of water they consume. Also, merchants whose stores have a frontage of 300 to 600 feet and who use hand hoses, a great part of the day, for washing purposes, pay a higher price than those who only own one store.

Those citizens, also, who can afford the luxury of automatic sprinklers and have these in use all day long, on their lawns are assessed according to a special rate.

Here, in Montreal, pumps and other apparatus directly operated by water pressure from the city's service pipes are to be found almost everywhere, in saloons, in groceries, in drug stores, in barber shops; ornamental fountains are to be seen not only in gardens, but in shop windows; and, while in several other cities, the use of some of these fixtures is absolutely prohibited, because they waste too much water, here, no one, save about a dozen owners of ornamental fountains, pays a single cent for all these privileges; and as for hand hoses the rate is the same for a residence as for a 600 foot store.

Mr. Janin, superintendent of the Water Works with whom I have conferred on the subject and who has furnished me with most of the information given here is strongly of opinion that Montreal, following in this the example of other cities, should take the means of getting reimbursed for the value, or at least part of the value, of the water thus consumed.

It must be borne in mind that there is no question of a tax here but that it is simply the sale of an article which, in most cases, takes the place of a motor which these consumers should procure.

According to a very conservative estimate, the city loses thereby about, \$11,500.

## MARKETS.

As the market fees cannot easily be increased, at least for the present, there is nothing else to note in this department but the tax on wholesale dealers in meat which was reimposed by a recent by-law and which will bring in from \$1,500 to \$1,600.



CHEMINS

ROADS.

Parmi les permis du département de la Voirie, ceux des banderoles et autres enseignes temporaires n'ont rapporté, l'an dernier, que \$127, tandis qu'ils devraient réellement produire un revenu de plus de \$2,000. Grâce à l'intervention active de M. le président de la Commission de la Voirie, il y a eu grande amélioration, cette année, mais on n'a encore perçu que peu de chose comparativement. Je suis convaincu qu'au moyen d'un changement dans la méthode de perception, l'an prochain, nous pourrions compter sur \$2,000 au moins.

Among the Road Department permits are those for streamers and other temporary signs placed across or along the streets. Only the small sum of \$127 was secured from these permits, last year, while they should, in reality, bring in a revenue of over \$2,000. However, owing to the efforts of the chairman of the Road Committee, a great improvement was noticeable, this year, but still comparatively little was collected. I have no doubt that by making a change in the method of collection, next year, we shall be able to depend on \$2,000 at least.

Comme pour les appareils hydrauliques mentionnés plus haut, la somme payée ici ne peut être regardée comme un impôt, puisque c'est la valeur de l'affermage de la voie publique et le résultat d'une transaction dont chaque partie bénéficie également; et il est admis que ces annonces, au moyen de banderoles, dans les grandes rues de la ville, valent plus que le prix exigé par la municipalité.

Just as for the hydraulic apparatus mentioned above, the sum paid under this head cannot be looked upon as a tax, as it is the value of the leasing of the public roadway and the result of a transaction equally beneficial to both parties; and it is readily admitted that these advertisements, through streamers placed across the leading thoroughfares of the City, are worth more than the price charged for by the City.

MARQUISES.

MARQUEES.

Dans le département de la Voirie, il y a aussi les marquises, constructions fixes érigées au-dessus des trottoirs, que l'on a déjà essayé de taxer, sans succès, les tribunaux ayant décidé que, faisant partie réellement de l'immeuble, elles étaient déjà incluses dans l'évaluation de cet immeuble, et ne pouvaient, conséquemment, être taxées deux fois.

Under the control of the Road Department are also the Marquees or fixed wooden awnings erected over the sidewalks. It was understood from the first that these structures were to be taxed, but efforts in this direction have so far been unsuccessful, owing to a decision of the courts declaring that as they were fixed to the building in such a manner as to be considered part of it, their valuation was really included in the assessment of the property itself, and that to tax them at so much a square foot, as intended, would be taxing them twice.

Cela ne veut pas dire que la ville est obligée de les tolérer, car elles occupent la voie publique. Nous avons actuellement devant le Conseil un règlement destiné à remédier à la situation. A l'avenir, de l'avis de MM. les avocats de la Cité, on pourra permettre l'existence de ces constructions au moyen d'un bail annuel, et la valeur de cette occupation de la voie publique, qu'il est difficile de déterminer au juste, dès à présent, devrait produire un revenu d'environ \$3,000.

This does not mean that the City is compelled to tolerate them, as they occupy public property and the full control of the streets remains in the hands of the City. At our suggestion, a by-law has been prepared and is now before the Council with a view of rectifying the situation. In future, according to the City Attorneys' advice, the Marquees may be allowed to exist, through an annual lease. The value of this occupation of the public roadway is not easy to determine exactly, at the present time, but it should no doubt amount to about \$3,000.

AUTRES REVENUS

OTHER REVENUE.

Les quelques items qui précèdent donnent un total de \$48,000 et comme ils sont calculés au plus bas chiffre, on pourrait, sans crainte de se tromper, compter sur une somme de \$50,000, qui serait percevable, l'an prochain, sans l'imposition de nouvelles taxes.

The few preceding items form a total of \$48,000, and as they are based upon a low estimate, the sum of \$50,000 is probably nearer the mark of what extra revenue could be collected, next year, without the imposition of new taxes.

Naturellement, cela est bien suffisant pour les besoins de la Ville, et ce n'est pas même l'imposition d'une série de petites taxes qui pourrait créer les sources de revenus sur lesquelles celle-ci devra pouvoir compter dans un avenir très prochain.

This would naturally be very insufficient to meet the wants of the City, and it is also evident that it is not the imposition of another series of small taxes that would create the sources of revenue upon which the latter must depend in the near future.

Il ne me reste donc, puisque vous me faites l'honneur de me consulter, que deux propositions à soumettre, et elles ne sont pas nouvelles: ce sont, ou d'imposer une taxe sur le capital ou propriété personnelle, ou d'augmenter la taxe sur la propriété foncière.

There remains on my part, as you do me the honor of consulting me, only two suggestions to make, and they are not new: they are either to impose a tax on capital or personal property, or increase the tax on real estate.

On devrait sans doute, commencer par le premier moyen, qui a déjà suffisamment réussi ailleurs pour qu'on en fasse l'essai ici; car s'il arrivait, d'un jour à l'autre, comme il en est déjà question, du reste, qu'on mit le pavage permanent des rues à la charge des propriétaires, la propriété foncière se trouverait suffisamment grevée pour plusieurs années à venir. En commençant par l'augmentation de la taxe sur la propriété foncière, on s'exposerait à taxer celle-ci deux fois, car si l'on en juge par l'expérience des autres grandes villes, le projet de faire contribuer les propriétaires au pavage des rues sera adopté ici tôt ou tard.

A beginning ought to be made, I believe, with the first plan, which has met with a sufficient measure of success elsewhere to justify its trial here; for, if it soon happened, as it is already being discussed that the cost of street pavements was charged against proprietors, real estate would be sufficiently taxed for several years to come. By proceeding first with an increase of the property tax, real estate would be exposed to double taxation for, judging from the experience of other large cities, the plan of making real estate owners contribute to the improvements of streets must be adopted here sooner or later.

J'ai l'honneur d'être, votre obéissant serviteur,

I have the honor to be, yours truly,  
A. BIENVENU,  
Superintendent of Licences and Revenue Inspector.

A. BIENVENU,  
Surintendant du Département des Licences et inspecteur du Revenu.



**COMMISSION DE POLICE**

*Compte rendu de l'assemblée du 23 novembre*

Sont présents: MM. les échevins Saint-Denis, président, Stearns, Walsh, Marchand, Paquin et Wilson.

—Soumis un rapport du chef de Police intérimaire recommandant l'incorporation de l'Association Dramatique de Montréal.

*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport en conséquence.

—Est adopté le rapport du chef de Police intérimaire au sujet de l'affaire Boylan.

—Les requêtes de M<sup>rs</sup> Walsh & Walsh, au nom des ex-constables Vézina, Deschamps, Guyon et Sanguinet, à l'effet d'obtenir une enquête au sujet de leur destitution, sont renvoyées au tribunal d'enquête qui doit être institué.

—La prise en considération du rapport des examinateurs des candidats à la charge d'opérateur du service de patrouille est, sur proposition de M. l'échevin Marchand, différée à la prochaine assemblée.

—Sur proposition de M. l'échevin Walsh, il est *Résolu:* Que le chef de Police intérimaire et les inspecteurs soient chargés de faire subir des examens aux lieutenants qui aspirent à la charge de capitaine de Police;

Que ledit bureau d'examineurs soit aussi chargé de faire subir des examens aux constables qui demandent la position de lieutenants.

—Sur proposition de M. l'échevin Walsh, il est *Résolu:* Que ceux qui aspirent à la charge de chef de Police subissent des examens devant cette Commission, samedi, le 26 du courant, à 2.30 p.m.

*Ajournement.*

JOHN-J. BARRY,  
*Secrétaire.*

**COMMISSION DES FINANCES**

*Compte rendu de l'assemblée du 25 novembre*

Sont présents: MM. les échevins Vallières, président, Sadler, Lapointe, Ekers, DeSerres et Carter.

1. Soumises et lues, de la part de MM. E.-J. Dubeau, D. Loynachan et Brennan, des demandes de situation dans le service civique.

Déposées sur le bureau.

2. Soumises et lues des demandes de MM. L.-J.-O. Doré, A.-J. Lecours, J.-H. Charette et T. Dubreuil, pour la position d'assistant-comptroleur.

A ce sujet est soumise et lue une lettre du contrôleur de la Ville informant la Commission qu'il ne peut recommander, pour cette position, aucun des employés actuellement sous son contrôle.

*Résolu:* Que le trésorier, l'assistant-trésorier et le contrôleur de la Ville soient chargés d'examiner les candidats à cette position.

3. Soumise et lue une réclamation de MM. Elzéar Côté & Fils pour travaux supplémentaires, (extra), se montant à \$75, en rapport avec les modifications faites à l'immeuble Préfontaine.

Renvoyée à la sous-commission des Réclamations.

4. MM. Desbarats & Cie informent la Commission qu'ils acceptent les conditions contenues dans la résolution adoptée par la Commission des Finances le 14 du courant, chargeant leur agence de solliciter des annonces et des abonnements pour la *Gazette Municipale*, et demandant que, dans le cas où la Ville voudrait discontinuer l'arrangement conclu avec eux, la Commission soit tenue de leur donner au moins un mois d'avis avant l'expiration d'un trimestre.

*Résolu:* D'acquiescer à ladite demande.

5. Soumise et lue une lettre de M. L.-J. Tarte, ainsi qu'un rapport du trésorier de la Ville concernant cette lettre dans laquelle M. Tarte se plaint de ce que des nouvelles importantes sont communiquées au *Montreal Star* avant d'être communiquées aux représentants de la presse française.

*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant que défense soit faite aux chefs de départements de communiquer aucune nouvelle à la presse avant d'en avoir été autorisés, soit par le Conseil, soit par les Commissions ayant juridiction, et de ne communiquer aucune nouvelle aux journaux avant que ces nouvelles aient été soumises au Conseil ou aux Commissions ayant juridiction.

**POLICE COMMITTEE**

*Report of Meeting, held the 23rd of November.*

Present: Ald. St. Denis, chairman, Stearns, Walsh, Marchand, Paquin and Wilson.

—Submitted a report from the acting Chief of Police favoring the incorporation of "l'Association Dramatique de Montréal."

*Resolved:* That in consequence, a report be made to the City Council.

—The report of the acting Chief of Police on the Boylan matter was adopted.

—The petitions of Messrs. Walsh and Walsh, advocates, on behalf of ex-constables Vézina and Deschamps, Guyon and Sanguinet, to have an investigation into the cause of their dismissal, were

Referred to the court of investigation to be appointed.

—The report of the examiners on the candidates for the position of patrol operator was

On motion of Ald. Marchand, held over till the next meeting.

—On motion of Ald. Walsh, it was

*Resolved:* That the acting chief of Police and inspectors hold examinations for the lieutenants who are applying for the position of captain of police.

That said board of examiners also decided examinations for constables should be held who applied for the position of lieutenant.

—On motion of Ald. Walsh, it was

*Resolved:* That this Committee hold examinations for those applying for the position of Chief of Police, on Saturday, the 26th inst., at 2.30 p.m.

*Adjourned.*

JOHN J. BARRY,  
*Secretary*

**FINANCE COMMITTEE**

*Report of Meeting, held the 24th of November.*

Present: Ald. Vallières, chairman, Sadler, Lapointe, Ekers, DeSerres and Carter.

1. Submitted and read applications from Messrs. E. J. Dubeau, D. Loynachan and P. Brennan for situations in the corporation.

Laid on the table.

2. Submitted and read applications from Messrs. L. J. O. Doré, A. J. Lecours, J. H. Charette and T. Dubreuil for the position of assistant-comptroller.

In this connection, submitted and read a letter from the City Comptroller informing the Committee that none of his staff have qualified themselves to fill the position of assistant-comptroller.

*Resolved:* That the City Treasurer, assistant City Treasurer and City Comptroller be instructed to examine the applicants for said position.

3. Submitted and read a claim from Elzéar Côté & Son for extras amounting to \$75 in connection with the alterations to the Préfontaine property.

Referred to the sub-committee on Claims.

4. Messrs. Desbarats & Co. informed the Committee that they accepted the conditions of the resolution adopted by the Finance Committee on the 14th inst., entrusting their firm with the advertisements and subscriptions of the *Municipal Gazette*, and suggesting that, in the event of the City discontinuing the arrangement with them, the City be held to give them at least one month's notice before the expiration of any term of 3 months.

*Resolved:* To comply with the said request.

5. Submitted and read a letter from L. J. Tarte and a report from the City Treasurer concerning the statement made by the former that important news items are communicated to the *Montreal Star* before being given to the French press.

*Resolved:* To report to Council recommending that the heads of departments be forbidden to give any news to the press unless authorized to do so by the Council or the Committee having jurisdiction and to communicate any statements to the newspapers before the same have been submitted to the Council or to the Committee having jurisdiction.



6. Soumis et lu un extrait des minutes de la Commission de la Voirie transmettant à la Commission des Finances une communication de la succession Bagg offrant de céder à la Ville l'avenue Bagg, à condition, cependant, que ladite succession soit exemptée de toutes taxes et de toutes cotisations, et que ladite avenue soit entretenue comme rue publique.

Renvoyé à l'inspecteur de la Ville avec prière de dresser un rapport contenant les objections, s'il en existe, contre l'octroi de cette demande.

7. MM. les échevins Duquette et Paquin se présentent devant la Commission et se plaignent que la "Montreal Water & Power Company," bien que notifiée de poser des conduites d'eau (1) dans la rue Saint-Zotique, depuis la rue Saint-Hubert jusqu'à la rue Boyer et (2) dans la rue Boyer, depuis la rue Saint-Zotique jusqu'aux limites de la Ville, a négligé de ce faire.

Résolu: De prier l'inspecteur de la Ville de dresser un rapport par écrit et de le transmettre aux avocats de la Ville afin que ces derniers puissent prendre les mesures nécessaires pour faire exécuter lesdits travaux dans le plus court délai.

8. Le Rév. J. Patterson demande à la Commission que soit exemptée de l'impôt sa résidence située au No 92 rue Shuter.

Renvoyé aux avocats de la Ville pour examen et rapport.

9. Résolu: Que les évaluateurs soient priés de préparer un état indiquant les cas spéciaux d'exemptions dans la Ville.

10. Mre J. Lamarche se présente devant la Commission et demande que le Maire et le greffier de la Ville soient autorisés à signer, au nom de la Ville, une radiation d'hypothèque relativement à une propriété située rue Cadieux, appartenant à Eug. Gingras *et al.*, les avocats et le trésorier de la Ville ayant recommandé que ladite demande soit accordée.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport en conséquence.

11. Soumise et lue une opinion des avocats de la Ville concernant le droit de la Société de Bienfaisance de la Ville de retenir une partie du salaire des constables.

Déposée sur le bureau.

12. Soumise et lue une opinion des avocats de la Ville au sujet de la réclamation de la succession Paul Rodier.

Déposée sur le bureau.

13. Soumise et lue une opinion des avocats de la Ville et un rapport de l'inspecteur de la Ville au sujet de la réclamation de la "Montreal Light, Heat & Power Co." touchant le déplacement des poteaux.

Renvoyé à l'inspecteur de la Ville avec prière de dresser un état du montant exact qui devrait être offert à la compagnie.

14. Le trésorier de la Ville est prié de s'entendre avec les avocats de la Ville pour signifier à la Banque de Montréal et à la "Guarantee Company" d'avoir à rembourser à la Ville le montant de la défalcation de l'ex-paie-maitre Hamel, de même que les débours que la Ville a dû faire au cours de cette affaire.

15. La Commission prend en considération le cas du Rév. DeSola, occupant du logement de feu Jesse Joseph, rue Sherbrooke, que les évaluateurs sont disposés à exempter de la taxe.

Résolu: De prier les évaluateurs de s'entendre avec les avocats de la Ville et de suivre leurs avis dans l'adoption de mesures pour classer cette propriété dans la catégorie des propriétés imposables.

16. Soumis et lu un rapport de la Commission de l'Acquiescement demandant un crédit supplémentaire de \$7,000 pour poser des conduites principales et des tuyaux de service.

Résolu: De souscrire à ce rapport, ce montant devant être pris sur le fonds des arrérages des taxes de 1903.

17. Il est

Résolu: De prier la Commission des Finances d'inclure, dans les bornes-fontaines dans la demande des crédits pour le prochain exercice.

18. Soumise et lue une recommandation du trésorier de la Ville recommandant que MM. Trempe, Kearns et Robillard soient maintenus au bureau des perceptions, comme commis généraux; que M. Lefebvre soit proposé au service des perceptions extérieures; que M. Sexton soit maintenu au bureau du trésorier; que M. Lepage soit attribué au secrétariat des diverses sous-commissions des Finances, qu'il s'occupe spécialement des affaires d'expropriations et qu'il donne le reste de son temps au service des arrérages.

Résolu: D'acquiescer à ces recommandations.

6. Submitted and read an extract from the minutes of the Road Committee transmitting a communication from the Bagg estate, offering to cede to the City, Bagg avenue, conditionally, however, that said estate shall be exempted from all taxes and assessments and that said avenue be maintained as a public thoroughfare.

Referred to the City Surveyor for a report showing the objections, if any, that may exist, from granting said request.

7. Ald. Duquette and Paquin appeared before the Committee and complained that the Montreal Water & Power Company, although notified to lay water mains in (1) St. Zotique street, from St. Hubert street to Boyer street and (2) Boyer street, from St. Zotique street to the City limits, had failed to do so.

Resolved: To instruct the City Surveyor to report in writing thereon to the City Attorneys in order that the latter may take the necessary means to have said work performed within the shortest possible delay.

8. Revd. Mr. J. Patterson applied to the Committee to have his residence, 92 Shuter street, exempted from taxation.

Referred to the City Attorneys for examination and report.

9. Resolved: That the Assessors be instructed to prepare a statement showing the special cases of exemption in the City.

10. Mr. J. Lamarche, advocate, appeared before the Committee and asked that the Mayor and City Clerk be authorized to sign, on behalf of the City, a radiation of a mortgage in connection with a property on Cadieux street, belonging to Eug. Gingras *et al.*, the City Attorneys and City Treasurer having recommended that said request be acceded to.

It was

Resolved: To report to Council accordingly.

11. Submitted and read an opinion from the City Attorneys concerning the right of the Police Benevolent Society to retain a portion of the constables' salaries.

Laid on the table.

12. Submitted and read an opinion from the City Attorneys concerning the claim of the estate Paul Rodier.

Laid on the table.

13. Submitted and read an opinion from the City Attorneys and a report from the City Surveyor on the claim of the Montreal Light, Heat & Power Company for pole moving.

Referred to the City Surveyor for a statement showing the exact amount which should be tendered to the Company.

14. The City Treasurer was instructed to confer with the City Attorneys and to notify the Bank of Montreal and the Guarantee Company to reimburse to the City the amount of the defalcation of the ex paymaster, Mr. D. A. Hamel as well as the disbursements of the City in connection with this matter.

15. The Committee considered the case of Rev. Mr. DeSola, occupant of the dwelling of the late Jesse Joseph, Sherbrooke street, whom the Assessors were inclined to exempt from taxation.

Resolved: To instruct the Assessors to consult the City Attorneys and to take such proceedings as the latter may deem advisable, in order that said property may not be included in the category of exemptions.

16. Submitted and read a report of the Water Committee for a supplementary appropriation of \$7,000 for pipe laying mains and services.

Resolved: To concur therein, the amount to be charged against arrears of taxes of 1903.

17. It was

Resolved: To request the Road Committee to include the cost of removing poles and hydrants in the approximate estimates of future expropriations, provided it be legal to do so.

18. Submitted and read communication from the City Treasurer recommending that Messrs. Trempe, Kearns and Robillard, be retained as general clerks in the long room, that Mr. Lefebvre be transferred to the outside collecting department, that Mr. Sexton be retained in the Treasurer's office and that Mr. Lepage be entrusted with the duties of secretary of the several Finance sub-committees and attend to expropriation matter, as a specialty, and that all time not so occupied be devoted to the work of the arrears department.

Resolved: To concur therein.



19. Soumis et lu l'état suivant des opérations de la trésorerie pour la semaine se terminant le 24 novembre:

Encaisse (au début de la semaine) . . . . .	\$12,442.20
Encaisse dans les banques, (au début de la sem.)	756,422.23
Débours d'administration . . . . .	47,290.38
Perception du Revenu (taxes, etc.) . . . . .	60,746.78
Encaisse (à l'expiration de la semaine) . . . . .	10,682.69
Mont. dans les banques (à l'expiration de la sem)	768,998.20

*Ajournement.*

RENE BAUSET,  
Secrétaire.

19. Submitted and read a statement showing financial operations in the Treasury for week ending November 24th inst., as follows:

Cash on hand—(At beginning of week) . . . . .	\$12,442.20
Cash in banks—(At beginning of week) . . . . .	756,422.23
Committee disbursements . . . . .	47,290.38
Revenue collections—(Taxes, etc.) . . . . .	60,746.98
Cash on hand—(at end of week) . . . . .	10,682.69
Cash in banks—(At end of week) . . . . .	768,998.20

*Adjourned.*

RENE BAUSET,  
Secretary.

**COMMISSION DE LA VOIRIE**

Compte rendu de l'assemblée du 24 novembre  
(assemblée ajournée)

Sont présents: MM. les échevins Larivière, président, Turner, Gallery, N. Lapointe, Ames, Bastien et Leclair.  
—Les soumissions suivantes, pour la construction d'égouts, sont ouvertes par l'assistant-greffier de la Ville:

**ROAD COMMITTEE**

Report of Adjourned Meeting, held the 24th of November.

Present: Ald. Larivière, chairman, Turner, Gallery, N. Lapointe, Ames, Bastien and Leclair.  
—The following tenders were opened by the Dputy City Clerk, for the construction of sewers:

RUE BOUCHER, depuis l'extrémité de l'égout actuel jusqu'à la rue Saint Denis.	M. Dineen.	A. Bray & Co.	F. McKeown.	BOUCHER STREET, from end of present sewer to St. Denis Street.		
Egout complet 2' x 3', comprenant l'excavation et le remplissage des tranchées—par verge linéaire . . . . .	6.70	10.97	7.95	{ 2' x 3' sewer complete, in luding excavation and refilling per lineal yard		
Excavation dans le roc, en tranchées par verge cube.	3.23	3.50	3.95	Rock excavation in trenches—per cubic yard.		
Chevalets de soutien—par verge linéaire . . . . .	.79	1.25	1.25	Cradling for sewer—per lineal yard.		
RUE DAVIDSON, depuis l'extrémité de l'égout actuel jusqu'à la rue Forsyth	M. Dineen.	A. Bray & Co.	P. Brunet.	F. McKeown.	C. Sauriol.	DAVIDSON STREET, from end of present sewer to Forsyth street.
Egout complet 2' x 3', comprenant l'excavation et le remplissage des tranchées—par verge lin.	6.70	8.47	7.89	7.49	8.15	{ 2' x 3' sewer complete, in luding excavation and refilling—per lineal yard.
Excavation dans le roc, en tranc.—par vg. cube	2.90	2.00	2.65	2.25	1.00	Rock excavation in trenches—per lineal yard.
Chevalets de soutien—par verge linéaire . . . . .	.80	1.25	.65	1.25	.90	Cradling for sewer—per lineal yard.

Sur proposition de M. l'échevin N. Lapointe, appuyé par M. l'échevin Ames, il est

*Résolu:* Que soit adjudgé au plus bas soumissionnaire, c'est-à-dire M. Dineen, le contrat pour la construction d'un égout rue Boucher, depuis l'extrémité de l'égout actuel jusqu'à la rue Saint-Denis et rue Davidson depuis l'extrémité de l'égout actuel, conformément au cahier des charges et à la formule de la soumission et aux prix indiqués dans ladite soumission.

Sur proposition de M. l'échevin Bastien, il est

*Résolu:* Que les autres soumissionnaires soient remboursés des dépôts qu'ils ont faits avec leur offre de construire les égouts en question:

P. Brunet—Egout de la rue Davidson . . . . .	\$230.00
C. Sauriol—Egout de la rue Davidson . . . . .	230.00
F. McKeown—Egout de la rue Davidson . . . . .	230.00
A. Bray & Cie—Egout de la rue Davidson . . . . .	230.00
F. McKeown—Egout de la rue Boucher . . . . .	130.00
A. Bray & Cie.—Egout de la rue Boucher . . . . .	130.00

**DELEGATIONS**

—M. J.-P. Mullarkey, directeur-gérant de la compagnie de chemin de fer du Terminal, se présente devant la Commission au sujet de l'extension du réseau de cette compagnie dans la Ville.

*Résolu:* Qu'une sous-commission, composée de M. le pré-

On motion of Ald. N. Lapointe, seconded by Ald. Ames, it was

*Resolved:* That the contract for the construction of a sewer in Boucher street, from end of present sewer to St. Denis street, and in Davidson street, from end of present sewers to Forsythe street, according to the specifications, terms and conditions and form of tender, be awarded to the lowest tenderer, Mr. M. Dineen, at the prices mentioned in his tender for same.

On motion of Ald. Bastien, it was

*Resolved:* That the following tenderers be reimbursed the deposits made with their tenders for the construction of the undermentioned sewers:

P. Brunet—Davidson street sewer . . . . .	\$230.00
C. Sauriol—Davidson street sewer . . . . .	230.00
F. McKeown—Davidson street sewer . . . . .	230.00
A. Bray & Co.—Davidson street sewer . . . . .	130.00
F. McKeown—Boucher street sewer . . . . .	130.00
A. Bray & Co.—Boucher street sewer . . . . .	

**DELEGATIONS.**

—Mr. J. P. Mullarkey, managing director of the Terminal Ry. Co., appeared before the Committee agent the extension of said company's system within the City.

*Resolved:* That a sub-committee, composed of the chair-



sidant et de MM. les échevins N. Lapointe, Bastien et Ames, soit instituée pour étudier le projet de prolonger le réseau de ladite compagnie dans la partie ouest de la Ville.

—M. Walker, président de l'Union des Cochers de place, accompagné de MM. S. Thompson, Jas. Howard, H. Trudeau et autres, se présente devant la Commission et lui demande de reprendre en considération la résolution qu'elle a prise de faire enlever les kiosques privés des rues publiques.

Après mûre délibération, il est  
*Résolu*: De prier l'inspecteur de la Ville de ne pas mettre en vigueur, avant nouvel ordre, la résolution adoptée à l'assemblée du 9 novembre au sujet de l'enlèvement des kiosques privés des rues publiques.

—M. Duncan McDonald, gérant-général de la "Montreal Street Railway Co." étant présent, la Commission étudie la question d'améliorer le système de l'enlèvement de la neige, et, après mûre délibération, il est

*Résolu*: De prier l'inspecteur de la Ville de préparer un rapport donnant une liste des contremaîtres qui, d'après les surintendants de division, sont capables de contrôler l'enlèvement de la neige des rues ce rapport devant être soumis à la Commission d'ici à une semaine.

**REQUETES, ETC.**

—De MM. Barnard & Dessaulles, avocats, au nom de M. R. T. Dinahan, demandant que la Ville mette à l'étude la requête de leur client demandant que soit exproprié un terrain formant partie des sub-divisions 22 et 23 et mesurant 1398 pieds, et situé dans le quartier Saint-Antoine.

Renvoyée aux avocats de la Ville avec prière d'indiquer de quelle manière doit être évalué ce terrain.

—De M. S. Carsley demandant l'autorisation de poser un tuyau sous terre à travers la rue Saint-Pierre.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville avec prière de faire rapport.

*Résolu*: De rembourser à la "National Coal Tar Co." le dépôt de \$50 qu'elle a fait avec sa soumission pour la fourniture de goudron durant cette année.

*Résolu*: De rembourser à la "Sicily Asphaltum Paving Co." le dépôt de \$100 qu'elle a fait avec sa soumission pour la fourniture de pavés de granit durant cette année.

—Soumise une lettre du bureau d'administration de la "Taylor Presbyterian Church" demandant que soit réparé le trottoir de l'avenue Papineau, de la rue DeMontigny à la rue Logan.

Renvoyé à l'inspecteur de la Ville avec prière de faire rapport.

—Soumis un extrait des minutes de la Commission des Finances déclarant que seront pris en considération, lorsque seront votés les crédits du prochain exercice, les rapports recommandant d'acheter une pompe pour le tunnel de la rue Wellington et de construire certains trottoirs permanents.

*Résolu*: Que ledit extrait soit déposé aux archives.

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant que permission soit octroyée à M. J.-S. Prince de construire, au-dessus du trottoir et en face de sa propriété de la rue Sainte-Catherine, une couverture tel qu'il appert du plan soumis, à condition que ledit M. Prince paie annuellement à la Ville cinq cents (5 cts) par chaque pied carré du trottoir ainsi recouvert; ladite couverture devant être enlevée aux frais du propriétaire dès que le Conseil le jugera à propos, et un contrat notarié devant intervenir à ce sujet entre la Ville et ledit requérant.

—Soumise une lettre de la "Montreal Street Ry. Co." déclarant que coûtera \$2,300 le remplacement des poteaux de bois par des poteaux de fer sur la partie élargie de la rue Guy. La compagnie contribuera \$1,300 pour acheter de nouveaux poteaux de fer, mais elle espère que la Ville paiera de son côté, \$1,000 pour le déplacement des fils générateurs, etc.

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant qu'un crédit de \$1,000 soit voté pour le remplacement desdits poteaux.

—Soumise une requête demandant de ne pas poser de voie ferrée rue Bonsecours.

Déposée sur le bureau.

*Résolu*: D'allouer à M. Geo. Janin un montant de \$25, à être pris sur le crédit affecté aux "réparations du champ d'épandage," pour le rembourser des dépenses qu'il a dû faire dans l'intérêt de la Ville audit champ d'épandage.

**RAPPORTS.**

Sur rapport de l'inspecteur de la Ville, il est

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant d'autoriser la Commission de la Voirie à faire construire un égout rue Mackay, au sud de la rue Dorchester et

man, Ald. N. Lapointe, Ames and Bastien be appointed to consider the question of extending said railway to the western section of the City.

—Mr. Walker, president of the Hackmen's Union, accompanied by Mr. S. Thompson, Mr. Jas. Howard, Mr. H. Trudeau and others, came before the Committee and asked that the Committee's decision to remove private kiosks from the public streets be reconsidered.

After mature deliberation, it was  
*Resolved*: That the City Surveyor be instructed not to enforce the resolution adopted at the meeting held on November 9th., regarding the removal of private kiosks from the public streets, until further order.

—Mr. Duncan McDonald, general manager of the Montreal Street Ry Co., being present, the Committee proceeded to discuss the question of improving the method of snow removal, and after mature deliberation, it was

*Resolved*: That the City Surveyor be instructed to prepare a report containing a list of the foremen, who, in the opinion of the division superintendents, are qualified to satisfactorily supervise the removal of the snow from the City streets, the said report to be submitted to the Committee one week from this date.

**PETITIONS, ETC.**

—From Messrs. Barnard & Dessaulles, advocates, on behalf of Mr. R. T. Dinahan, asking that their client's claim for the expropriation of a piece of land forming part of subdivision 22 x 23 and comprising 1398 feet in St. Antoine ward, be proceeded with.

Referred to City Attorneys to ascertain in what manner the said land is to be valued.

—From Mr. S. Carsley for permission to place a pipe underground, across St. Peter street.

Referred to City Surveyor for a report.

*Resolved*: That the National Coal Tar Co., be reimbursed the deposit of \$50.00 made with tender for supply of pitch this year.

*Resolved*: That the Sicily Asphaltum Paving Co., be reimbursed the deposit of one hundred dollars made with tender for supply of granite blocks this year.

—Submitted a letter from the Board of Management of the Taylor Presbyterian Church, asking that the sidewalk on Papineau avenue, from DeMontigny street to Logan street be repaired.

Referred to City Surveyor for a report.

—Submitted an extract of minutes from the Finance Committee stating reports for pump at Wellington street subway and also for certain permanent sidewalks will be considered when the appropriations are being voted.

*Resolved*: That said extract of minutes be filed.

*Resolved*: That a report be made to Council, recommending that permission be granted to Mr. J. S. Prince to erect a canopy, according to the plan submitted, over the sidewalk in front of his property on St. Catherine street, on condition that the sum of five cents for every square foot of sidewalk covered thereby be annually paid to the City, the said canopy to be removed at the expense of the proprietor, whenever the Council may deem it advisable.

And furthermore that a notarial deed be prepared accordingly.

—Submitted a letter from the Montreal Street Ry. Co., stating that it will cost \$2,300.00 to place new iron poles instead of the wooden poles on the widened part of Guy street. Of this amount the Company will pay \$1,300.00 for the new iron poles, but expects the City to contribute \$1,000.00 for moving the feeder wires, etc.

*Resolved*: That a report be made to Council recommending that the sum of \$1,000.00 be voted for the removal of said poles.

—Submitted a petition, praying that a street car track be not established on Bonsecours street.

Laid on the table.

*Resolved*: That the sum of \$25.00, to be taken out of appropriation for "repairs to sewage farm," be paid to Mr. Geo. Janin to reimburse him for expense incurred while he was engaged in looking after the City's interests at the sewage farm.

**REPORTS.**

On the report of the City Surveyor, it was

*Resolved*: That a report be made to Council recommending that the Road Committee be authorized to have a sewer



le long de l'avenue Overdale, et devant se raccorder avec l'égout actuel.

—Soumis le rapport de l'inspecteur de la Ville au sujet de la construction d'un égout à l'hôpital de la rue Moreau.

Renvoyé à l'inspecteur de la Ville avec prière de donner plus de détails.

—Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant que les lignes homologuées de la rue Gain soient effacées à partir de la rue Sainte-Catherine vers le sud, jusqu'à la limite de la propriété de M. I. Préfontaine.

—Résolu: De notifier la Compagnie de Gaz de Montréal de réparer diligemment et convenablement les excavations qu'elle a faites, attendu que le département a déjà reçu plusieurs plaintes à ce sujet.

*Adjournement.*

J. H. DILLON,  
Secrétaire.

constructed in Mackay street, south of Dorchester street and along Overdale avenue to connect with the present sewer.

—Submitted the City Surveyor's report anent the construction of a sewer at the Hospital, Moreau street.

Referred back for more particulars.

—Resolved: That a report be made to Council, recommending that the homologated lines of Gain street be erased from St. Catherine street, southwards to the limit of the property of Mr. I. Préfontaine.

—Resolved: That the Montreal Gas Company be notified to repair cuts properly and promptly, as in several instances the department has received complaints of negligence in this respect.

*Adjourned.*

J. H. DILLON,  
Secretary.

CONSEIL MUNICIPAL.

ASSEMBLEE SPECIALE DU 28 NOVEMBRE

ORDRE DU JOUR

RAPPORT

1. *Police.*—Sur la nomination d'un chef de Police.

MOTION

2. *Dagenais.*—Pour nommer un chef de Police.

REGLEMENTS

3. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour amender le règlement No 313 *re* moteurs électriques. (Ames.)
4. 2me et 3me lectures d'un règlement *re* explosifs. (Robertson.)
5. 2me et 3me lectures d'un règlement pour prévenir les incendies et les accidents. (Robertson.)
6. 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 182 *re* colporteurs. (N. Lapointe.)
7. 2me et 3me lectures d'un règlement *re* fonds de pension pour les employés municipaux. (Vallières.)
8. 2me et 3me lectures d'un règlement amendant les règlements *re* Cie du Chemin de fer Terminal (L.-A. Lapointe.)
9. 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 311 *re* papier de rebut. (Lavallée.)

MOTIONS

10. *Larivière.*—Pour reconsidérer une certaine résolution du Conseil.
11. *Dagenais.*—Pour abroger une certaine résolution du Conseil *re* bibliothèque publique.

RAPPORT

12. *Voirie.*—Pour effacer les lignes de la rue LeRoyer.

REGLEMENTS

13. 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 266 *re* taxe de l'eau. (Carter.)
14. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant les règlements Nos 47 et 92 *re* trottoirs. (Carter.)

REGLEMENTS

15. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 105. (Dagenais.)
16. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement régissant l'usage des automobiles. (Saint-Denis.)
17. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement *re* inspection du poisson, des légumes, etc. (Dagenais.)
18. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement régissant l'usage des automobiles dans le parc Mont-Royal. (Nelson.)
19. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement abrogeant le règlement No 291 *re* bibliothèque publique. (Chaussé.)
20. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement *re* fermeture des magasins de bonne heure. (Bastien.)

CITY COUNCIL.

SPECIAL MEETING OF THE 28th. OF NOVEMBER.

ORDER OF THE DAY.

REPORT.

1. *Police.*—On the appointment of a chief of Police.

MOTION

2. *Dagenais.*—To appoint a chief of Police.

BY-LAWS.

3. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 313 *re* electric motors. (Ames.)
4. 2nd and 3rd reading of a by-law *re* explosives. (Robertson.)
5. 2nd and 3rd reading of a by-law to prevent fires and accidents. (Robertson.)
6. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 182 *re* peddlers. (N. Lapointe.)
7. 2nd and 3rd reading of a by-law *re* Civic Pension Fund. (Vallières.)
8. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws *re* Terminal Ry. Co. (L. A. Lapointe.)
9. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 311 *re* waste paper. (Lavallée.)

MOTIONS.

10. *Larivière.*—To reconsider a certain resolution of Council.
11. *Dagenais.*—To repeal certain resolution of Council *re* Public Library.

REPORT.

12. *Road.*—To erase lines of LeRoyer street.

BY-LAWS.

13. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 266 *re* water rates. (Carter.)
14. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 47 and 92 *re* sidewalks. (Carter.)

BY-LAWS.

15. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 105. (Dagenais.)
16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate the use of automobiles. (St. Denis.)
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* inspection of fish, vegetables, etc. (Dagenais.)
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate automobiles in Mount-Royal park. (Nelson.)
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to repeal by-law No. 291 *re* Public Library. (Chaussé.)
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* early closing of stores. (Bastien.)



21. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 299 concernant le pain. (Chaussé.)
22. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant l'opium. (Saint-Denis.)
23. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant la circulation dans les rues. (Saint-Denis.)
24. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 270 concernant la voirie. (Larivière.)
25. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement abrogeant le règlement No 281. (Nelson.)
26. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 74 re boutiques de barbier. (Saint-Denis.)
27. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 315. (Dagenais.)
28. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt pour acheter les propriétés, etc., de la Cie de Gaz de Montréal. (Duquette.)

21. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 299 re bread. (Chaussé.)
22. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law re opium. (St. Denis.)
23. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law re traffic in streets. (St. Denis.)
24. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270 re streets. (Larivière.)
25. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to repeal by-law No. 281. (Nelson.)
26. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 74 re Barber Shops. (St. Denis.)
27. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 315. (Dagenais.)
28. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan to purchase plant of Montreal Gas Co'y. (Duquette.)

MOTION.

29. Larivière.—Pour la nomination d'une Commission Spéciale pour conférer avec la compagnie des Tramways re enlèvement de la neige.

MOTION

29. Larivière.—For a Special Committee to confer with M. S. Ry. Co. re removal of snow.

RAPPORT

30. Voirie.—Pour modifier la route de la rue Guy.

REPORT.

30. Road.—To amend Guy street route.

REGLEMENTS

31. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour amender les règlements Nos 143, 292 et 311 (Ricard.)
32. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour défendre la circulation de voitures lourdes sur certaines rues. (Lévy.)

BY-LAWS.

31. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 143, 292 and 311 (Ricard.)
32. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to prohibit traffic of heavy vehicles on certain streets. (Lévy.)

RAPPORT

33. Voirie.—Pour inscrire la rue Alfred comme rue publique.

REPORT.

33. To inscribe Alfred street as a public street.

MOTIONS

34. Leclair.—Pour un règlement re construction des édifices sur la rue Saint-Antoine.
35. Walsh.—Pour abroger une résolution re vente de terrains dans le quartier Sainte-Anne.
36. Vallières.—Pour amender la règle 63.
37. Vallières.—Pour amender le règlement No 50.
38. Lavallée.—Pour un règlement relatif aux ruelles.

MOTIONS.

34. Leclair.—For a by-law re construction on St. Antoine street.
35. Walsh.—To repeal resolution re sale of land in St. Ann's ward.
36. Vallières.—To amend rule 63.
37. Vallières.—To amend by-law No. 50.
38. Lavallée.—For a by-law re lanes.

RAPPORT

39. Police.—Re enquête sur le département de police.

REPORT.

39. Police.—Re investigation into the Police Department.

REGLEMENTS.

40. 1re, 2e et 3e lectures d'un règlement amendant le règlement No 254 (Lavallée.)
41. 1re, 2e et 3me lectures d'un règlement amendant les règlements Nos 210 et al. (Chaussé.)
42. 1re, 2e et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'empêcher les gens de flâner. (Ames.)
43. 1re, 2e et 3e lectures d'un règlement à l'effet de réduire la taxe de l'eau. (L.-A. Lapointe.)

BY-LAWS.

40. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 254. (Lavallée.)
41. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 210 et al. (Chaussé.)
42. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to suppress loitering. (Ames.)
43. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to reduce the water rate. (L. A. Lapointe.)

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Ville.

L. O. DAVID,  
City Clerk.





# EGOUTS

## Département de la Voirie.

Des soumissions cachetées adressées au greffier de la Cité et portant à l'endos "Soumission pour égout" seront reçues au bureau du greffier de la Cité jusqu'à mercredi le 30 novembre 1904, à midi, pour la construction d'un égout de 2 x 3 en brique dans le Chemin de la Côte-des-Neiges partant de l'avenue des Pins jusqu'à la ligne sud de l'avenue des Cèdres, avec les raccordements nécessaires suivant le profil et devis que l'on peut voir au bureau de l'inspecteur de la Cité.

Les soumissions seront ouvertes par le greffier de la Cité en présence des intéressés à la première assemblée de la Commission de la Voirie après la réception des dites soumissions.

La plus basse ni aucune autre des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Les propriétaires qui désirent faire des raccordements devront en donner avis à l'inspecteur de la Cité sans retard, car une fois l'égout construit ils devront se procurer un permis et déposer un certain montant d'argent pour couvrir le coût approximatif du raccordement.

Toutes réclamations pour égouts existants déjà dans ledit chemin devront être produites au bureau de l'inspecteur de la Voirie sous deux mois après l'achèvement du nouvel égout.

Toutes informations se rapportant à l'égout que l'on doit construire seront fournies au bureau de l'inspecteur de la Cité. Le tout suivant le règlement No 298 concernant les égouts.

JOHN-R. BARLOW,  
*Inspecteur de la Ville.*

BUREAU DE L'INSPECTEUR DE LA VILLE,  
HÔTEL DE VILLE.

Montréal, 23 novembre, 1904.



# SEWERS

## Road Department.

Sealed tenders addressed to City Clerk and endorsed "Tender for Sewer" will be received at the office of the City Clerk, until noon on Wednesday, the 30th November, 1904, for the construction of a 2 x 3 brick sewer in Côte-des-Neiges road, from Pine avenue to south line of Cedar avenue, with the necessary connections according to the section and specification on view in the City Surveyor's office.

Tenders will be opened by the City Clerk in the presence of the interested parties, at the first meeting of the Road Committee following the reception of said tenders.

The lowest or any tender will not necessarily be accepted.

The proprietors wishing connections must notify the City Surveyor at once, as after sewer is completed permits must be taken out and sum deposited to cover estimated cost of such connections.

Caims for existing sewers in said road must be filed with City Surveyor within two months after the completion of the new sewer.

Any information with regard to sewers to be built will be given at the office of the City Surveyor, all in accordance with by-law No. 298 concerning sewers.

JOHN R. BARLOW,  
*City Surveyor.*

CITY SURVEYOR'S OFFICE,  
CITY HALL.

Montreal, 23rd November, 1904.



# Liste des Voteurs

## Pour l'Assemblée Législative de Québec.

AVIS est par le présent donné que la liste des électeurs ayant le cens électoral requis par la loi, pour voter à l'élection des députés de l'Assemblée Législative de Québec ayant été préparée suivant la loi, les personnes dont les noms ne sont pas sur la liste municipale et qui, cependant ont le droit de voter aux élections provinciales, sont priées de se présenter en personne à notre bureau, à l'Hôtel de Ville, le, ou avant le vingt (20) décembre prochain, 1904, entre 10 heures a.m., et 4 heures p.m., pour constater si leurs noms ont été omis, et se faire inscrire s'ils ne l'ont pas été, ou de transmettre leur demande écrite, attestée sous serment.

Le tout conformément aux dispositions de la Loi Electorale de Québec et de ses amendements.

J. HAMILTON FERNS, *Président.*  
A. LANGÉVIN, *Vice-Président.*  
P.-H. MORIN,  
J.-T. DILLON,  
L.-J. LAMONTAGNE,  
WILLIAM EUARD,  
Wm.-G. OWENS,  
ROBERT FITZ-GIBBON,

*Estimateurs de la Cité.*

BUREAU DES ESTIMATEURS,  
HÔTEL DE VILLE.

Montréal, 22 novembre, 1904.



# List of Voters

## For the Legislative Assembly of Quebec.

NOTICE is hereby given that the lists of voters qualified to vote at an election of a member for the Legislative Assembly of the Province of Quebec, having been prepared according to law, all persons whose names are not inscribed on the municipal list of voters and who, however, have the right to vote at the Provincial elections, are requested to present themselves personally at our office at the City Hall, or before the twentieth (20) of December next, 1904, between 10 o'clock a.m. and 4 o'clock p.m., to ascertain if their names have been omitted from said list, and to have the same inscribed if not already entered thereon or forward their written application attested under oath.

The whole in conformity with the provisions of the Quebec Election Act and its amendments.

J. HAMILTON FERNS, *President.*  
A. LANGÉVIN, *Vice-President.*  
P. H. MORIN,  
J. T. DILLON,  
L. J. LAMONTAGNE,  
WILLIAM EUARD,  
Wm. G. OWENS,  
ROBERT FITZ-GIBBON, *Assessors.*

ASSESSORS' OFFICE,  
CITY HALL,

Montreal, 22nd. November, 1904.



DEPARTEMENT D'HYGIENE. — HEALTH DEPARTMENT.

Bulletin de la semaine finissant le samedi, 19 Nov., à midi.

Weekly report, ending Saturday, the 19th Nov. at noon

CASES OF DISEASE AND DEATHS REPORTED TO THE DEPARTMENT.

CAS DE MALADIES ET DÉCÈS RAPPORTÉS AU DÉPARTEMENT

	Semaine. Week.		Depuis le commencement de l'année. From the beginning of the year.		
	Cas. Cases.	Décès. Deaths.	Cas. Cases.	Décès. Deaths.	
Fièvre typhoïde .....	7	1	513	87	..... Typhoid Fever
Variole .....			44	1	..... Smallpox
Varicelle .....	16		37		..... Chickenpox
Rougeole .....	2	2	203	28	..... Measles
Scarlatine .....			208	11	..... Scarlet fever
Diphthérie et Croup .....	21	7	498	90	..... Diphtheria and Croup
Couqueuche .....			46	46	..... Whooping Cough
Phthisie, (tuberculose pulmonaire) et toute autre tuberculose .....		16		553	Phthisis and tuberculous disease of other organs than the lungs. ....
Pneumonie .....		15		399	..... Pneumonia
Entérite, diarrhée, choléra infantile .....		5		1029	Enteritis, diarrhoea, cholera infantum
Autres maladies .....		71		3288	..... Other diseases
Total .....				5532	..... Total .....
Illégitimes .....				398	..... Illegitimates.
				5930	

HOPITAL CIVIQUE.

CIVIC HOSPITAL

	Cas de diphthérie Cases of diphtheria.	Cas de scarlatine. Cases of scarlet-fever	Autres cas. Other cases.	Majeurs. Of full age.	Mineurs. Under age.	
Patients admis (durant la semaine) .....	6	2		3	5	Patients admitted (during the week) .....
Patients guéris (durant la semaine) .....	5	2		3	4	Patients cured (during the week) .....
Patients décédés (durant la semaine) .....	1				1	Patients who died (during the week) .....
Patients se trouvant actuellement à l'hôpital .....	10	5		6	9	Patients now confined in the hospital .....

MESURES PREVENTIVES

PREVENTIVE MEASURES

Maisons désinfectées .....	23	Houses disinfected .....
Maisons en état d'insalubrité .....	92	Houses in an unhealthy condition .....
Isollements domiciliaires .....	14	Houses isolated .....
Vérifications de maladies contagieuses par les médecins de division .....	13	Contagious diseases investigated by our district physicians .....
Vérifications de vaccinations dans les écoles par les médecins de division .....	1585	Vaccinations verified in schools by the district physicians .....
Certificats d'admission dans les écoles et les manufactures par les médecins de division .....	70	Certificates of admittance in schools and factories by the district physicians .....
Vaccinations .....	100	Vaccinations .....
Revaccinations .....		Revaccinations .....
Significations d'avis légaux .....	56	Notices served .....
Actions intentées en Cour .....	4	Prosecutions .....
Jugements obtenus .....	1	Judgments obtained .....
Curage de fosses d'aisances .....	8	Privies cleaned .....
Visites .....	81	Visits .....
Désinfections après décès .....	15	Disinfections after death .....
Autres désinfections .....	1	Others disinfections .....
Cuspidors hygiéniques distribués .....	80	Cuspidors supplied .....

TUBERCULOSE

TUBERCULOSIS



INSPECTION DES ALIMENTS

FOOD INSPECTION

	Lait Milk	Pain Bread	Viande Meat	Poisson Fish	Fruits et Légumes Fruits and Vegetables	
Nombre d'inspections.....	250	52	1227	191	96	Number of inspections
Echantillons examinés.....	15					Samples examined
Analyses.....						Analyses
Plaintes.....						Complaints
Avis signifiés.....		1			3	Notices served
Confiscations.....		{ 104 lbs bonbons	1133 lbs.	{ 66 lbs fruits, 40 lbs de poisson, 2 boîtes saumon.	}	Confiscations
Condamnations de Cour.....	2					Court sentences
Nombre de vaches inspectées..	127					Cows inspected

ABATTOIRS

Animaux abattus.

Bœufs.....	1753
Veaux.....	443
Moutons.....	3133
Cochons.....	3016
Confiscations.	
Bœufs.....	13
Veaux.....	2
Montons.....	2
Cochons.....	3
Foies.....	21
Viande meurtrie.....	1092 lbs
Agneau.....	1

ABATTOIRS

Animals slaughtered.

.....	Cattle
.....	Calves
.....	Sheep
.....	Hogs
Confiscations.	
.....	Cattle
.....	Calves
.....	Sheep
.....	Hogs
.....	Livers
.....	Bruised Meat
.....	Lamb

ENREGISTREMENT DES NAISSANCES

RECORDING OF BIRTHS

	Semaine.—Week		(Depuis 1er Juillet)		
	Masculin	Féminin			(From 1st July)
Canadiens... {	Français.....	21	23	French.....	
	Anglais.....	3	8		English.....
	Irlandais.....	3	2		Irish.....
	Ecossais.....	1	1		Scotch.....
Autres nationalités.....	2	3		Other nationalities	
Total.....	30	37	1688	Total.	

ENREGISTREMENT DES DECES

RECORDING OF DEATHS

	Sexe.—Sex		Total Semaine	Total Année	
	Masculin	Féminin	Total Week	Total Year	
De 0 à 6 mois.....	5	8	13	1339	From 0 to 6 months
De 6 à 12 mois.....	11	2	13	643	From 6 to 12 months
De 1 à 2 ans.....	2	4	6	349	From 1 to 2 years
De 2 à 5 ans.....	6	3	9	266	From 2 to 5 years
De 5 à 10 ans.....	2	3	5	139	From 5 to 10 years
De 10 à 15 ans.....	1	1	2	80	From 10 to 15 years
De 15 à 20 ans.....	2	1	3	147	From 15 to 20 years
De 20 à 30 ans.....	2	8	10	424	From 20 to 30 years
De 30 à 40 ans.....	5	6	11	361	From 30 to 40 years
De 40 à 50 ans.....	2	5	7	360	From 40 to 50 years
De 50 à 60 ans.....	4	5	9	336	From 50 to 60 years
De 60 à 70 ans.....	4	7	11	427	From 60 to 70 years
De 70 à 80 ans.....	2	9	11	405	From 70 to 80 years
De 80 à 90 ans.....	4	2	6	213	From 80 to 90 years
De 90 à 100 ans.....		1	1	42	From 90 to 100 years
De 100 et au-dessus.....				1	From 100 and over
Illégitimes.....	52	65	117	5532	Illegitimates
				398	
				5930	



OPERATIONS DES INSPECTEURS SANITAIRES. — WORK OF THE SANITARY INSPECTORS.

Visites régulières.....	1302	..... Regular visits.	Canaux neufs.....	25	..... New drains.
Visites spéciales.....	248	..... Special visits.	Permis de plomb. donnés	7	Plumbing permits given.
Secondes visites.....	217	..... Second visits.	Certificats de plomberie		Plumbing certificates given.
Logements visités.....	1533	..... Dwellings visited.	donnés.....	5	ven..
Autres bâties.....	193	..... Other buildings.	Jours à d'autres fonctions	18	.... Days on other work.
Etables et écuries.....	95	..... Stables.	Epreuves des drainages		Drainage tests with
Caves.....	561	..... Cellars.	avec la fumée et avec		..... smoke and mint-oil.
Cours.....	766	..... Yards.	l'huile de menthe....	41	..... Sewers.
Ruelles.....	27	..... Lanes.	Egouts.....	664	..... Kitchen sinks.
Latrines.....	14	..... Privies.	Eviens.....	2523	..... Waste-pipes.
Amas de fumier.....	7	..... Heaps of dung.	Tuyaux de renvoi.....	2523	..... Water-closets.
Plaintes des citoyens.....	70	Complaints from citizens.	Water-closets.....	1722	..... Refuse pipes.
Plaintes fondées.....	65	..... Complaints founded.	Tuyaux de vidange.....	1625	..... Ventilation.
Plaintes non-fondées.....	5	..... Complaints unfounded.	Ventilatio.....	1722	..... Dark rooms.
Ordres donnés pour faire		Orders given to abate	Chambres noires.....	114	..... Basements.
disparaître diverses		divers nuisances.	Sous-sols.....	197	..... Second notices.
nuisances.....	86		Seconds avis.....	18	..... Vacant lots.
			Terrains vacants.....	6	

L. LABERGE,  
Surintendant médical du Bureau de l'Hygiène.—Health Superintendent.

SERVICE DES INCENDIES.

FIRE DEPARTMENT.

Rapport de la semaine finissant le jeudi, 24 Nov. à 12 h. p. m. — Weekly report of fires ending Thursday, Nov. 24th at 12 p.m.

Date	Heure—Hour	Avertisseur—Box	Localité—Location	Quartier—Ward	Genre d'édifice—Descr. of building	Usage—For what purpose occupied	Cause de l'incendie—Cause of fire	Occupant.	Domages—Damages	Ont répondu à l'appel (stations)	Responded to call (stations)
Nov. 18	8.52a.m.	346	437 Panet.....	Papineau.....	Brique.....	Logement.....	Tuyaux.....	Oliv. Lefebvre	Légers..	6 11, 19	
" 18	10.30a.m.	Pho	97 Maisonneuv	"	Brique.....	Logement.....	Allum ttes..	Nap Lavigne.	"	8	
" 18	2.18p.m.	116	454 Moreau..	Hochelaga....	Brique.....	Nouv. bâtim't.	fournaise..	R. Normandin	"	13, 19	
" 18	4.33p.m.	151	Rear 7 St-Monique..	St. George....	Wood.....	Shed.....	Unknown..	Vacant.....	Slight..	4	Put out by themself's
" 18	4.42p.m.	86	Rear 462 Bourgeois..	St. Gabriel....	Wood.....	Manure Box..	Hot ashes..	Chas. Costigan	None..		
" 18	4.44p.m.	38	1935 N.-l'ame.	St-Joseph....	Brique.....	Logement.....	Explosion..	Mrs Lebel....	Légers..	4	
" 18	5.50p.m.	Pho	94 Clark.....	Vil'e St. Louis						14	
" 18	7.10p.m.	86	Rear 188 Congregation..	St Ann's.....	Wood.....	Sheds.....	Unknown..	J. Wellington.	Consid..	3, 9, 12, 15	
" 18	9.17p.m.	181	"	"				False alarm		9	
" 19	1.27a.m.	95	177 du Havre..	Hochelaga....	Bois.....	Charbon.....	Fils électriq.	M. I. H. P. Co	Légers..	13, 19	
" 19	6.09a.m.	198	50 Quesnel..	St-Joseph....	Bois.....	Hangars.....	In-onnue..	A. Porcheron.	"	10 12	
" 19	5.15p.m.	65	8a Voltigeurs..	Papineau.....	Brique.....	Logement.....	Lampe.....	J. B. Pelletier.	Aucuns.	7, 8	
" 19	7.20p.m.	531	"	"				Fausse alarme		8	
" 20	1.57a.m.	78	206 St. Patrick	St. Ann's.....	Brick.....	Box Factory..	Boilers.....	Martin Frère.	Cons..	2, 3, 4, 5, 9, 10, 12, 15, 21	
" 20	2.06a.m.	Pho	60 St. Peter..	West.....	Stone.....	Fur Factory..	water tap op.	J. F. Riefert..	Slight..	2	
" 20	10.00a.m.	"	23 Riverside..	St. Ann's....	Wood.....	Hay Sheds...	Unknown..	Jas. Scott Co.	"	21	
" 20	10.50a.m.	Still	Mill St.....	"	Coal Pile..	Coal Pile.....	"	Meldrum Bros	"	8	
" 20	11.30a.m.	Pho	544 St. Paul..	West.....	Brick.....	Dining Room.	Chimney...	H Jones.....	None..	4	
" 20	5.15p.m.	529	"	Papineau....				Fausse alarme.		7	
" 20	5.28p.m.	45	"	St. Ann's....				False alarm.		3	
" 20	6.03p.m.	Still	21 Côte des N.	St. Andrew's..	Vacant 'ot	Vacant.....	Rubbish fire	Vacant.....	None..	10	
" 20	7.15p.m.	329	46 Hermine..	St. Lawrence..	Wood.....	Dwelling.....	Unknown...	Mrs P. Ward..	Slight..	1, 5	
" 20	8.23p.m.	191	"	St Joseph....				Fausse alarm.		12	
" 20	8.52p.m.	413	1811 N.-Dame.	West.....	Stone.....	Corset Factory	Unknown..	W.H. Barry Co	Total los	3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21	
" 21	2.47p.m.	223	197 Boyer.....	St-Denis.....	Bois.....	Hangars.....	Allumettes..	W. Kent.....	Aucuns.	16	
" 21	4.20p.m.	Pho	1811 N.-Dame.	West.....	Stone.....	Corset Factory	Rekindle...	W.H. Barry Co	Cons'd..	5	
" 21	4.22p.m.	221	805 St. Hubert	LaFontaine..	Brique.....	Patinoir.....	Gazoline....	Club Montag'd	Légers..	14, 16	
" 21	5.25p.m.	86	480 Magdalen.	St. Ann's....	Wood.....	Stable.....	Unknown..	R. Turner....	Slight..	9, 15	
" 21	7.24p.m.	199	64 Workman..	St. Joseph....	Brique.....	Logement.....	Cheminée...	L. Suprennant	Aucuns.	12	
" 22	1.15a.m. aut.										
" 22	4.10p.m.	43	63 Latour.....	St. George....	Brick.....	Boot Shoe Fac.	Unknown...	The Slater Sh.	Slight..	1, 2, 5	
" 22	5.36p.m.	Still	Canal Bank...	St. Ann's....	Coal Pile..	Coal Pile....	Spontan....	Coopland Co..	"	3	
" 22	6.33p.m.	447	"	Sr. Joseph....				Fausse alarme.		12	
" 22	6.55a.m.	447	"	"				Fausse alarme		12	
" 23	5.00p.m.	273	3 Mitcheson..	St. Lawrence..	Brick.....	Dwelling.....	Lamp.....	Mrs Laplante.	Slight..	14, 16	
" 23	5.00p.m.	221	805 St. Hubert	LaFontaine..	Brique.....	Patinoir.....	Acétylène..	Club Montag'd	Légers..	16	
" 23	9.43p.m.	Pho	1811 N.-Dame.	West.....	Stone.....	Corset Factory	Rekindled..	W.H. Barry Co	Slight..	1	
" 24	5.15a.m.	"	1852 St. Cath..	St-Louis.....	Brique.....	Modes.....	Lampe.....		Consid..	2, 6	
" 24	10.09p.m.	479	"	St-Louis.....				Fausse alarme		14, 16	

Z. BENOIT,  
} Chef de la Brigade.  
} Chief Fire Department.



**SERVICE METEOROLOGIQUE. — METEOROLOGICAL DEPARTMENT.**

Rapport de la semaine finissant le jeudi, 24 nov., à 12 hrs p.m. Weekly report ending Thursday, Nov. 24th Midnight.

	THERMOM.				BAROM.				HYGROM.				VENT - WIND	
	Maximum	Heure—Hour	Minimum	Heure—Hour	Maximum	Heure—Hour	Minimum	Heure—Hour	Maximum	Heure—Hour	Minimum	Heure—Hour	Vélocité Velocity Maximum	Heure—Hour
Vendredi—Friday Nov. 18 ...	30	3 p.m.	12	7 a.m.	30,501	3 a.m.	30,252	11 p.m.					19	9 p.m.
Samedi Saturday " 19 ..	34	3 p.m.	21	7 a.m.	30,250	7 a.m.	29,981	11 p.m.					10	2 a.m.
Dimanche—Sunday " 20 ...	35	3 p.m.	29	3 a.m.	29,943	3 a.m.	29,593	11 p.m.					8	2,3,4 & 5 p.m.
Lundi—Monday " 21 ..	38	7 p.m.	32	7 a.m.	30,081	11 p.m.	29,622	3 a.m.					21	11 a.m.
Mardi Tuesday " 22 ..	40	3 p.m.	31	3 p.m.	30,059	3 a.m.	29,771	11 p.m.					8	1 a.m.
Mercredi—Wednesday " 23 ..	40	7 p.m.	34	7 a.m.	29,944	11 a.m.	29,789	11 p.m.					10	10 p.m.
Jeudi—Thursday " 24 ...	36	3 p.m.	32	11 p.m.	29,739	3 a.m.	29,644	3 p.m. 11 p.m.					25	6 p.m.

JAMES FERNS,  
Surintendant,  
Superintendent.

**SERVICE DES ALARMES D'INCENDIE. — FIRE ALARM DEPARTMENT.**

Rapport de la semaine finissant le jeudi 24 Nov. à 12 p. m. Weekly report of alarms, ending Thursday Nov. 24th, at 12 p.m.

Quartier — Ward	Date	Avertisseur — Box	A. M.	P. M.	Retour — Return
Papineau.....	Nov 18	346	8.52		9.06
Hochelaga.....	18	116		2.18	2.59
St. George's.....	18	151		4.33	4.47
St. Ann's.....	18	86		4.42	5.00
".....	18	38		4.44	4.55
Outside of City.....	18	Telephone			No. 14 to 94 Clarke St.
St. Ann's.....	18	86		7.10	7.25
".....	18	181		9.17	9.26
Hochelaga.....	19	95	1.27		1.43
St. Joseph's.....	19	198	6.03		6.19
Papineau.....	19	65		5.15	5.20
Papineau.....	19	531		7.20	7.25
St. Ann's.....	20	78	1.57		4.27
West.....	20	Telephone	2.06		No. 2 to 60 St. Peter St.
St. Ann's.....	20	Telephone	10.00		No. 21 to Riverside St.
West.....	20	Telephone	11.30		No. 4 to 544 St. Paul St.
Papineau.....	20	529		5.15	5.18
St. Ann's.....	20	45		5.28	5.31
St. Lawrence.....	20	329		7.15	7.25
St. Joseph's.....	20	191		8.23	8.27
West.....	20	413		8.52	11.59
".....	21	Telephone	5.16		No. 1 to Notre Dame and Dollard Sts.
Duvernay.....	21	223		2.47	2.59
".....	21	221		4.22	4.39
St. Ann's.....	21	86		5.25	5.40
St. Joseph's.....	21	199		7.24	7.29
".....	22	447		5.36	5.39
".....	22	447		6.33	6.36
St. Lawrence.....	23	273	6.55		7.15
Duvernay.....	23	221		5.00	5.08
West.....	23	Telephone	9.43		No. 1 to Notre Dame and Dollard Sts.
St. Louis.....	24	Telephone	5.15		No. 6 & Salvage to St. Catherine & Cadieux
".....	24	479		10.09	10.20

JAMES FERNS,  
Surintendant,  
Superintendent.



MUTATIONS DE PROPRIETES.—TRANSFERS OF PROPERTIES.

Quartier—Ward	No. d'enregistrement Registration Number	Date de l'enregist. Date of registration	Date du Contrat Date of Deed	Vendeur—Vendor	Acquéreur Purchaser	No. du Cadastre Cadastral Number	Etendue—Area	Rue—Street	Genre—z—Descrip.	Prix—Price
MONTREAL-OUEST										
St. Ann's	13990	18 Nov. '04	16 Nov. '04	Hugh Paton	The N. E. & Mtg Co y	1198 & 1199 ... 200, 1201 & 1204	15 394	William &c.	B	181,478 21
S. Andrew	139906	18 " "	4 " "	H. Wilson & al	W. W. C. Wilson	1703-5 P S. E. 1703-74	3349	Crescent.	B.	1.00 & Con
St. Ann's Centre...	139907	19 " "	14 " "	A McCallum	Jos. St. Pierre	937	5396	Centre.	B.	2,300 00
West	139910	21 " "	10 " "	Est. H. T Lamplough et al.	W. deM. Marler & al	125	2426	Notre Dame	B.	10,000 00
St. Lauren Centre...	139913	21 " "	12 Oct "	The M. Star Plg. Co'y.	The Royal Trust Co	196 & 197..... 206 & P 207-5.	15619	St James. St. George &c. St. George.	B.	500,000 00
St. Joseph	139920	22 " "	15 " "	De H. Brouillet.	J. B. R. Ducharme	664..... 1/162-5..... 1/108-285.....	8941	ommissaires & batham	B.	25 00
MONTREAL-EST.										
St Louis	6 583	16 Nov. '04	5 Nov 04	Tremblay	La Cité de Montréal	p 859 D.....	502.6	St. Hypolite.	L.	425 85
Papineau	61585	17 " "	9 " "	e Chs Sheppard	Frs. Boutin	p 1225-150. ....	1285	Sherbrooke.	L.	2,500 00
St. Marie	6 591	18 " "	12 " "	Wm. Hurtubise.	H. Riendeau	1462-17.....	1500	L. onde	B.	2,500 00
Papineau	61594	18 " "	27 Juil. '04	Mus. Crépeau	De Z. Chartrand	p 508-24 .....	1260	Huron	B.	1,000 00
St. Laurent	61605	21 " "	12 Oct. "	The M. Star Pub. Co'y.	The Royal Trust Co.	664 &c.....	3200	St. George.	B	500000 00
"	61606	21 " "	12 Nov. "	The S. of the D. of M.	F. Orr Lewis	p. 741.....	4250	Bleury	B.	10,000 00
Duvernay	61607	21 " "	20 Sept "	Eug. Thibodeau	M. Thibodeau	7-25 & 26..... 1/2 ind. 1472-1. 1/2 " 1223-1 à 4	15794	Brébœuf Fullon le Lorimier	B.	12,073 90
Papineau	61608	21 " "	5 Oct. "	Alph. Thibodeau	M. Thibodeau	do	15794	do	B.	Consid.
Papineau	61610	22 " "	19 Nov. "	The M. L. & M. Coy	J. Villeneuve	P S E 1140.....	8164	Papineau	B	2,450 00
St. Marie	61612	22 " "	21 " "	Ve R. J. Inglis	Albert Bégin	1493-7..... 1493-8..... 1493-6..... 508-7 & 8..... 123-18 & 19.	4341	DeMontigny	B.	5,000 00
Papineau	61615	22 " "	21 " "	Art. Gagnon	Lucien Huot	374.....	7872	Ontario	B.	Pas de pr.
Papineau	61616	22 " "	21 " "	l éon Fredette	Théop. Morin	154-2.....	1063	DeL. imier	B.	2,075 00
St. Laurent	61621	22 " "	14 " "	Lucien Huot	A. A. Levin	109-9.....	2510	Sherbrooke	B.	13,000 00
St. Louis	61623	23 " "	22 " "	Eucl. Gauthier	C. J. Morr s.	1201-1, 2 & 3. .	1358	St. L omnique.	B.	2,200 00
Papineau	61624	23 " "	21 " "	H Brouillet	Geo. Paradis	55-1 & 11..... p. 55-10..... 86 -4, 9 & 10.	1300	Doion	B.	1,500 00
LaFntain	61629	23 " "	18 " "	H. Choquette	J. F. Payette	899-5.....	119 3	herbro ke.	B.	38,000 rém.
St. Laurent	61630	23 " "	21 " "	Jas. Cochrane	Miss An. Whelan	P N O 860-3..... P N O 860-5..	4018	Durocher	B.	1 00 cons.
St. Louis	61632	23 " "	19 " "	H. Choquette	Hon. S. Pagnuelo	899-5.....	6370	Sherbrooke, &c.	B.	25 000 00
"	61635	24 " "	19 " "	Hon. S. Pagnuelo	H Choquette	P N E 68. ....	5387	do	B	19,000 00
Papineau	61937	24 " "	17 " "	De Jos. Roy	Oscar Arnold		3784	Maisonneuve	B.	4,650 00
HOUCHELAG & JACQUES-CARTIER.										
St. J.-Bte.	110274	16 Nov. '04	14 Nov. '04	F. Lorange	J Dandurand	15-1096.....	1500	Laval	B.	1,500 00
St. Gabriel	110288	16 " "	15 " "	E. Corbeil	H. Sicard	3239- 58.....	1800	Coleraine	B.	2, 00 00
St. J.-Bte.	110302	18 " "	31 oct. "	De P. Bouchard	Alex. Hogue & al	12-163 &c.....	330	St. Hubert	L.	1,590 00
St. Denis	110304	18 " "	16 nov. "	D. Raymond	Alf. R ymond	7-99.....	2725	St. Hubert	B	1,400 00
Hochelaga	110325	19 " "	8 " "	A. A. Massé	J. C. Lamothe	7-29.....	2750	L. belle	B.	1,60 00
Duvernay	110334	19 " "	11 " "	La Cité de Montréal	J. Langlois dit L.	P 148-48 & 49.	2611	No re Dame	B.	668 61
St. Denis	110337	19 " "	21 sept "	D. Leclaire	E. & U. Savage	6-125 & 126. . .	3360	Chambord	B	5,000 00
"	110339	21 " "	7 nov. "	La Cie des T. du Parc Am.	Jos. Martineau	5-638.....	1562	Sherbrooke Av.	L.	150 00
St. Gabriel	110362	22 " "	19 " "	W. Anderson	Sheeanger	P 3310-1.....	825	Wellington	L.	225 00
"	110363	22 " "	21 " "	Shérif	R. T. Leclerc	330-II & II2..	3360	Chambord	L	2 0 00
"	110366	22 " "	19 " "	J. H. Brouillet	E. Gend on	P 329-56 .....	2000	Dufferin	B.	1, 00 00
"	110381	23 " "	8 " "	(Ch. Langlois	M. J. E. rolet	162-154 à 159.	924	Rivard	B	8 750 00
"	110393	23 " "	8 " "	J. N. Leclerc	De J. Hy Smith	8 587 .....	5000	Huntly	L.	250 00

B—Bâtisse ; Building.  
L—Lot ; terrain vague

P. TERRAULT,  
Régistrare de la Ville,  
Registrar.



PERMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 24 Novembre 1904.

Issued during the week ending the 24th of November, 1904.

Date	No. du Permis. — <sup>a</sup> Permit Numb.	Endroit.—Location.			Quartier Ward	Propriétaire Owner	Architectes Architects	Genre — Descript.	Coût — Cost
		No.	Rue—Street	No—Cadast.					
Nov. 18	1277 N	579	Beaudry .....	1126.....	La Fontaine...	J. B. Longpré .....		2 log.	1000 00
"	1278 N	.....	do	"	do	do		2 log.	1000 00
"	1279 N	112-114	Boyer .....	277.....	Duvernay.....	H. Gareau .....		2 log.	1900 00
"	1280 R	32	R. zel .....	3370-20.....	St. Gabrie l...	Mis Eliz. McDonald.		1 dw'g	300 00
"	1281 R	.....	Parthenais.....	N 1480.....	St. Mary.....	Diam. Glass Co.....		stor'g.	60 00
Nov. 19	1282 N	.....	Joliette.....	1036.....	Hochelaga.....	A. Lauzon .....		1 hang	75 00
"	1283 N	.....	St. Addré.....	465.....	St. Deni's.....	A. Cérat .....		1 hang	2,500 00
Nov. 21	1285 N	.....	Aylwin.....	29 s. d. 247.....	Hochelaga.....	F. Moineau.....		3 log.	1,500 00
"	1286 N	.....	Labelle.....	pr. 705.....	t. Deni's.....	C. Brosseau.....		2 log.	1,500 00
"	1287 N	.....	do	do	do	do		2 log.	200 00
Nov. 22	1284 N	.....	Joliette.....	29 s. d. 1075.....	Hochelaga.....	M. Clément.....		1 hang	600 00
"	1288 N	.....	Chambly.....	23 s. d. 539.....	do	E. Desmarais.....		1 log.	4,000 00
"	1289 N	.....	St. Etienne.....	323 & 324.....	St. Ann's.....	F. V. Clisdell.....		1 shed	20 00
"	1290 N	rear 32	Devienne.....	413.....	St. Lawrence.	M. Minogue .....		1 shed	130 00
"	1291 R	1934	St. Hubert.....	7.....	St. Deni's.....	B Dépatie .....		1 log.	1,800 00
Nov. 23	1292 N	.....	Cuvillier.....	481 & 482.....	Hochelaga.....	Duclos & Roch.....		2 log.	1,800 00
"	1293 N	.....	do	do	do	Duclos & Roch.....		2 log.	1,800 00
"	1294 N	ar. 790	St. Hubert.....	12 s. d. 158.....	St. Jean Bte..	Philippe Hébert....	(extension)	3 log.	1,500 00
"	1295 N	251a	Marquette.....	pt. 339.....	St. Denis.....	S. D. Vallières.....		2 log.	1,500 00
"	1296 N	261	do	do	do	do		2 log.	1,500 00
"	1297 N	do	do	do	do	do		2 log.	2,500 00
"	1298 N	.....	Frontenac.....	166 sub. 282.....	Hocheloga .....	Jos. Harel.....		3 log.	250 00
"	1299 R	.....	Mance et Pr.	Arthur.....	pt. 41 b. p. 9-21..	St. Lawrence..	A. E. Naud.....	1 sk r.	100 00
Nov. 24	1300 R	418	Gain.....	1155.....	Papineau.....	J. E. Lafrance.....		1 hang	100 00
"	1301 N	ar. 178	Dufferin.....	7 pt. 88.....	Duvernay.....	Kerr James .....		1 do	100 00

a { N.—Nouveaux édifices. - New Buildings.  
R.—Réparations. — Alterations.

ALCIDE CHAUSSÉ,  
Inspecteur des Edifices.—Inspector of Buildings.